

La Réglementation
du
Travail des Femmes et des Adolescents
dans l'Industrie Polonaise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Mercredi 3 ~~Fevrier~~^{MARS} 1937, à 10 heures

PAR

Ignace GILDIN

JURY D'EXAMEN :

Président : M. LEMONNIER, Professeur

Suffragants { MM. LEDUC, Professeur.
SAINT GERMÈS, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais 96

1937

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546426_0014

La Réglementation
du
Travail des Femmes et des Adolescents
dans l'Industrie Polonaise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

le Mercredi 3 ^{MARS} ~~Février~~ 1937, à 10 heures

PAR

Ignace GILDIN

JURY D'EXAMEN :

Président : M. LEMONNIER, Professeur

Suffragants { MM. LEDUC, Professeur.
SAINT GERMÈS, Professeur.

PARIS

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais 96

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1935-1936

DOYEN :

M. Henry NÉZARD (*, I. ㊄)

DOYEN HONORAIRE :

M. Eustache PILON (*, I. ㊄)

ASSESSEUR DU DOYEN :

M. GOMBEAUX (*, I. ㊄)

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. CABOUAT (O. *, I. ㊄)

DEGOIS (I. ㊄)

PROFESSEURS :

MM. NÉZARD (*, I. ㊄), *Professeur de Droit administratif*, chargé du cours de *Législation minière*.

GOMBEAUX (*, I. ㊄), *Professeur de Droit civil*, chargé du cours de *Droit international privé*.

BRIDREY (*, I. ㊄), *Professeur de Droit romain*, chargé du cours de *Histoire du Droit public*.

LEPARGNEUR (*, I. ㊄), *Professeur de Droit commercial*.

LEMONNIER (I. ) , *Professeur de Droit civil.*

PERREAU () , *Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Droit civil approfondi et comparé.*

LAMPUÉ () , *Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel.*

YVER, *Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé, chargé du cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie.*

PRUD'HOMME (, , ) , *Professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution.*

FRÉJAVILLE, *Professeur de Droit Civil.*

SAINT GERMÈS, *Professeur d'Economie Politique.*

BESNIER, *Professeur de Droit Romain.*

LEDUC, *Professeur d'Economie Politique, chargé du cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du cours de Législation Financière.*

PERCEROU, *Agrégé, chargé du cours de Droit Maritime et du cours de Législation Industrielle.*

SECRETAIRE :

M. ROUX (I. , , ) , *Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.*

Meis et amicis.

INTRODUCTION

La transformation du travail manufacturier a eu pour effet l'emploi des femmes et des enfants, car le machinisme, en simplifiant dans bien des cas le rôle de l'ouvrier, a permis aux employeurs d'embaucher pour les besognes simples cette main-d'œuvre bon marché.

Aussi voyons-nous apparaître dans tous les pays, au fur et à mesure que l'activité industrielle se développe, une législation protectrice des femmes et des enfants, destinée à les protéger contre les abus de pouvoir patronaux.

La protection des enfants est apparue avant la protection des femmes.

C'est en Angleterre que cette législation tutélaire a été promulguée tout d'abord ; la France a suivi (décret du 3 janvier 1813 spécial aux mines ; loi générale sur le travail des enfants dans les manufactures du 22 mars 1841) (1).

En 1842 (2), la Grande-Bretagne a interdit pour la première fois le travail souterrain des femmes dans les mines, et en 1847, elle a établi légalement une durée de travail de dix heures pour les femmes dans l'industrie textile.

En 1890, à la Conférence de Berlin, fut posée pour la première fois, et nettement sur le terrain international, la question de la protection des travailleuses.

En 1906 se réunit la Conférence de Berne qui allait donner, pour la première fois, la valeur d'un engagement international à des règles de protection ouvrière.

Enfin, après la grande guerre mondiale qui a contribué puissamment à accroître la participation des femmes et des adolescents dans

(1) Paul PIC : *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, Paris, 1912, pp. 570-1.

(2) BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL : *Etudes et Documents*. Série 1, n° 1 : *La protection internationale des femmes travailleuses*, Genève, 1921, pp. 1-2.

l'industrie, la Section I de la Partie XIII du Traité de Versailles a cité, parmi les obligations de l'organisation internationale, « la protection des adolescents, des enfants et des femmes » (3). L'article 427 a fixé, comme sixième principe propre à guider la politique de la Société des Nations, « la suppression du travail des enfants et l'obligation d'apporter au travail des jeunes gens des deux sexes les limitations nécessaires pour leur permettre de continuer leur éducation et d'assurer leur développement physique » (4).

Bien que ces deux catégories de travailleurs eussent été, dans les autres pays, le premier objet de soins et d'assistance particulière de la part de la société et du gouvernement, — ce n'est que le 2 juillet 1924, soit après cinq années d'existence de l'Etat restauré, que fut votée la loi polonaise relative au travail des femmes et des adolescents (le projet de la loi était déposé par le Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale en 1919) (5).

En prenant en considération l'importance que tous les pays civilisés attachent à la protection du travail des femmes et des enfants, l'Inspection Générale du Travail a créé en novembre 1927, un service spécial pour les questions de la protection des femmes et des adolescents dont la mission est la surveillance sur l'application de la loi sur tout le territoire de la Pologne.

Faute d'un personnel suffisant, l'Inspection du Travail n'est pas à même actuellement de contrôler le travail des femmes et des adolescents occupés dans l'agriculture, le commerce, l'artisanat, dans les institutions d'utilité publique, etc. Les bureaux, les petits ateliers de l'artisanat, les établissements de spectacles, etc., ne sont visités que sporadiquement.

Un nombre considérable de femmes et d'adolescents est occupé dans le travail à domicile qui n'est pas facile à contrôler. Aussi, ces travailleurs ne figurent-ils pas sur les registres de l'Inspection du Travail.

Or, nonobstant le fait, qu'au point de vue théorique, la protection à assurer dans le domaine du travail des femmes et des adolescents devrait englober un nombre bien plus grand de ces deux catégories d'ouvriers, elle ne s'étend aujourd'hui qu'aux femmes et aux adolescents occupés dans les établissements enregistrés à l'Inspection du

(3) Traité entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne, signé à Versailles le 28 juin 1919, p. 190.

(4) *Idem*, section II, p. 202.

(5) *Le Travail et l'Assistance Sociale*, périodique, Varsovie, 1925, fascicule 1-2, p. 166.

Travail, c'est-à-dire en premier lieu, à ceux employés dans l'industrie.

Le nombre de ces derniers est très élevé ; il est notamment de 23,7 %, dont 21 % des femmes, par rapport au total des ouvriers occupés dans l'industrie. Les femmes et les jeunes filles constituent 21,5 % (tabl. 1) (6).

(6) Le tableau 29, p. 148, dressé d'après les statistiques des Caisses-maladie, montre quel est le nombre des femmes salariées en Pologne.

TABLEAU I
Les femmes et les adolescents occupés dans l'industrie (7)

	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
<i>En chiffres absolus</i>									
Femmes	157,082	182,267	193,165	203,498	192,288	166,872	161,783	169,197	184,006
Adolescents ...	51,147	57,140	68,719	77,539	56,157	40,183	27,078	23,559	23,492
Garçons	35,438	38,845	48,513	56,583	41,964	31,500	21,351	19,071	18,777
Filles	15,709	18,295	20,206	20,956	14,193	8,863	5,727	4,488	4,715
<i>En pourcentage</i>									
Femmes	21,48	22,18	21,39	18,33	19,61	19,58	20,56	20,71	21,00
Adolescents ...	6,99	6,95	7,61	6,98	5,73	4,71	3,44	2,88	2,70
Garçons	4,84	4,72	5,37	5,09	4,28	3,70	2,71	2,33	2,20
Filles	2,15	2,23	2,24	1,89	1,45	1,01	0,73	0,55	0,50

(7) D'après les rapports des inspecteurs du travail, 1926-1934.

C'est l'industrie du textile qui occupe le plus grand nombre de femmes : 43 % du nombre total des femmes occupées dans l'industrie, y étaient employées en 1933 (73.837 femmes et 888 jeunes filles) (8), soit 52,2 % par rapport au nombre total des ouvriers de l'industrie du textile. Dans certaines régions, ce pourcentage est encore plus élevé.

L'industrie de l'alimentation occupe la seconde place au point de vue de l'emploi des femmes. Elles constituent — les jeunes filles comprises — 19,5 % du total des ouvriers de cette industrie et 15,7 % par rapport au nombre des travailleuses (26.348 femmes et 882 jeunes filles). Suivent successivement les industries : chimique, du vêtement, minérale, des métaux et du bois (9).

L'emploi des femmes atteint son maximum dans les III^e et IV^e régions (10) :

Région	Voïevodie	Femmes	Jeunes filles
III ^e	de Lodz.....	59.000	835
IV ^e	de Kielce.....	20.898	470
IX ^e	de Silésie.....	13.871	383
VII ^e	de Cracovie.....	10.704	214
X ^e	de Poznan.....	10.193	510
VIII ^e	de Lwow.....	7.853	888
VI ^e	de Bislystok.....	7.099	32

Les adolescents sont les plus nombreux dans les industries suivantes (11) :

Industrie	Adolescents	Pourcentage par rapport aux adolescents occup. d. l'industrie
de l'Alimentation	4.886	20,7 %
Mécanique	3.948	16,7 %
du Bois	3.002	12,7 %
Métallurgie	2.530	10,7 %
Minéraux	1.762	7,5 %
des Vêtements	1.484	6,3 %

(8) *Idem*, 1933, tabl. 1.

(9) *Idem*.

(10) *Idem*, 1933.

(11) *Idem*, tabl. 1.

Grâce à la nomination, au cours de l'année 1928, dans certaines régions (III^e, IV^e, VI^e et VII^e), d'inspectrices, appelées à contrôler le travail des femmes et des adolescents, on put entreprendre dans plusieurs centres des recherches sérieuses en vue de se rendre compte des conditions de travail réelles de ces deux catégories de travailleurs.

Il est très important de constater, au sujet de l'accroissement du nombre des femmes exerçant un métier, qu'un grand nombre de ces femmes sont mariées. Contrairement à ce fait, il est couramment admis que la grande majorité des ouvrières sont des femmes non mariées qui n'ont pas d'enfants à leur charge. Cette thèse était soutenue en Pologne surtout par la grande industrie qui se soustrait ainsi à l'obligation de créer des crèches, en se référant à des statistiques qui sont contraires à l'état réel des choses et en se servant, pendant les procès intentés en raison des infractions contre les dispositions de la loi, de l'argument qu'elle n'emploie que des jeunes filles.

Nous ne sommes pas en possession des statistiques qui nous auraient permis de présenter la question de la participation des ouvrières mariées et des ouvrières-mères dans l'industrie polonaise. Les études approfondies de ce problème n'ont pas encore été entreprises en Pologne.

D'après les statistiques des autres pays, un tiers des ouvrières sont des femmes mariées (12) et il faut ajouter que les statistiques ne prennent pas en considération les unions libres qui, dans les milieux ouvriers, sont nombreuses.

D'après les recensements industriels en Allemagne, le pourcentage des ouvrières mariées, par rapport au total des femmes employées dans l'industrie, était dans les années 1882-1907 de 29,7 % (13). Si nous admettons que le nombre des travailleuses en Pologne, sauf l'agriculture, est de 700.000 (14), celui des femmes mariées devrait être de 200.000 d'après la norme allemande.

Il résulte du rapport de l'inspectrice de la I^{re} région (Varsovie) qui a examiné l'état civil de 320 ouvrières occupées dans les différentes usines, que le pourcentage des femmes mariées était de 45 %, dont

(12) H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, Varsovie, 1932, p. 98 ; W. WOYTYSKI : *Die Welt in Zahlen*, Berlin, 1926, II, p. 72 ; Dr. M. GAAG : *Die Frau in der schweizerischen Industrie*, Zürich-Leipzig, 1928, pp. 150 et 196 ; K. LEICHTER : *Frauenarbeit und Arbeiterinnenschutz in Oesterreich*, Wien, 1927, p. 9.

(13) *Bulletin du Min. du Travail et de l'Assistance Sociale*, 1919, n° 2, p. 87.

(14) Voir *infra*, tableau 29, p. 148.

un tiers environ était constitué par des veuves et des femmes séparées. Un quart de 55 % des ouvrières non mariées font leur ménage (15).

D'après l'inspectrice du travail de la II^e région (Voïevodie de Varsovie), qui a visité 9.187 ouvriers, dont 3.731 femmes et 327 jeunes filles, 50 % des ouvrières sont des femmes mariées qui font leur ménage (16).

Or, toutes ces femmes mariées ou mères, ont à supporter la triple charge de leur métier, de leurs obligations domestiques et de la maternité. Il est évident que ces occupations exposent inévitablement les ouvrières au surmenage et à l'épuisement.



Nous nous proposons d'étudier les textes qui règlent le travail des femmes et des adolescents. Ajoutons tout de suite que nous n'exposerons pas ici toutes les mesures législatives auxquelles le travail des femmes et des adolescents est soumis, mais seulement celles qui ont été adoptées en vue d'établir un régime spécial applicable aux travailleuses et aux jeunes ouvriers.

Avant d'aborder l'analyse de la législation actuelle, nous nous attacherons à présenter brièvement les dispositions qui réglementaient le travail des femmes et des enfants dans l'ancienne Pologne, partagée entre la Russie, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et soumise, par conséquent, à des législations différentes.

La plus grande partie de ces dispositions devait bientôt cesser d'être en vigueur, notamment lors de la promulgation de la loi du 18 décembre 1919 (17), faite pour les travailleurs adultes, qui prévoit des normes de protection plus efficaces. Or, il résulta de ce fait, un manque de réglementation spéciale du travail des femmes et des adolescents.

Cette lacune devait être comblée par la loi du 2 juillet 1924 (18), relative au travail de ces deux catégories d'ouvriers, faite pour tout le territoire, la Haute-Silésie exceptée où la législation allemande concernant le travail est appliquée pour un délai de 15 ans, en vertu de la convention conclue, le 15 mai 1922, à Genève, entre la Pologne et l'Allemagne (19).

(15) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1924, p. 117.

(16) *Idem*, p. 147.

(17) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1920, n° 2, par. 7.

(18) *Idem*, 1924, n° 65, par. 636.

(19) Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, Genève, art. 1^{er}.

La loi du 2 juillet 1924 constitue un progrès incontestable par rapports aux dispositions en vigueur jusqu'à ce jour. Elle améliore les conditions de travail d'un nombre considérable de travailleurs, étant donné que les femmes employées dans l'industrie formaient, en 1923, 27 % du nombre total des ouvriers, les enfants et les adolescents 9 % (20).

Les adolescents, au sens de la loi du 2 juillet 1924, sont des personnes des deux sexes de l'âge de quinze ans jusqu'à dix-huit ans révolus (art. 2). Les apprentis et les stagiaires sont aussi protégés par cette loi (art. 3).

Cependant, le législateur n'a pas voulu réglementer le travail des femmes et des adolescents dans toutes les professions ; il ne vise expressément que : les entreprises industrielles et commerciales, les mines, les communications, les transports, les bureaux, ainsi que d'autres entreprises exploitées industriellement, même si ce n'est pas en vue de bénéfices, que ces entreprises soient propriété privée, publique ou d'administration autonome (art. 1^{er}).

Voilà plus de 10 ans que cette loi existe. Dans quelle mesure est-elle appliquée, quelles étaient les résistances rencontrées et quels résultats a-t-elle produits ? C'est ce que nous essayerons de dégager des rapports de l'Inspection du Travail et d'autres publications officielles, ainsi que des études publiées par les institutions sociales (en premier lieu par l'Institut d'Economie Sociale), les organisations d'éducation ouvrière (Société des Universités Ouvrières T. U. R.) ou les organisations professionnelles (Syndicats Professionnels Ouvriers). Nous allons essayer également de faire ressortir de cette étude les imperfections de la législation polonaise et de faire connaître quelles ont été les modifications apportées par l'initiative parlementaire.

De sorte qu'en définitive, nous diviserons notre étude en trois parties, précédées d'un historique. Dans les deux premières parties, nous examinerons les diverses mesures réglementant le travail des femmes et des adolescents, en les groupant selon leur objet. Nous étudierons donc successivement les dispositions en vigueur relativement à la durée du travail, au travail de nuit, au congé annuel, à l'hygiène, à la sécurité et à la moralité des travailleuses et des jeunes ouvriers, à la protection de la maternité, à l'âge d'admission de l'enfant au travail, à la formation professionnelle, à l'enseignement général et professionnel complémentaire des jeunes ouvriers et

(20) *Almanach Polonais*, Eugénie PRAGIER : *Le Travail et l'Assistance Sociale*, Varsovie, 1926, pp. 611-2.

enfin à leur nombre dans les usines et les ateliers. Dans la troisième partie, nous arriverons à nous poser cette question : la réglementation du travail des femmes et des adolescents eut-elle des effets sur l'emploi de ces deux catégories de travailleurs ? et nous essayerons de l'élucider.

HISTORIQUE

1° Ancienne partie russe.

La législation en vigueur dans l'ancienne partie russe, dénommée « Royaume de Pologne », était celle où le travail des femmes et des enfants était le moins protégé.

On trouve des renseignements, concernant la participation des enfants et des adolescents dans l'industrie, dans les rapports des inspecteurs de fabrique :

Les enfants de douze à dix-sept ans prennent une part considérable à la production industrielle. Le nombre des enfants occupés uniquement dans les usines surveillées par l'inspection des fabriques, était en 1888 de 3.816 (21), dont

2.155 garçons, soit 56,3 % et

1.661 filles, soit 43,7 %.

Ils étaient nombreux dans les industries : du coton, de la soie, du fil, du tabac. Le pourcentage le plus élevé se rencontrait dans l'industrie des textiles, il était notamment de 80,7 % par rapport aux enfants occupés dans l'industrie.

D'après les statistiques officielles de 1905, le nombre des enfants et des adolescents occupés dans l'industrie était de 31.505 (soit 13,7 % du total), dont 1.852 âgés de 12 à 15 ans et 29.653 à l'âge de 15 à 17 ans (22).

A ce nombre de 31.505 enfants et adolescents, doit être ajouté celui des enfants occupés dans les mines. D'après les statistiques de 1909, ce dernier était de 1.816. Le nombre des adolescents employés dans l'industrie pendant les années 1905-1909 était donc de 33.321, sans

(21) W.-W. SWIATLOWSKI : *L'Ouvrier industriel* : L'examen de la santé de l'ouvrier industriel en Pologne et en Ruthénie d'après les rapports de l'inspecteur de fabrique, Varsovie, 1889, p. 12.

(22) Alexandre WOYCICKI : *Histoire des ouvriers industriels en Pologne*, Varsovie, 1929, p. 224.

compter les établissements qui n'étaient pas soumis à l'inspection de fabrique (23).

D'après les statistiques de 1913 de l'inspection de fabrique, 3.009 enfants âgés de 12 à 15 ans et 44.773 adolescents étaient occupés à l'usine. Les enfants et les adolescents constituaient 15 % du total des ouvriers (celui-ci étant de 316.000 environ) (24).

En Lithuanie et en Ruthénie, 7.500 enfants et adolescents (soit 14 % du total), dont 1.800 âgés de 12 à 15 ans, ont travaillé à cette époque dans l'industrie (25).

Le travail des femmes et des enfants était réglementé par la loi du 29 avril 1890, qui interdisait le travail dans les usines aux enfants âgés de moins de douze ans. Le travail des enfants de douze à dix-sept ans était limité à huit heures par jour et ne devait pas se prolonger pendant plus de quatre heures de suite. Dans les établissements qui travaillaient à deux équipes, la durée du travail pouvait atteindre 9 heures ; en ce cas, le travail devait être interrompu et un repas donné après 4 heures et demie de travail. Le travail de nuit, c'est-à-dire entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, des enfants au-dessous de 15 ans et celui des adolescents de 15 à 17 ans dans certaines fabriques était interdit, ainsi que le travail du dimanche et des jours fériés. Le travail aux mines était absolument interdit aux enfants. Les enfants et les adolescents ne pouvaient pas être admis à des travaux nuisibles à leur santé. Ces travaux étaient prévus pour toutes ces dispositions (art. 73-75).

La loi réglementait aussi la fréquentation des écoles par les adolescents, mais, en prenant en considération le nombre des écoles existantes, ainsi que le niveau de leur enseignement, cette réglementation n'avait pas de valeur (26).

En ce qui concerne les femmes, celles-ci étaient nombreuses, surtout dans l'industrie textile, dans les manufactures qui n'exigeaient pas une grande force physique.

D'après les statistiques de 1888, le nombre des ouvrières occupées dans l'industrie était de 26.965, soit 37,2 % par rapport au total des ouvriers (27).

Pendant la période de 1897-1913, le nombre des ouvrières occu-

(23) *Idem*, p. 225.

(24) E. GRABOWSKI : *Précis de la statistique du travail*, Varsovie, 1919, p. 32.

(25) A. WOYCICKI : *L'ouvrier et sa vie de famille* (*Economiste*, 1920, fascicule I, p. 99).

(26) *Les lois ouvrières et leur application*. Publication du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale, Varsovie, 1920, pp. 15-17 et Z. DASZYŃSKA-GOLIŃSKA : *Contributions à la question ouvrière en Pologne*, Varsovie, 1920, p. 36.

(27) W.-W. SWIATŁOWSKI : *op. cit.*, p. 8.

pées dans l'industrie de l'ancien Royaume de la Pologne a doublé (28) :

1897 :	58.000 (24 %).
1905 :	73.000 (33 %).
1906 :	77.000 (33,6 %).
1908 :	85.000 (34,4 %) (29).
1912 :	102.000 (34 %).
1913 :	110.000 (34,8 %).

En Lithuanie et en Ruthénie, le nombre des ouvrières était de 12.500, soit 30 % par rapport au total des ouvriers (30).

La durée maximum du travail pour les femmes était la même que pour les hommes (11 heures et demie). La loi leur interdisait le travail de nuit entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, sauf les cas où elles travaillaient avec les autres membres de leur famille (art. 64 et 65), ainsi que l'emploi des femmes accouchées, membres des caisses des malades, quatre semaines après la délivrance (art. 71). L'emploi des femmes aux travaux souterrains ainsi qu'à certains travaux dangereux ou nuisibles à la santé était interdit (art. 79, 94). Toutefois, des dérogations étaient prévues (31).

2° Ancienne partie allemande.

En Allemagne, il existait, dès 1830, des dispositions particulières pour la protection du travail des enfants, des adolescents et des femmes. Les prescriptions furent incorporées, en 1869, à la loi industrielle de la Confédération de l'Allemagne du Nord. La loi industrielle (*Gewerbsordnung*) fut reconnue en 1871 comme loi d'Empire, et, depuis 1873, entre en vigueur dans toutes les provinces des Etats de l'Allemagne, excepté l'Alsace. En 1903, fut publiée une loi spéciale concernant le travail des enfants dans les entreprises industrielles (32).

L'emploi des enfants au-dessous de 13 ans était interdit dans les établissements qui occupaient 10 ouvriers ou plus et au-dessous de

(28) *Annuaire de Statistique du Royaume de Pologne*, Piotrogrod, 1916, p. 42.

(29) Léon KLIMECKI : *La question ouvrière* (*Encyclopédie Polonaise*, Lausanne-Paris, 1919, vol. III, p. 567).

(30) AL. WOYCICKI : *L'Ouvrier polonais dans la vie de famille* (*Economiste*, périodique, Poznan, 1920, fascicule I, p. 29).

(31) *Bulletin*, *op. cit.*, p. 89 et DASZYNSKA-GOLINSKA : *op. cit.*, p. 36.

(32) Joseph ADAMEK : *Question Ouvrière* (*Encyclopédie Polonaise*, *op. cit.*, vol. III, 1919, p. 233).

12 ans dans d'autres ateliers industriels (§ 135 du Règlement industriel) (33). Les ouvriers de moins de 14 ans devaient présenter un certificat d'études primaires (l'obligation scolaire finissait à 14 ans).

Ils ne devaient travailler que 6 heures par jour. Pour les adolescents, entre 14 et 16 ans, la durée du travail ne devait pas excéder 10 heures par jour, leur travail devant être coupé de trois repas, dont deux d'une demi-heure, et un, au milieu de la journée, d'une heure. Le repos de nuit était au moins de 10 à 11 heures selon la localité et devait comprendre l'intervalle de 8 heures du soir à 6 heures du matin.

Une loi interdisait aux employeurs privés de leurs droits civiques par le tribunal, d'occuper des adolescents.

Une loi annexe (1900) à la loi industrielle, impose à toutes les fabriques l'obligation de munir tous les ouvriers et ouvrières non majeurs, d'un livret de paye permettant aux parents ou tuteurs d'exercer leur contrôle.

D'après une loi du 30 mai 1903, est réglementé aussi le travail des enfants du patron.

La durée du travail des femmes ne devait pas dépasser 10 heures dans les établissements occupant 10 ouvriers ou plus et huit heures la veille des dimanches et des jours fériés.

Le travail de nuit était interdit aux femmes entre 8 heures du soir et 6 heures du matin. Le repos du déjeuner des ouvrières au-dessous de 16 ans, était d'une demi-heure plus long que celui des autres ouvriers. Les femmes n'étaient pas admises à l'emploi 2 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement. La loi interdisait l'emploi des femmes à des travaux souterrains et dans toutes les industries où cet emploi pouvait être dangereux pour leur santé ou moralité. C'est le Conseil Fédéral qui désignait ces industries. Le travail supplémentaire était interdit. La loi prévoyait de nombreuses dérogations.

Des prescriptions très minutieuses prévoyaient pour les femmes, les adolescents et les enfants, un repos les dimanches et les jours fériés, de 24 heures au minimum ; pour deux jours, — le dimanche et jour férié, — de 36 heures au minimum ; pour les fêtes de Noël, de Pâques, de la Pentecôte, de 48 heures au minimum (34).

(33) *Le Travail et l'Assistance Sociale*, périodique, 1921, fasc. 1, p. 67.

(34) *Les Lois Ouvrières*, op. cit., pp. 20-22 ; *Encyclopédie Polonaise*, op. cit., 1919, vol. III, p. 233 ; DASZYŃSKA-GOLIŃSKA : op. cit., p. 37 ; même auteur : *Economie Sociale*, Varsovie, 1933, pp. 270 et 272.

3° Ancienne partie autrichienne.

Dans l'ancienne partie autrichienne, d'après les statistiques de 1910, 15 % environ des ouvriers étaient dans l'industrie.

Dans certaines branches de l'industrie, le pourcentage était très élevé :

- Industrie chimique : 15,3 % ;
- du livre : 21,8 % ;
- de l'alimentation : 30,0 % ;
- du papier, des peaux et du caoutchouc : 34,5 % ;
- des vêtements : 43,2 % (35) ;

En vertu du Règlement industriel (Gewerbsordnung) du 20 décembre 1859, amendé par des lois ultérieures qui y était en vigueur, les enfants au-dessous de 12 ans n'étaient admis à aucun travail industriel (§ 94) et au-dessous de 14 ans dans les établissements occupant moins de 20 ouvriers (§ 96).

Pour les enfants n'ayant pas 16 ans accomplis, la durée du travail était de 8 heures. Le travail de nuit (entre 8 heures du soir et 5 heures du matin) était interdit. Ils ne pouvaient pas être admis à des travaux pénibles, ni être employés dans certaines industries, déterminées par des autorités administratives. Le travail des apprentis était aussi réglementé ; les employeurs étaient tenus de les envoyer dans les écoles professionnelles et aux cours complémentaires (36) ;

La durée maximum du travail pour les femmes était la même que celle pour les hommes : 11 heures par jour, sans compter les repos. Ceux-ci devaient comprendre une heure et demie au minimum, dont une heure pour le déjeuner. Les heures supplémentaires devaient être spécialement rétribuées. Mais, en fait, la durée du travail était plus courte, ce que les ouvriers ont conquis de haute lutte, surtout dans la grande industrie.

Une loi spéciale de 1905 réglait le repos hebdomadaire de tous les ouvriers de l'industrie. Tout travail industriel était interdit le dimanche et ce repos devait durer 24 heures au minimum.

Des dérogations étaient admises.

(35) A. KRZYŻANOWSKI et K. KUMANIECKI : *Statistique de la Pologne*, Cracovie, 1915, p. 225. Cité par H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, Varsovie, 1932, p. 21.

(36) DASZYŃSKA-GOLIŃSKA : *Contributions*, etc., *op. cit.*, pp. 12 et 14 ; *Le Travail et l'Assistance Sociale*, *op. cit.*, 1921, fasc. 1, p. 67.

Le travail de nuit (entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) était interdit aux femmes dans les usines et, en général, dans les établissements industriels occupant plus de 15 personnes. L'emploi des femmes aux travaux souterrains était interdit. Les femmes accouchées ne pouvaient être admises que quatre semaines après l'accouchement.

Pour protéger la vie et la santé de tous les ouvriers, ainsi que la moralité des enfants, des adolescents et des femmes, la loi autrichienne obligeait l'employeur d'aménager à cet effet toutes les installations nécessaires (37).

(37) *Les lois ouvrières, op. cit.*, pp. 27-28.

PREMIÈRE PARTIE

TRAVAIL DES FEMMES

CHAPITRE PREMIER

Durée du travail. — Travail de nuit

1° Durée du travail quotidien.

La législation du travail actuellement en vigueur en Pologne, ne comporte pas de réglementation de la durée de travail visant spécialement les femmes. Ce sont les dispositions générales de la loi du 18 décembre 1919 (1), modifiée par celle du 25 décembre 1933 (2), qui ont force obligatoire (3).

Or, en vertu de l'article 1^{er} de cette loi, « la durée maxima du travail est de 8 heures par jour, non compris les heures de repos, de sorte qu'elle ne peut excéder 48 heures par semaine.

Toutefois, la pratique s'écarte de la loi.

Dans les industries saisonnières, comme celle des jouets, des fleurs, la durée du travail pendant la saison est de 16 heures. Et il faut également ajouter que ce travail se pratique dans des conditions tout à fait mauvaises, dans des ateliers étroits, mal aérés, non adaptés au nombre des ouvrières y occupées temporairement (4).

L'inspecteur du travail de la IV^e région écrit dans son rapport pour l'année 1928 (5) : « Dans les grandes entreprises industrielles, la journée de 8 heures est pour la plupart du temps observée, bien que souvent, les femmes et les adolescents fassent des heures supplémentaires pendant les saisons, par exemple dans une fabrique de chapeaux occupant 180 femmes et 15 adolescents, la durée du tra-

(1) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1920, n° 2, par. 7.

(2) *Idem*, 1933, n° 94, par. 734.

(3) Les ouvrières occupées dans l'industrie des vêtements à Varsovie jouissaient de la journée de 8 heures bien avant la promulgation de la loi du 18 décembre 1919, car elles l'ont conquises par la lutte en mai 1918.

(4) Halina KRAHELSKA : *Le Travail des enfants et des adolescents en Pologne*. Varsovie, 1928, p. 59.

(5) *Les rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, pp. 86-87.

vail était de 11-12 heures ; dans une manufacture de boutons, occupant 133 femmes et 62 adolescents, la durée du travail était de 11 heures ; dans une manufacture d'allumettes, occupant 134 femmes et 34 adolescents, elle était de 10 heures et demie. Dans les petites entreprises, la durée du travail des femmes est, le plus souvent, de 6 à 8 heures au delà de la durée normale. Par exemple, dans les usines de céramique, le chargement et le déchargement des fours durent 5 heures et demie, 6, 7 heures au-dessus de la durée légale ; dans les verreries, la durée du travail de certaines ouvrières s'élève 2 ou 3 fois par semaine à 12 heures ; dans les manufactures de bonneterie, les usines de tricotage, de produits en celluloïd ou en galalithe, imprimeries, etc., la durée du travail est, de temps en temps, de 1 à 4 heures au delà de la durée légale du travail et pendant les saisons, c'est la durée normale du travail, jusqu'au moment où l'inspecteur du travail en sera renseigné. »

La question de la participation des femmes dans la première équipe n'est pas convenablement réglée. Les ouvrières préfèrent travailler dans la deuxième équipe, après-midi : il leur est très pénible de se lever pour le travail de la première équipe, surtout pour les femmes mariées et les mères de familles, car elles sont occupées très tard le soir avec les travaux du ménage (blanchissage, couture, etc.). Or, les ouvrières se concertent avec les employeurs pour obtenir la suppression du repos pour le déjeuner, afin de commencer leur travail une heure plus tard (6).



2° Travail de nuit.

Avant la promulgation de la loi du 2 juillet 1924, le travail de nuit des femmes était réglementé par les dispositions générales de la loi sur la durée du travail du 18 décembre 1919 (art. 14 et 15).

Conformément à ces dispositions, le travail des femmes était interdit de 9 heures du soir jusqu'à 5 heures du matin, et dans les établissements travaillant à deux équipes, dans l'intervalle de dix heures du soir jusqu'à 4 heures du matin, sauf les cas prévus par les articles 6, 11 et 15.

D'après la loi du 2 juillet 1924, le repos de nuit des femmes doit

(6) *Idem*, 1924, p. 115.

avoir une durée minimum de onze heures consécutives et comprendre l'intervalle de 8 heures du soir à 6 heures du matin, lorsqu'il s'agit des établissements travaillant à une équipe ; il doit comprendre l'intervalle de dix heures du soir à cinq heures du matin dans les établissements travaillant à deux équipes (art. 13).

Au principe de l'interdiction du travail de nuit, l'article 13 de la loi apporte des exceptions.

Les femmes de plus de dix-huit ans peuvent être employées la nuit :

a) en cas de catastrophes et d'accidents survenus ou imminents, qui rendent leur travail indispensable « pour sauvegarder la sécurité des travailleurs, assurer l'intégrité de l'établissement et maintenir son fonctionnement normal ; de même, pour éviter que des matériaux ne périssent ou que des installations mécaniques ne soient abimées » (alinéa a de l'article 6 du décret du 18 décembre 1919) ;

b) pour des travaux d'utilité publique, indispensables pour satisfaire aux besoins quotidiens de la population, en particulier pour le maintien des conduites d'eau, pour l'éclairage, le nettoyage, les travaux sur les voies de communication, dans les pharmacies et restaurants, bains de rivière et de mer, établissements balnéaires et curatifs, dans les théâtres et représentations publiques (alinéa a de l'article 11 du décret du 18 décembre 1919) ; toutefois, les entreprises appartenant à l'industrie productive ou manufacturière sont exclues ;

c) dans le cas où leur travail est indispensable pour sauver les matières premières en élaboration, susceptibles d'altération très rapide ; toutefois, on ne peut faire usage de cette dérogation sans l'autorisation préalable de l'inspecteur régional du travail.

Dans les industries saisonnières et dans les cas où des besoins spéciaux dûment justifiés l'exigent, le repos de nuit des femmes au-dessus de 18 ans peut être réduit à 10 heures. Cette dérogation ne peut porter que sur soixante jours par an et avec l'autorisation préalable de l'inspecteur régional du travail (art. 14).

Une circulaire (n° 16) de l'Inspection Générale du Travail, de 1925 (7), vise le contrôle du ministère au sujet des autorisations prévues par l'article 13 et accordées par les inspecteurs généraux. Elle implique, notamment, aux inspecteurs, l'obligation de s'adresser au ministère avant d'accorder une telle autorisation.

Le Conseil supérieur de l'Industrie polonaise du sucre s'est adressé, en automne 1926, au Ministère du Travail en sollicitant la

(7) *Idem*, 1925, p. XCIV.

permission d'employer les femmes la nuit pendant la campagne du sucre. La Commission centrale des Syndicats professionnels s'est adressée pour cette question au Ministre, en lui demandant d'observer rigoureusement la loi en cette matière. Or, le Ministère du Travail et de l'Assistance publique a permis « d'employer les femmes au-dessus de 18 ans dans les sucreries à des travaux correspondant rigoureusement à la disposition de l'article 13, alinéa c de la loi sur le travail des femmes et des adolescents. Cependant, le nombre des femmes employées dans l'équipe de nuit ne peut dépasser 10 % du total des ouvriers de cette équipe et ne peut, en aucun cas, être plus de 20 ouvrières pour chaque sucrerie » (8).

En pratique, le travail de nuit des femmes est encore en Pologne très courant, où, surtout dans les usines du textile et les émailleries, elles sont employées presque sans exception la nuit. En outre, les procès-verbaux dressés à titre du travail de nuit des femmes, démontrent qu'il est souvent appliqué, périodiquement ou pendant la saison, dans les différentes branches de l'industrie (9). On peut dire, d'une façon générale, que lorsque l'usine travaille à trois équipes, on y rencontre presque toujours des femmes pendant la nuit (10).

3° Sanctions pénales.

De graves difficultés de nature technique, telles que des sanctions pénales trop peu rigoureuses (« peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à six semaines au plus et d'une amende de 50 à 200 zlotys » ou « une de ces deux peines » art. 17) (11), l'indulgence des tribunaux envers les contrevenants, le manque d'un nombre suffisant d'inspecteurs et l'ingérence insuffisante de ceux-ci qui n'ont que la possibilité de déposer une plainte devant les tribunaux, constituent de grands obstacles qui s'opposent à l'observation des prescriptions relatives à la protection du travail des femmes et des adolescents (12).

On lit dans le rapport de l'Inspection du Travail de Varsovie, que malgré les abus concernant le travail de nuit et supplémentaire (une durée de travail de 17 à 18 heures) « les amendes étaient de « 20 à 40 zlotys, soit au-dessous du minimum légal. Les appels

(8) Commission Centrale des Syndicats Professionnels des Travailleurs en Pologne, *Compte rendu*, 1925-1928, p. 217.

(9) H. KRAHELSKA : *La Protection du travail en Pologne*, Varsovie, 1920, p. 16.

(10) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1924, p. 115.

(11) Loi du 2 juillet 1924.

(12) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 108.

« ont eu pour résultat l'élévation des amendes jusqu'au minimum
« légal : 50 zlotys » (13).

Dans une des usines privées de munitions, « les femmes travail-
« lent... dans la deuxième équipe de 16 à 24 heures et, malgré les
« multiples assignations en justice, cet état de choses datant depuis
« longtemps n'a pas changé. Certes, l'indulgence des tribunaux
« envers les contrevenants qui ne sont punis que d'amendes, dont
« la plus sévère était de 100 zlotys obtenue en voie d'appel (les
« autres étaient de 20 à 50 zlotys) n'a que peu contribué à per-
« suader la direction de cette entreprise (occupant 3.000 ouvriers
« environ rien que dans l'usine de Varsovie) de la nécessité d'appli-
« quer les dispositions de la loi. Il faut ajouter que la direction
« de l'usine motive sa résistance, dans l'inconvénient qui résulte-
« rait pour les ouvrières, particulièrement pour celles habitant hors
« de la ville — faute de communication matinale — si le travail
« commençait de trop bonne heure » (14).

Aussi, la loi du 7 novembre 1931 (15) a-t-elle introduit des modi-
fications à l'article 17 de la loi du 2 juillet 1924, aussi bien en ce
qui concerne les sanctions pénales qu'à l'autorité administrant la
peine.

Aux amendes anciennes de 50 à 200 zlotys furent substituées des
amendes de 200 à 1.000 zlotys ou 3 mois d'emprisonnement sans
sursis pour la première infraction et de 2 semaines à 3 mois d'em-
prisonnement en cas de récidive. Le pouvoir juridictionnel de
l'inspecteur du travail est élargi. L'autorité qui émet les décisions
est l'inspecteur de la circonscription, ce ne sont plus les tribunaux.

Les nouvelles sanctions pénales ont contribué considérablement
à renforcer l'autorité de l'inspection du travail à l'égard des
employeurs.

(13) *Idem*, 1926, p. 22.

(14) *Idem*, p. 20.

(15) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1931, n° 101, par. 773.

CHAPITRE II

Hygiène, sécurité et moralité des travailleuses

I. — Hygiène et sécurité.

En ce qui concerne la protection de la santé et la garantie de la sécurité, il est interdit d'employer des femmes dans des conditions de travail particulièrement dangereuses ou insalubres, à des travaux pénibles ou présentant quelque danger pour la santé. Il est interdit, en particulier, d'occuper des femmes au service de mécanismes de transmission, à des opérations chimiques exerçant une influence nuisible sur l'organisme et au transport d'objets lourds. La loi confie au Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale le soin de publier une liste de ces travaux après consultation des syndicats professionnels (art. 4).

L'entrepreneur occupant plus de cinq femmes est tenu d'installer pour elles un vestiaire et un lavabo séparés ; en outre, les entreprises occupant plus de cent femmes doivent avoir pour celles-ci des installations de bains (art. 15).

La loi confirme la disposition de la législation d'avant-guerre, interdisant l'emploi des femmes dans les mines souterraines (art. 12).

La liste des travaux interdits a été promulguée par l'arrêté ministériel du 28 septembre 1925 (1). Cet arrêté prévoit qu'en ce qui concerne certains travaux interdits, le Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale peut, d'accord avec le Ministre de l'Industrie et du Commerce, autoriser l'emploi des femmes dans les établissements donnant une garantie suffisante de protection et de sécurité. La liste exige certaines critiques.

Le point 13, concernant les travaux qui nécessitent la manipu-

(1) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1925, n° 81, par. 558.

lation des produits contenant le plomb, est formulé d'une façon obscure et s'écarte, dans une certaine mesure, du but, car il permet aux femmes de faire et défaire la composition des caractères d'imprimerie, pourtant opération très nuisible à la santé.

Le point 19, concernant le levage et le transport des fardeaux, n'est pas clair et très peu pratique. L'Inspecteur du Travail ne peut interdire l'emploi des femmes pour le transport des fardeaux dans le cas où celui-ci est pour elles un travail pénible, mais permis, notamment lorsque le poids des fardeaux ne dépasse pas le maximum légal ou lorsque les fardeaux ne sont ni portés, ni transportés sur le dos ou à bras, mais déplacés en poussant, transportés en voiture ou traînés.

Un fardeau, même d'un petit poids, par exemple de 7 kgs $1/2$, lorsqu'il est transporté 220 fois par jour sur une distance de 20 mètres, constitue un effort excessif pour une femme (le poids total étant de 1.650 kgs, le chemin fait avec ce fardeau de 4.400 mètres). Dans les usines du textile, l'ouvrière transporte les « pots de fer », comme on les appelle, pleins de chanvre, dont le poids est de 17 kgs $1/2$ chacun. Si on tient compte du fait, que l'ouvrière transporte ordinairement 72 pots en une heure, soit 576 en 8 heures, il faut constater que l'effort total de l'ouvrière pendant la journée de travail (10.080 kgs), dépasse les forces de la femme (2). Dans les briqueteries, le transport des briques dans la sécherie est effectué d'habitude par des ouvrières : en prenant à la fois 2 à 3 briques d'un poids de 6 kgs chacune, elles transportent ce fardeau de 12 à 18 kgs sur une distance de 8 à 10 mètres.

Les femmes sont également employées au transport et au levage des fardeaux dans les sucreries. La majorité des femmes y travaillent debout, et certains travaux exigent une marche continue : le transport des pains de sucre vers les scies, des scies au magasin. L'ouvrière saisit un pain de sucre, dont le poids est de 16 kgs, et le transporte sur une distance de 15 à 20 pas ; pendant 8 heures, elle transporte ainsi jusqu'à 700 pains, soit environ 11.200 kgs. Elle remporte le sucre coupé en morceaux, d'un poids de 14 kgs, sur une distance de 10 à 15 pas ; en servant une scie, l'ouvrière transporte 300 pains de sucre de 14 kgs pendant 8 heures, soit 4.200 kgs. Dans le magasin, l'ouvrière prend chaque fois 8 rayons de sucre coupé en morceaux, pesant ensemble jusqu'à 30 kgs, les transporte sur une distance de 40 pas, répète cette opé-

(2) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, pp. 87-88.

ration 13 fois en une heure. Elle transporte donc jusqu'à 400 kgs par heure, soit pendant 8 heures, jusqu'à 3.200 kgs (3).

Aussi paraît-il nécessaire d'introduire dans la liste ci-dessus, des modifications qui auraient pris en considération la différenciation du poids des fardeaux, selon le genre de transport : transportés sur le dos, à bras, en voiture, déplacés en poussant, traînés, montés, selon la distance sur laquelle le transport des fardeaux a lieu, selon le nombre de fois que telle distance est parcourue pendant la journée de travail, du genre du terrain (terrain plat, rails, chaussée, terrain mouillé, etc.) (4).

La question des normes de la chaleur, au-dessus de laquelle le travail serait interdit, est passée sur la liste sous silence. Dans le point 4 (le travail dans les verreries) et le 16 (le travail dans les sucreries), la liste stipule en termes généraux qu'il est interdit d'occuper les femmes « partout où les travaux sont exécutés à une température élevée », ce qui donne lieu à des interprétations arbitraires (5).

Et pourtant, l'effort augmente considérablement lorsque le travail est effectué à une température élevée. Ce sont les travaux des femmes dans les verreries près des fourneaux à trempe, dans les sécheries à vaisselle et les émailleries, dans les sucreries, briqueteries près des fourneaux, enfin dans certaines sections de filatures (6).

En ce qui concerne l'application de la disposition relative aux vestiaires spécialement aménagés pour les femmes, les inspecteurs du travail signalent que cette question se présente d'une façon défavorable. Ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils sont installés séparément, car les armoires, rayons ou portemanteaux, lorsqu'ils se trouvent auprès de sections, dans les couloirs ou dans l'escalier, ne peuvent être considérés comme séparés, à moins qu'il n'y ait que des femmes dans l'usine. De même, lorsqu'il s'agit de lavabos. Ils ne sont séparés en fait que lorsqu'ils sont installés dans les vestiaires séparés (7) ; par contre, on ne rencontre nulle part de toilettes spéciales, excepté dans le central téléphonique (8).

On constate également des infractions contre la disposition con-

(3) *Idem*, 1930, p. 21.

(4) *Idem*, 1928, p. 88.

(5) Dr. Kazimierz DABROWSKI : *Problèmes de l'hygiène du travail des femmes et des adolescents, Le Travail et l'Assistance Sociale*, op. cit., 1932, fasc. 1, p. 15.

(6) H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, Varsovie, 1932, pp. 86-94.

(7) Comme par exemple dans les manufactures de tabac.

(8) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1925, p. 27.

cernant le transport des fardeaux. Bien que le maximum légal des fardeaux soit fixé par la loi à 30 kgs pour les femmes adultes et 20 kgs pour les jeunes filles, on a constaté que les femmes étaient obligées de transporter dans les usines de jute, des sacs de 60 à 70 kgs, et dans les moulins, des sacs de farine de 70 à 80 kgs (9).

On trouve des renseignements concernant les conditions du travail de la femme dans les différentes branches de l'industrie, dans les comptes rendus de la Commission d'enquête instituée par l'Ordonnance du Président de la République du 26 décembre 1926 et chargée de l'étude sur les questions et les prix de revient de la production dans les différentes branches de l'industrie.

Il résulte, de ces rapports, que l'état de santé des ouvriers de l'industrie du textile est déplorable. La tuberculose y est très répandue en raison surtout de l'accroissement considérable du travail des femmes et des adolescents dans cette branche de l'industrie (10). Le pourcentage des femmes par rapport au total des ouvriers était en 1927 de 53 %. Dans l'industrie du coton, ce pourcentage a parfois dépassé 60 % et s'élève même dans certaines entreprises à 80 % (11). De même, le pourcentage des jeunes filles dépasse considérablement celui des garçons et est notamment de 19,1 % par rapport aux femmes employées, tandis que celui des garçons n'est que de 12 % par rapport aux ouvriers (12).

L'effort psychique considérable de la tisseuse et de la fileuse, dont la vue et l'attention doivent être sans cesse en éveil et dont l'oreille et le système nerveux tout entier sont soumis constamment à l'effet fatigant du bruit, augmente énormément lorsqu'il faut servir plusieurs métiers à tisser ou lorsque le nombre des rotations de la machine est augmenté (13).

Dans l'industrie céramique, en particulier dans les briqueteries, la femme est obligée d'effectuer des travaux extrêmement pénibles. Pour former une brique, l'ouvrière doit frapper l'argile 3 ou 6 fois avec un pilon d'un poids de 4 kgs environ. Etant donné qu'elle fait 400 à 500 briques par jour, son effort exigeant une tension considérable, se répète de 1.200 à 2.000 et parfois jusqu'à 3.000 fois pendant une journée de travail (14). Si on tient compte, en outre, du fait que lorsqu'on forme les briques plus grandes, le

(9) *Idem*, 1928, p. 87.

(10) Commission d'Enquêtes, *Compte rendu, publication du Conseil des Ministres*, Varsovie, 1928, t. XIV, pp. 104-105.

(11) *Idem*, p. 103.

(12) *Idem*, p. 102.

(13) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1930, p. 21.

(14) *Idem*, p. 25.

moule reste à terre et que le pilonnage exige chaque fois une flexion complète — on peut s'imaginer, d'une certaine façon, quel est l'effort de l'ouvrière effectuant ce travail.

Non moins nuisibles à la santé des femmes est le service des machines à pédales (dans les petites imprimeries, par exemple). Ce travail, effectué surtout en position debout, est pour la femme très pénible et même pendant certains états physiologiques nuisible à la santé. On peut juger de l'effort physique de la femme qui travaille à une machine à pédales, d'après le nombre de feuilles imprimées pendant une heure et qui est en moyenne de 800, mais qui s'élève souvent à 1.200 et plus (15) : dans ce dernier cas l'effort demandé à la jambe est de 1.200 flexions pendant une heure, soit une toutes les 3 secondes. L'ouvrière effectue donc pendant une durée de travail de 8 heures, 9.600 flexions de la jambe.

Extrêmement dangereux pour la santé sont les travaux où il s'agit d'obtenir un certain rendement d'avance fixé, ainsi que les travaux payés à la pièce. Ces derniers sont particulièrement pénibles pour l'ouvrière qui produit un effort soutenu afin d'avoir le plus grand gain possible. Même dans les manufactures de l'Etat où le personnel est licencié à contrecœur (surtout dans la période de chômage), une partie des ouvriers (en premier lieu les femmes), travaille avec effort pour obtenir le rendement le plus élevé possible. Or, dans certaines manufactures d'alcool, l'ouvrière est obligée de laver pendant 8 heures de travail, 13.500 bouteilles d'un quart de litre, 11.564 d'un demi-litre et 8.760 d'un litre ; une autre ouvrière doit boucher 26.400 bouteilles d'un quart de litre, 20.600 d'un demi-litre et 14.200 d'un litre. Il en est de même de l'effort des ouvrières occupées à certains travaux dans les manufactures de tabac. Il faut y chercher la principale cause des accouchements prématurés, des maladies de femmes et du système nerveux.

Il faut citer comme exemple caractéristique du travail pénible, le travail en station debout. L'étude effectuée sur les conditions du travail des femmes dans les usines de guerre, montre que l'augmentation de la tension artérielle et l'accroissement du nombre des pulsations sont particulièrement significatifs chez les ouvrières qui travaillent debout (16).

Aux travaux qui exigent un grand effort appartiennent également certains travaux de femmes sur la surface des mines. Ce sont

(15) *Idem*, 1930, p. 21.

(16) Marcel FROIS : *La santé et le travail des femmes pendant la guerre*, Paris, 1926, p. 79.

des travaux effectués pendant toute l'année à ciel ouvert, comme la poussée des charrettes chargées du charbon, le déblaiement des tranchées.

Il est clair que pour diminuer l'influence nuisible du travail sur la santé de l'ouvrière, il est nécessaire avant tout de diminuer son effort.

Aussi, faut-il souligner le fait de l'intervention des pouvoirs publics en Pologne, limitant l'effort de l'ouvrière. Il a été conclu, par une décision du 30 mai 1931 de la Commission spéciale interministérielle, après avoir examiné le travail des téléphonistes, que « l'effort des téléphonistes ne doit pas dépasser pendant les heures d'affluence, 1.360 communications pour la téléphoniste de distribution et 315 communications pour celle de l'expédition (17) ».



2° Moralité

En ce qui concerne la protection de la moralité de la femme et de la jeune fille, elle était jusqu'ici traitée d'une façon superficielle.

La loi du 2 juillet 1924 ne touche le problème de la moralité des ouvrières que très légèrement. L'article 4 de la loi ne sépare pas cette question, ne la précise pas, en mêlant l'interdiction de l'emploi des femmes « à des travaux présentant quelque danger pour la moralité et les bonnes mœurs » avec celle de leur emploi à des travaux nuisibles à la santé, le service de mécanismes de transmission, les opérations chimiques et le transport d'objets pesants.

En réalité, chaque travail peut présenter un danger pour la moralité de l'ouvrière, lorsqu'il y a mauvaise foi, manque de surveillance, etc., de la part de l'administration. Aussi, résulte-t-il de la négligence du législateur que la liste des travaux interdits aux femmes et aux jeunes filles, publiée conformément à l'article 4 de la loi du 2 juillet 1924, n'apporte non plus rien d'effectif pour la protection des femmes en cette matière. L'interdiction « du service des consommateurs, par des sommelières, dans les maisons où les boissons alcooliques vendues sont consommées sur place, pendant les heures de nuit », que contient le dernier des 20 points de la liste, ne nous semble pas suffisante.

La sanction pénale peu rigoureuse prévue par la loi pour toute

(17) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 23.

infraction à ses dispositions qui suppriment la différence entre l'infraction résultant de l'emploi de la femme par exemple à plonger les produits des métaux dans les acides et celle contre la moralité, réduit, en fin de compte, la protection de la moralité à une fiction (18).

Cependant, partout, en particulier dans la période de chômage, les femmes et les jeunes filles sont exposées à l'arbitraire entier et impuni de certains employeurs, directeurs, chefs d'ateliers, contremaîtres, etc. (19).

Si les employeurs et les directeurs, séparés de l'ouvrière hiérarchiquement, ont moins de contact avec elle, de sorte qu'elle est moins exposée à leurs tentatives, il en est autrement, lorsque, dans le jeu, entrent les sympathies personnelles des chefs d'ateliers et des contremaîtres.

Le chef d'atelier, dans la plupart des usines, engage et licencie les ouvriers.

Le contremaître, en réglant et réparant les métiers, contribue à l'augmentation du rendement du travail de l'ouvrière, ce qui est particulièrement important lorsqu'il s'agit du travail à la pièce. Le contremaître donne son opinion sur les qualités et les capacités de l'ouvrière, distribue un travail plus facile ou plus pénible, assigne des heures supplémentaires, exerce une influence lorsqu'il s'agit de la garder à l'usine ou de la congédier (20).

Aussi l'ouvrière « est sous la menace d'un chantage permanent : « malheur à celles qui « plaisent » à tel contremaître, à tel chef « d'atelier, au fils du patron ou au patron lui-même. Si elles ne « cèdent pas, le plus souvent c'est la porte » (21).

Combien il y en a dans les renvois des ouvrières des usines, de licenciements dus à la résistance montrée au contremaître, on ne le saura jamais. Mais tout le monde dans les milieux, non seulement ouvriers, sait qu'il y en a beaucoup. Ces licenciements, extrêmement fréquents pendant la conjoncture plus favorable, quand l'ouvrière n'a pas peur de perdre son emploi dans l'usine, ayant l'espoir de le retrouver dans une autre, cessent au fur et à mesure que la conjoncture s'aggrave, lorsque la possibilité de la résistance de

(18) H. KRAHELSKA : *Le facteur humain dans la production*, Varsovie, 1931, pp. 7-8.

(19) Même auteur : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, op. cit., p. 117.

(20) Marja PRZEDHORSKA : *L'arbitraire des contremaîtres envers les ouvrières* (*La Voix matinale* du 17.4.1932).

(21) P. VAILLANT-COUTURIER : *Le malheur d'être jeune. Jeunes filles qui travaillent* (*L'Humanité*, n° 13.209 du 15 février 1935).

l'ouvrière disparaît devant la pénurie du marché du travail et par la peur exagérée devant les conséquences de quelque mouvement un peu plus hardi. L'autorité des chefs d'ateliers et des contremaîtres envers les ouvrières se transforme alors en arbitraire.

Celui-ci est un secret, dont on garde avec acharnement le silence. Qui plus est, les lésées elles-mêmes se taisent : soit par crainte de la colère de leurs maris, fiancés, et les différentes conséquences possibles, soit pour éviter la nécessité de déposer au cours de l'enquête.

Or, ce secret commence à percer au jour. Depuis la nomination par l'Inspection du Travail d'inspectrices du travail pour les questions des femmes et des adolescents, les ouvrières s'adressent de plus en plus souvent à celles-là avec des plaintes sur la conduite des chefs d'atelier et des contremaîtres (22).

(22) Voir les extraits des procès-verbaux des dépositions des ouvrières occupées dans les usines de Varsovie. Marie PRZEDBORSKA : *op. cit.*

CHAPITRE III

Protection de la maternité ouvrière

1° Femmes en état de grossesse et femmes en couches

Une série de prescriptions spéciales contenues dans la loi du 2 juillet 1924 règle la protection de la maternité. L'article 16 de la loi, conformément aux principes du projet de la convention internationale sur l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, prévoit un repos facultatif pour toute femme enceinte, qui a le droit de quitter son travail six semaines avant ses couches, sur production d'un certificat médical, ainsi que de bénéficier de périodes de congé qui ne doivent pas dépasser six jours par mois.

La loi établit également un repos obligatoire, en interdisant d'employer des femmes dans les six semaines qui suivent leur accouchement.

La suspension du travail par la femme pendant les périodes de congé prévues dans l'article 16, ne peut être une cause de rupture du contrat de travail par l'employeur.

Or, la question ainsi conçue n'assure pas du tout à l'ouvrière la possibilité de bénéficier, pendant la durée du travail, de tous les repos prévus par la loi. Ceci, parce que la question du paiement du temps des repos, n'est pas dûment réglée. Il y a, dans ce cas, un désaccord entre la législation sur la protection du travail et celle des assurances sociales, car la caisse-maladie rembourse les prestations pendant huit semaines au plus (et non pas pendant douze semaines) ; par contre, la question du paiement de 6 jours de congé chaque mois pendant la grossesse n'est pas réglée du tout. En accordant donc à la femme enceinte le bénéfice de s'absenter de son travail 6 jours chaque mois et pendant la période de six semaines précédant l'accouchement et celle de six semaines suivantes, la loi a fermé les yeux sur la question fondamentale, celle du payement pour les quatre semaines du nombre de ces douze, ainsi que pour ces quelques jours dans chaque mois. Par conséquent, la loi n'a pas supprimé l'obstacle qui empêche de bénéficier de ces repos, à

savoir la perte d'une partie du salaire. La loi n'est devenue, plutôt, qu'une déclaration des droits de la femme, mais elle n'a pas introduit une protection réelle (1).

De même, le privilège en apparence important de la protection contre la privation du travail de la femme enceinte pendant une période de six semaines avant ses couches et celle de six semaines qui suit l'accouchement, se réduit en réalité encore à une déclaration. Car il est permis de licencier la femme au cours de la première période de la grossesse, période de sept mois et demi. Dans ce cas, elle perd non seulement le travail, mais aussi les allocations de la caisse-maladie. Lorsqu'elle est devenue mère, elle reste avec l'enfant sans gain et sans assistance médicale. Et la pratique montre que les employeurs profitent de cette lacune de la loi (2).

(1) En *France*, « il est interdit d'employer des femmes accouchées dans les quatre semaines qui suivent leur délivrance » (1). La loi du 17 juin 1913 stipule que « toute femme de nationalité française et privée de ressources suffisantes, a droit, pendant la période de repos qui précède et qui suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière » (2). En *Allemagne*, les ouvrières en couches obtiennent des allocations (0,5 R. M. par jour) pendant 4 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (art. 1^{er} de la loi du 18.5.1929 sur les secours d'accouchement, modifiant l'art. 195 a, al. 3^o du Code des Assurances du Reich (3) ; en *Lettonie*, une indemnité en espèces égale au salaire, pendant 4 semaines avant et 8 semaines après l'accouchement (loi du 24.3.1922, art. 12 et 16) (4) ; dans les *Pays-Bas*, une indemnité journalière, égale au salaire, pendant 6 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (loi du 24.6.1929, art. 39) (5) ; en *Tchécoslovaquie*, une indemnité en espèces, égales à l'allocation de maladie, pendant 6 semaines avant et 6 semaines après l'accouchement (loi du 9.10.1924, art. 95) (6) ; en *U. R. S. S.*, les ouvrières qui effectuent un travail manuel jouissent d'un congé pendant les 8 semaines précédant l'accouchement et les 8 semaines suivantes. Pour les femmes occupées à un travail intellectuel, ce congé est réduit à 6 semaines, tant avant qu'après l'accouchement. Les salaires sont payés intégralement pendant toute la durée de ces congés (art. 132 et 181 du Code des Lois de la R. S. F. des Soviets de Russie) (7) ; en *Yougoslavie*, les femmes en couches obtiennent des allocations, dont le montant est égal à 75 % du salaire, pendant deux mois avant l'accouchement et pendant deux mois qui suivent leurs couches (loi du 14.5.1922, art. 45, al. 4^o) (8).

(1) *Code du Travail*, livre II, art. 54 a, Paris, 1935, p. 63.

(2) *Idem*, p. 247.

(3) *B. I. T.*, Série législative, 1929, t. I, p. 35.

(4) *Idem*, 1922, t. II (Code de l'Assurance-maladie, art. 51).

(5) *Idem*, 1929, t. II, p. 1283.

(6) *Idem*, 1924, t. II.

(7) *B. I. T.*, Série législative, 1922, Genève.

(8) *Idem*.

(2) H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, op. cit., pp. 113-114 et Marie LESNIEWSKA : *Protection de la mère-ouvrière dans l'industrie polonaise*. Publication du Min. du Travail et de l'Assistance Sociale, Varsovie, 1931, p. 8.

« On peut remarquer, dans certaines usines, une tendance à licencier les ouvrières en raison de leur état de grossesse » (3).

Deux grandes usines de jute à Czystochova, ne voulant pas supporter les conséquences des dispositions de l'article 16, concernant les repos avant et après l'accouchement, ont congédié un grand nombre de femmes enceintes (4).

La crainte de perdre son travail ne permet pas à l'ouvrière enceinte de bénéficier des 6 jours de congé chaque mois, même si son salaire est suffisamment élevé.

« Les ouvrières ne bénéficient pas du tout des repos auxquels elles ont droit, conformément à l'article 16, alinéa 2, lorsqu'elles sont en état de grossesse, par la crainte de révéler leur état et de perdre leur travail » (3).

Nous n'avons donc pas, dans l'article 16, une protection réelle de maternité ; l'état des dispositions de la loi à cet égard laisse à la femme tout le risque. Si on veut que la protection de la maternité ne soit pas illusoire, il faudrait avant tout introduire une interdiction catégorique de priver du travail toute femme enceinte (5).

De même, il devrait exister, comme dans d'autres pays civilisés, une surveillance du travail des femmes enceintes qui, extrêmement importante, devrait être effectuée par des assistantes sociales. Celles-ci seraient chargées d'une catégorie des obligations déjà connues des infirmières allemandes et des infirmières françaises, dites surintendantes d'usine. Il s'agit de l'obligation de surveiller, dans l'usine, le genre et les conditions de travail de la femme enceinte

(3) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1926, p. 22.

(4) *Idem*, 1925, p. 121.

(5) Certaines législations prévoient une pareille interdiction : *Argentine* (loi du 30.9.1924, chap. III, art. 13, al. 3) (1) ; *Bulgarie* (loi du 6 mars 1924, art. 21, al. 6) (2) ; *Chili*, les femmes enceintes ne peuvent être licenciées sans une raison motivée ; la diminution du rendement de l'ouvrière en raison de la grossesse n'est pas considérée comme motif légitime (loi du 20 mars 1925, art. 2, al. 2) (3) ; *Equateur* (loi du 6 octobre 1928, art. 13) (4) ; *Guatemala* (décret du 30 avril 1926, art. 33) (5) ; *Roumanie* (loi du 9 avril 1928, art. 30) (6) ; *U. R. S. S.* (les femmes enceintes ne peuvent être congédiées que dans des cas exceptionnels et après une approbation de l'Inspecteur ou de l'Office du travail (ordonnance du 8 août 1922) (7) ; *Panama* (loi du 5 novembre 1930, art. 2) (8).

(1) *B. I. T.*, Série législative, 1924, t. I.

(2) *Idem*.

(3) *Idem*, 1925, t. I, p. 507.

(4) *Idem*, 1928, t. I, p. 536.

(5) *Idem*, 1926, t. II, pu. 1303.

(6) *Idem*, 1928, t. II, p. 1254.

(7) *Le travail et la protection des femmes dans l'industrie russe* (*Revue Internationale du Travail*, 1929, Genève, t. XX, p. 560).

(8) *B. I. T.*, Série législative, 1930, t. II, p. 1097.

et de celle allaitant son enfant, de surveiller ses occupations, les positions qu'elle doit prendre en travaillant, l'influence de la production sur l'état de sa santé, et ensuite de présenter ses observations et conclusions au médecin, afin que l'administration de l'usine, de concert avec celui-ci, puisse le mieux possible faciliter et rendre inoffensif le travail, pour éviter les conséquences nuisibles aux femmes enceintes et aux mères allaitant leurs enfants (6).

En Pologne, pour le moment, il n'y a que de faibles essais dans ce sens : dans les manufactures de tabac et d'alcool, l'infirmière de crèche, pour mieux connaître les conditions de travail, fait pendant deux semaines, un stage d'enseignement dans l'atelier en observant les ouvrières enceintes et les ouvrières-nourrices. Il est prévu également que sur l'intervention du médecin de crèche, de concert avec l'infirmière, la femme enceinte peut être dispensée des travaux qui sont nuisibles à sa santé. Au surplus, la question de diminuer aux femmes enceintes la durée du travail est déjà à l'ordre du jour (7).

2° Crèches, garderies d'enfants

Mais « il ne suffit pas de préserver la femme qui est sur le point de devenir mère, il faut lui permettre ultérieurement d'allaiter son enfant au sein, toutes les fois qu'elle le pourra, au biberon dans les autres cas ; ses enfants en bas âge ne doivent pas être abandonnés au logis sans surveillance » (8).

« L'usine ne doit pas entraver l'ouvrière dans ses devoirs maternels ; il est, au contraire, nécessaire qu'elle les facilite » (9).

D'après les observations de l'Inspecteur du Travail (10), les ouvrières, dans la plupart des cas, ne reprennent pas leur travail après l'accouchement. Ce fait caractéristique montre combien il est difficile de réconcilier les soins maternels dans le cas du manque des institutions appropriées de l'assistance publique, avec le travail, même dans la période de la crise et du chômage, lorsque ce travail, en raison de la misère, est très recherché.

L'article 15, alinéa 3 de la loi, accorde, aux ouvrières-nourrices, le droit à deux interruptions supplémentaires du travail d'une

(6) H. KRAHELKA : *Protection de la maternité dans les entreprises de l'Etat Polonais*, publication du Comité Polonais du Congrès International de la protection de l'enfance, Varsovie, 1928, p. 19.

(7) M. LESNIEWSKA : *La protection des femmes et des adolescents. Le Travail et l'Assistance Sociale*, op. cit., 1929, fasc. I, p. 72.

(8) M. FROIS : op. cit., p. 156.

(9) *Idem*, p. 132.

(10) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1925, p. 28.

demi-heure chacune qui sont comprises dans la durée normale du travail.

D'autre part, le même article 15, alinéa 2 de la loi, astreint les patrons employant plus de 100 femmes, à installer des crèches pour les nourrissons.

Or, cette disposition a été deux fois ajournée sous la pression des cercles intéressés des industriels : d'abord par l'arrêté du Conseil des Ministres du 17 novembre 1924, jusqu'au 29 juillet 1925 (11), puis par la loi du 5 août 1926, jusqu'au 29 juillet 1928 (12). On a mis tout en œuvre, la presse, l'opinion publique, afin de démontrer que cet article était une utopie nuisible, qu'il serait impossible de le réaliser, qu'il chargerait excessivement l'industrie et ruinerait le pays économiquement. Les organisations industrielles et, en particulier, certaines parmi celles-ci, ont mené une lutte commune en se défendant devant le principe même de favoriser le travail des femmes ; elles ont présenté des calculs exagérés du coût de la création et de l'entretien des crèches, d'une façon fantastique, elles ont déposé divers mémoires qui devraient témoigner de l'impossibilité de la réalisation des crèches de fabrique. La propagande contre la création des crèches a commencé même à pénétrer dans les milieux ouvriers, en introduisant dans ces derniers la division en partisans et adversaires des crèches de fabrique, en alarmant les ouvriers par de faux bruits de la prétendue réduction de salaires, « pour les crèches » et ainsi de suite (13).

L'histoire d'une crèche dans la VII^e région (14) montre nettement comment la mauvaise foi de l'entreprise peut paralyser les efforts de la protection de la maternité ouvrière à l'intérieur de l'usine. Or, une des usines de cette région, malgré une longue opposition, fut obligée par l'Inspection du Travail d'organiser la protection de la mère et de l'enfant. L'Inspection du Travail, en tenant compte des conditions locales, du grand éloignement des habitations ouvrières à l'usine, de l'ignorance des ouvrières, a demandé d'installer un poste ambulant, au lieu d'une crèche. Mais, n'ayant pas la base juridique pour donner une injonction concernant la création du poste ambulant, l'Inspection a ordonné d'installer une crèche. L'usine, dont toute la politique antérieure montrait nettement une opposition de principe plutôt qu'une opposition aux dépenses nécessaires, a préféré installer, au lieu d'un poste ambulant exigeant une

(11) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1924, n° 105, par. 954.

(12) *Idem*, 1926, n° 93, par. 538.

(13) Marie LESNIEWSKA : *op. cit.*, p. 73.

(14) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1933, p. 14.

faible dépense, une crèche bien plus coûteuse, afin de démontrer par la suite que c'est une institution inutile, les ouvrières négligeant d'y apporter leurs enfants.

Pour éviter dans l'avenir des incidents de ce genre, une modification appropriée des dispositions en cette matière est prévue par le Ministère de l'Assistance sociale.

Malgré la mise en vigueur de l'article 15, alinéa 2, le 29 juillet 1928, à peine 13,7 % du nombre total des usines ont commencé le 1^{er} août des préparations nécessaires, bien qu'après la fermeture parlementaire on ne put plus compter sur aucun ajournement (15).

Au cours des deux premiers mois et demi, l'état de l'application de cette loi a subi un tel changement que, le 15 octobre 1928, on a compté 32,1 % du nombre total des usines privées obligées de créer des crèches qui ont appliqué cette disposition.

Malgré la crise économique, 14 nouvelles crèches ont été installées pendant les années 1932-1934, ce qui montre la vitalité de la loi sur les crèches et que la protection de l'enfant de l'ouvrière n'est pas une charge excessive pour l'industrie.

Il convient aussi de signaler l'augmentation du pourcentage des usines privées quant à l'application de la loi sur les crèches : de 45,9 % en 1931, il est passé à 54,3 % en 1934. Dans certaines régions, ce pourcentage est encore plus élevé. A Varsovie, par exemple, il était, en 1934, de 70 % (16).

Jusqu'ici, 91 crèches de fabriques permanentes et mobiles ont été créées (tableau 2). Et il faut prendre en considération le manque de locaux propices aux crèches, auprès des usines, et celui d'infirmières instruites pour la gestion des crèches. On a dû adopter les locaux aux besoins des crèches, en transformant les anciens réfectoires des usines.

Dès la création des crèches et leur mise en pratique, la question du choix et de l'adaptation du local a été résolue de différentes façons, selon les conditions propres à chaque usine et celles de la vie des ouvrières, selon la distance de leurs logements, etc.

Il y a bien des cas (par exemple dans l'usine des tapisseries à Varsovie) où un hall de fabrique a été transformé en crèche. Mais en choisissant et en transformant les locaux, le service de l'inspection pour les questions des femmes et des adolescents a observé, dans tous les cas, les exigences fondamentales de la loi, c'est-à-dire le cubage prescrit pour la chambre à coucher des enfants et son emplacement au soleil. Et, quand il n'y avait pas la possibilité de

(15) H. KRAHELKA : *La protection du travail*, op. cit., p. 17.

(16) *Extrait des rapports des Inspecteurs du Travail*, 1934, p. 2.

transformer un local quelconque en crèche et que l'entreprise devait seulement en aborder la construction, on a créé une crèche provisoire, une « consultation-roulotte », c'est-à-dire, auprès, des « gouttes de lait de fabrique ».

La conception des « consultations-roulottes » a été approuvée par le Ministre du Travail et de l'Assistance sociale. Le projet de modification de l'article 15 de la loi, préparé par le ministère, prévoit déjà de telles consultations comme une des formes de la protection de la maternité. Les gouttes de lait qui ne sont encore prévues, auprès de la fabrique, par aucune loi en vigueur, se sont pourtant parfaitement développées en Pologne et remplissent déjà à l'heure actuelle non seulement le rôle de la protection de la maternité, mais aussi celui de la propagande de l'hygiène et de la prophylaxie dans les milieux ouvriers.

En ce qui concerne la question du personnel, celle-ci a pu être résolue d'une façon heureuse en prenant contact avec des écoles d'infirmières, et, aussi, grâce à l'organisation des cours pour infirmières de crèche.

Par surcroît, toutes les infirmières dirigées sur les crèches par le service de l'inspection pour les question des femmes et des adolescents, sur la demande de l'administration de l'entreprise, ont suivi un cours d'enseignement social et professionnel spécial dans les crèches et consultations qui, déjà, ont fonctionné à Varsovie sous la surveillance d'infirmières éprouvées (17).

Déjà avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 juillet 1924, certaines entreprises d'Etat avaient institué des crèches. Les manufactures de tabac, notamment, qui occupent plus de 8.000 femmes (le nombre total des ouvriers étant de 14.000 environ). En outre, les distilleries du monopole d'Etat qui en occupaient beaucoup moins (en effet à peine 3.000 femmes), ont ouvert des crèches en avril 1928 (18). Le travail féminin est beaucoup utilisé dans les entreprises de guerre produisant en masse (les usines de munitions par exemple).

Le 31 décembre 1934 fonctionnaient sur le territoire de la Pologne 91 crèches : permanentes (35) et mobiles (56 postes ambulants). Ces crèches comprennent l'assistance à 3.900 nourrissons (dont 610 dans les crèches permanentes et 3.290 dans les postes ambulants). Dans les usines où sont installées des crèches, travaillaient 28.968 femmes, soit 15,7 % du total des ouvrières occupées dans l'industrie (tableau 2).

(17) M. LESNIEWSKA : *op. cit.*, pp. 73-74.

(18) H. KRAHELSKA : *Protection de la maternité, op. cit.*, p. 9 et *Informations Sociales*, 1929, vol. XXX, fasc. 6, p. 172.

TABLEAU 2

	1929 (19)	1930 (20)	1931 (21)	1932 (22)	1933 (23)	1934 (23)
Crèches	34	34	34	34	35	35
Postes ambulants	33	75	60	56	56	56
Total.....	67	109	94	90	91	91
Nourrissons	3.000	4.832	3.913	4.226	3.867	3.900
Ouvrières	23.453	22.040	20.359	19.830	20.279	28.968
% par rapport au nombre des ouvrières.						
a) occupées dans l'industrie	10.9 %	11.4 %	11.6 %	12.3 %	11.9 %	15.7 %
b) ayant droit de bénéficiaire des crèches.	22.6 %	25.0 %				

(19) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. xv.(20) *Idem*, 1930, p. 17.(21) *Idem*, 1931, p. 15.(22) *Idem*, 1932, p. xiii.(23) *Idem* (extrat), 1934, p. 1.

Ce nombre est loin de celui des femmes qui doivent, d'après la loi, bénéficier du privilège des crèches. S'il s'agit de l'industrie, — pour les autres branches de l'activité économique, il n'y a pas des statistiques précises, — ce nombre était au 31 décembre 1929 de 103.869 femmes occupées dans 244 usines, dont chacune comptait plus de 100 ouvrières (24). Donc, le pourcentage des femmes qui bénéficiaient du privilège de la protection de la maternité par rapport au nombre des femmes ayant droit à en bénéficier, était de 22,6 %. Il faut ajouter que le nombre de 103.869 n'est qu'une partie des travailleuses que le législateur a dotées de ce privilège. Le nombre de femmes employées dans l'industrie étant 213.371 à peu près 100.000 ouvrières occupées dans des usines plus petites, soit 51,3 % du total, étaient privées de cette protection, déjà par le principe même de la loi. Les ouvrières du premier groupe privilégiées par la loi, pourraient voir leur nombre subir à volonté une diminution, si les industriels étaient vraiment forcés d'appliquer la loi ; car, pour les usines occupant plus de 100 ouvrières, le licenciement de 5 ou 10 de celles-ci et leur remplacement par des jeunes ouvriers écarterait l'obligation d'installer des crèches. En effet, certaines usines ont eu recours au subterfuge de ce genre (25).

Les employeurs ont commencé à congédier en masse toutes les femmes mariées, afin d'éviter l'obligation d'installer des crèches et celle d'accorder des repos d'une demi-heure destinée à l'allaitement (26).

Une entreprise, occupant, en 1926, plus de 100 femmes, a réalisé le partage de biens entre les deux frères propriétaires de cette entreprise ; à la suite, chacune des deux nouvelles usines emploie moins de 100 femmes (27).

Les usines, occupant plus de 100 femmes, « se sont efforcées de réduire le nombre des ouvrières au-dessous de 100, soit d'employer en masse les femmes âgées, de sorte que le nombre des femmes de 18 à 45 ans ne dépasse pas 100 » (28).

(24) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. xv.

(25) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. xv ; H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, op. cit., pp. 110-111 et M. LES-NEWSKA : *Protection de la mère ouvrière dans l'industrie polonaise*, Varsovie, 1931, p. 13 et tabl. A.

(26) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1925, p. 87.

(27) *Idem*, 1927, p. 46.

(28) *Idem*, 1927, p. 177. — Dans d'autres pays, les lois respectives prévoient des crèches dans les établissements où sont occupées plus de 50 ouvrières (*Argentine*, loi du 9.6.1925, art. 3) (1), (*Colombie*, loi du 29.11.1924, art. 2) (2), (*Italie*, arrêté du 15.1.1926, art. 137) (3), (*Portugal*, décret du 29.10.1927, art. 19) (4), (*Roumanie*,

L'article mentionné (art. 15), concerne les femmes en général, sans prendre en considération l'âge, état civil, etc. Par contre, l'arrêté du Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale du 11 mars 1927 (29), concernant les crèches, introduit déjà une limitation très importante ; ainsi, l'arrêté exclut les jeunes filles de 15 à 18 ans.

« Tout employeur est tenu, si le nombre total des femmes employées dans l'entreprise, les jeunes filles non comprises, a atteint, même temporairement, au cours du mois précédent le chiffre de 100, d'installer et d'entretenir une crèche » (art. 1^{er}).

La diminution du nombre des crèches de fabriques, en Pologne, par l'exclusion du nombre des mères actuelles ou futures ayant justement le plus besoin de la protection de maternité, c'est-à-dire par l'exclusion des mères les plus jeunes, les moins résistantes, inexpérimentées est, sans doute, une aggravation importante. Cette limitation peut avoir, comme conséquence, la pratique des avortements, l'infanticide, etc.

D'après les renseignements donnés par certains industriels, le pourcentage des accouchements des jeunes ouvrières au-dessus de 18 ans se trouve être minime ; or, ces renseignements ne correspondent pas à la réalité, car ce pourcentage pour les jeunes ouvrières de 16 à 20 ans est de 1,27 %, soit un accouchement sur 78 ouvrières de cet âge (le pourcentage pour les femmes assurées était de 4 %). De plus, il est assez élevé même pour les assurés au-dessous de 15 ans : 0,15 %, soit un accouchement sur 667 jeunes filles de cet âge.

Il est évident qu'il faut exiger des mesures de protection dans l'intérêt des jeunes ouvriers et ouvrières, mais en tout cas, il est inadmissible qu'on ne leur accorde pas les bénéfices qu'on accorde aux adultes. Aussi, l'arrêté du 11 mars 1927 est injuste, quant au principe même, et est nuisible à la collectivité, car il encourage les employeurs à remplacer les ouvrières adultes par des jeunes filles trop jeunes (30).

loi du 9.4.1928, art. 33) (5), et même dans ceux employant seulement plus de 20 ouvrières (*Chili*, loi du 20.3.1925, section I, art. 3, al. 1) (6).

(1) *B. I. T., Série législative*, 1925, t. I, p. 159.

(2) *Idem*, 1924, t. I.

(3) *Idem*, 1926, t. II, p. 1399.

(4) *Idem*, 1928, t. II, p. 1345.

(5) *Idem*, p. 1254.

(6) *Idem*, 1925, t. I, p. 507.

(29) *Journal des Lois de la République Polonaise*, n° 32, par. 293.

(30) H. KRAHELKA : *Le Travail des enfants et des adolescents*, op. cit., pp. 67-68.

Certaines usines occupent au-dessous de 100 femmes adultes, mais en comptant les jeunes filles, elles emploient beaucoup plus de 100. Il faut aussi ajouter qu'une de ces usines observe soigneusement, depuis 1924, que le nombre des femmes adultes ne soit pas 100, en complétant le personnel nécessaire par l'emploi de jeunes filles (31).

Par contre, le privilège de deux repos d'une demi-heure chacun durant le travail, dont bénéficient les mères allaitant leurs enfants, a été amené, par la législation polonaise, sur la voie de l'application réelle, par l'interdiction de réduire, pour ce temps, le salaire de la femme. Les industriels ont rempli, certes, des colonnes entières dans les organes de la presse étant à leur service, et ont adressé de longues pétitions aux administrations, où ils essayaient de démontrer l'impossibilité d'accorder aux ouvrières ces repos, en s'appuyant sur les considérations économiques, techniques et celles de l'organisation, mais toutes ces démarches ont échoué.

Leur espoir nourri dans la crédulité des administrations intéressées et le succès qu'ils espéraient de ces démarches, ont été efficacement écartés, car la possibilité entière d'accorder ces repos a été démontrée par leur application dans près de 50 manufactures de l'Etat qui n'en ont pas éprouvé de difficultés au point de vue technique, économique, ni au point de vue de l'organisation (32).

D'ailleurs, déjà avant la guerre, les industriels eux-mêmes, ceux de Lodz par exemple, accordaient des repos aux femmes allaitant leurs enfants, comme l'ont démontré les renseignements recueillis par l'inspection du travail (33).

Aucune disposition de loi sur cette matière n'était alors en vigueur ; on accordait des repos volontairement ; dans l'esprit des industriels, cela n'était lié à aucune catastrophe technique ou économique.

Il existe effectivement, divers moyens d'organiser les repos des ouvrières allaitant leurs enfants, sans qu'il en résulte de préjudice pour la production. On peut, par exemple, exclure les ouvrières, pendant cette période, des travaux collectifs, les affecter à des travaux séparés secondaires (34).

A la question des crèches est étroitement liée celle de l'état de santé des nourrissons et de leurs mères.

(31) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 46.

(32) H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, op. cit., pp. 111-2.

(33) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. LV.

(34) H. KRAHELSKA : op. cit., p. 112.

« Le surmenage physique représente une cause fréquente d'accouchements prématurés. Même lorsque l'enfant est né à terme, il subit la répercussion directe du surmenage, selon son degré et sa durée ; cette répercussion s'exprime cliniquement par les grandes différences de poids des nouveau-nés » (35).

Le Professeur Pinard, ayant étudié le poids de 1.500 nouveau-nés de mères-ouvrières, constata que les nouveau-nés, dans le cas où la mère a travaillé jusqu'aux couches, ne pesaient que 3.010 grammes ; si les mères ont passé quelques semaines avant les couches dans une clinique, le poids moyen du nouveau-né était de 3.366 grammes, soit une différence de 356 grammes (36).

De même le Professeur Bachimont, après avoir examiné 4.455 nouveau-nés, constate que leur poids moyen est dans le premier cas, de 2.980 grammes, dans le deuxième, de 3.290 grammes, soit une différence de 310 grammes (37).

C'est une évidence reconnue depuis longtemps que la mortalité des enfants nourris au biberon est supérieure à celle des enfants nourris au sein.

Les statistiques sont très éloquentes à ce sujet.

D'après les statistiques du Professeur Charles, de Liège, la mortalité pour les enfants nourris au sein est de 0,44 % contre 12,65 % des enfants nourris au biberon, c'est-à-dire 28 fois moindre.

Le Professeur Pinard affirme que sur 100 enfants nourris artificiellement, il en meurt au moins 60 avant la fin de la première année. Le choléra infantile sévit en particulier chez les enfants privés de l'allaitement maternel (38).

En Norvège et en Irlande, où l'allaitement maternel est une règle générale, la mortalité des nourrissons reste au-dessous de 10 % ; en France, où le nombre des enfants alimentés artificiellement est plus grand, la mortalité est de 15 à 20 % ; en Allemagne et en Autriche, où l'alimentation artificielle est pratiquée sur une très vaste échelle, la mortalité atteint 25 %. En Roumanie, la mortalité des enfants allaités au sein est de 5 %, cependant que chez les enfants nourris artificiellement, elle atteint 45,9 % (39).

Il résulte des tableaux présentés par le Docteur Téliky, que :

(35) Dr. G. BANU : *L'hygiène sociale de l'enfance*, Bruxelles, 1930, I^{er} vol., p. 102.

(36) Alfredo NICEFORO : *Les classes pauvres*, Paris, 1905, p.: 305.

(37) *Idem.*, pp. 305-306.

(38) M. FROIS : *op. cit.*, p. 129.

(39) Dr. G. BANU : *op. cit.*, p. 400.

51,5 % des femmes non employées allaitent leurs enfants au sein ;
 14,2 % leur donnent l'allaitement mixte ;
 34,3 % les allaitent au biberon ;

tandis que sur 100 enfants des ouvrières d'usine :

25,9 % seulement sont allaités au sein ;
 15,9 % obtiennent l'allaitement mixte et
 58,2 % sont nourris au biberon (40).

Le tableau 3 que nous avons dressé, d'après les diverses sources, montre quelle est la mortalité des nourrissons dans la première année.

TABLEAU 3

Mode d'allaitement	de 0 à 6 mois (41)	de 6 à 12 mois (41)	de 0 à 1 an	
			(42)	(43)
Enfants au sein	4.3 %	2.8 %	6.98 %	4.1 %
Allaitement mixte	7.2 %	5.2 %	9.87 %	13.2 %
— au biberon ...	47.0 %	12.7 %	19.75 %	27.3 %

Or, l'intention du législateur est de ne pas séparer l'enfant de la mère, du moins dans la première année de la vie de celui-ci ; les crèches destinées aux nourrissons nourris au sein n'ayant pas dépassé l'âge de quinze mois et qui restent dans la crèche pendant la durée du travail de leur mère (le § 4 de l'arrêté du 11 mars 1927) (44) répondent à cette fin.

(40) Dr. Marcelli GROMSKI : *Les crèches diurnes pour les nourrissons*. Varsovie, 1927, p. 11.

(41) Le nombre des nourrissons qui ont obtenu l'assistance dans 54 « gouttes de lait », ayant été de 5645,545 (soit 10 %), étaient morts. Dr. M. GROMSKI : *op. cit.*, p. 7.

(42) La statistique porte sur 9.189 nourrissons. D'après Howarth. TUGENDREICH : *Mutter und Säuglingsfürsorge*. Stuttgart, 1910, p. 73.

(43) D'après les statistiques du Dr. GROMSKI concernant 77 « gouttes de lait ». Cité par Dr. Zygmunt ZAKRZEWSKI : *La politique de population de la Pologne et l'état de la protection de la maternité*. Varsovie, 1925, p. 33.

(44) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1927, n° 32, par. 293.

Mais, dans beaucoup de cas, ce n'est pas suffisant. En maintes circonstances, il faut encore donner asile, non seulement au nourrisson, mais aussi aux enfants un peu plus âgés pendant les heures de travail de la mère. La durée du séjour de l'enfant dans la crèche doit être prolongée au delà de l'âge de 15 mois, comme la loi le prescrit, car les enfants ayant plus de 15 mois sont les plus exposés au danger ; sachant déjà marcher, on peut redouter de les voir jouer avec le feu, les couteaux ou s'emparer des objets et les porter à leur bouche. D'où la nécessité de créer aussi des garderies d'enfants (45) où ceux-ci doivent rester au moins jusqu'à l'âge de 3-4 ans, pouvant déjà rester séparés de leur mère pendant les heures de travail de celle-ci (46).

Ajoutons, en passant, que certains auteurs (47), soulignant la nécessité et l'utilité de l'institution de crèches, combattent les crèches de fabrique entretenues par les industriels. Car, pour le travail féminin dispersé (celui qui n'est pas concentré dans les usines), ces crèches de fabrique ne pourraient répondre à leur fin. En outre, ces auteurs ne sont pas partisans des institutions humanitaires créées auprès des usines, institutions qui lient l'ouvrière à l'usine et qui confient la protection de l'enfant à l'employeur.

Aussi, un projet du Ministère du Travail prévoit une modification de l'article 15 de la loi du 2 juillet 1924 : des contributions à la charge des employeurs, occupant des femmes, seront perçues pour la création et l'entretien d'un réseau de crèches pour toutes leurs ouvrières.

Le projet part, sans doute, de cette considération que le devoir d'un pays, dont l'industrie se développe aux dépens du travail des femmes, doit être l'éducation des enfants de celles-ci, c'est-à-dire la protection, soit pendant le travail de la mère, soit en général, lorsque cette dernière n'a pas la possibilité d'élever ses enfants chez elle.

(45) H. KRAHELSKA : *Protection de la maternité, op. cit.*, p. 7 et Dr. GROMSKI : *op. cit.*, p. 25.

(46) Dans d'autres pays, les enfants ont droit de rester dans les crèches jusqu'à l'âge d'un an (*Chili*, loi du 20.3.1925, art. 3, al. 1) (1), de deux ans (*Argentine*, loi du 9.6.1925, art. 3) (2), ou de trois ans (*Italie*, arrêté du 15.1.1926, art. 137) (3), (*Estonie*, ordonnance du 19.10.1928, art. 2) (4).

(1) *B. I. T.*, Série législative, 1925, t. I, p. 507.

(2) *Idem*, p. 159.

(3) *Idem*, 1926, t. II, p. 1399.

(4) *Idem*, 1928, t. I, p. 596.

(47) H. KRAHELSKA : *Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine, op. cit.*, p. 136.

3° La législation polonaise et la Convention de Washington

Avant de terminer ce chapitre, nous allons essayer de comparer la législation polonaise sur la protection de la maternité, à la Convention de Washington dans la même matière.

La convention de Washington relative au travail des femmes avant et après l'accouchement, traite de deux questions : celle du travail des femmes pendant la période des couches, et celle des prestations qui leur sont accordées pendant l'interruption de leur travail.

La législation polonaise a traité ces deux questions, qui sont réglementées, comme nous l'avons vu, la première, par la loi du 2 juillet 1924 sur le travail des femmes et des adolescents (48), la seconde, par la loi du 19 mai 1920 sur l'assurance obligatoire en cas de maladie (49).

Les dispositions de la Convention concernent les femmes employées dans « les établissements industriels et commerciaux », publics et privés ou dans leurs succursales, sauf dans les établissements où ne sont occupés que les membres de la même famille.

En comparant l'énumération des entreprises, qualifiées dans la Convention, d'« établissements industriels », ainsi que la définition du terme « établissement commercial », avec les prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 2 juillet 1924, on peut facilement remarquer que la loi polonaise dépasse les prescriptions de la Convention, car elle comprend aussi les femmes employées dans les bureaux, et celles qui le sont « dans d'autres entreprises exploitées industriellement, même si ce n'est pas en vue de bénéfices ».

Tandis que les femmes employées dans l'agriculture ne profitent pas du privilège de la Convention, la loi polonaise ne les élimine que dans le cas où l'atelier considéré n'est pas exploité industriellement.

Les dispositions de la loi du 19 mai 1920 sur l'assurance obligatoire en cas de maladie, sont plus favorables aux ouvrières que celles de la convention et celles de la loi du 2 juillet 1924. La loi sur l'assurance obligatoire s'étend à de plus nombreuses catégories d'ouvrières que la Convention et la loi ci-dessus : elle accorde des allocations à toute femme en couches engagée sur la base d'un contrat de travail, sauf les femmes fonctionnaires de l'Etat appelées à leurs fonctions par voie de nomination (art. 4). En outre, ne sont pas encore soumises

(48) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1924, n° 65, par. 636.

(49) *Idem*, 1920, n° 44, par. 272.

à l'assurance en cas de maladie et de maternité, les exploitations rurales dans l'ancienne partie russe et celles ne dépassant pas une superficie minimum de terrain déterminée dans l'ancienne partie autrichienne.

Toutes les dispositions prescrites par l'article 2 de la Convention, sont prévues par les articles 15 et 16 de la loi du 2 juillet 1924. Cette dernière prévoit aussi, comme nous l'avons vu, en plus d'autres bénéfices, le droit pour les femmes enceintes à six jours de repos par mois.

La question des prestations accordées aux femmes en couches est réglée par l'article 3, alinéa C, de la Convention, qui prévoit pendant tout le temps d'interruption du travail, une allocation suffisante à l'entretien de la femme en couches et celui de son enfant dans de bonnes conditions d'hygiène, ainsi que l'assistance gratuite du médecin ou de la sage-femme. Les erreurs de la part du médecin qui pourraient causer le prolongement de cette période d'interruption du travail, n'ont pas une influence préjudiciable, sur les droits de la femme en couches aux prestations.

Ces prestations doivent être payées par les fonds publics ou les assurances sociales (50).

En Pologne, on a combiné ces deux systèmes de paiement des prestations prévus par la Convention : une partie (50 %) des prestations accordées aux femmes en couches est supportée par l'Etat, l'autre partie trouve sa ressource dans les fonds de l'assurance en cas de maladie. La caisse-maladie rembourse aux femmes en couches, les prestations prévues par la loi et se fait, plus tard, payer la différence par l'Etat.

Ces prestations, comme nous l'avons déjà dit, ne peuvent être accordées que pendant 8 semaines, dont six au moins doivent suivre l'accouchement (art. 30, al. 6) (51).

Lorsque l'incapacité de travail dépasse 8 semaines, la caisse-maladie accorde des prestations d'après les principes généraux de l'assistance aux malades, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 60 % du paiement légal (art. 23, al. 7), aussi bien avant qu'après l'accouchement (art. 30, al. 3) (52).

Les femmes en couches, membres de la caisse-maladie, n'ont le droit de percevoir des prestations que dans le cas où, au cours des

(50) Marja LESNIEWSKA : *Protection de la mère-ouvrière dans l'industrie polonaise*, public. du Min. du Travail et de l'Ass. Soc. Varsovie, 1931, p. 6.

(51) *Le Travail et l'Assistance Sociale*, op. cit., 1921, p. 65.

(52) *Idem*.

derniers 12 mois avant l'accouchement, elles ont travaillé au moins pendant 4 mois.

En ce qui concerne les prestations, la divergence entre la législation polonaise et la Convention de Washington se manifeste quand l'ouvrière, en bénéficiant de la disposition de l'article 16, alinéa 1 de la loi du 2 juillet 1924, a quitté son travail sur production d'un certificat médical, déclarant que selon les prévisions, les couches se produiront dans 6 semaines au plus tard, car elle ne pourra pas obtenir des prestations, à moins que l'interruption de son travail n'ait lieu à la suite de complications de son état de santé. Même dans ce cas, ce ne serait pas des prestations accordées aux femmes en couches, mais les prestations ordinaires accordées aux malades.

Avant l'accouchement, les prestations ne peuvent pas être accordées, nous l'avons dit, pour une période plus longue que celle de 2 semaines.

De même, la disposition restrictive qui fait dépendre le bénéfice des allocations de ce que la femme, membre de la caisse, travaille pendant les derniers 12 mois avant l'accouchement au moins 4 mois, est contraire aux dispositions de la Convention, car celle-ci ne contient pas de réserves de ce genre (53).

Enfin, en accordant à la mère allaitant son enfant, le droit à deux interruptions d'une demi-heure, la Convention (art. 3, p. d.) passe sous silence la question du paiement de cette heure de repos. Cette lacune supprime donc le bénéfice des repos pour allaitement, car, étant donné le niveau actuel des salaires féminins, l'ouvrière-nourrice ne peut pas s'exposer à voir réduit d'une heure son gain journalier. La législation polonaise, comme nous l'avons vu, a complété les dispositions de la convention, en chargeant expressément l'employeur de l'obligation de payer ces repos (art. 15, al. 3).

(53) Joseph ZIELINSKI : *La protection de la maternité sous la lumière de la convention de Washington et de la législation polonaise ; Le Travail et l'Assistance Sociale*, op. cit., 1929, fasc. 4, pp. 356-8.

DEUXIÈME PARTIE

TRAVAIL DES ADOLESCENTS

CHAPITRE PREMIER

L'âge d'admission de l'enfant au travail

CERTIFICAT MÉDICAL. — REGISTRE. — AFFICHAGE

1° Dispositions en vigueur et application

La loi du 2 juillet 1924, conformément aux dispositions du projet de Convention de Washington du 28 novembre 1919 relatif à l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels et ratifié par la Pologne le 21 juin 1924 (1), fixe à 15 ans l'âge d'admission des enfants des deux sexes au travail. Le travail rémunéré des adolescents au-dessous de 15 ans est interdit (art. 5).

Les adolescents peuvent entrer dans un établissement industriel, s'ils sont munis d'un certificat attestant leur âge de 15 ans révolus, d'une autorisation des tuteurs légaux, d'une preuve d'accomplissement de l'obligation scolaire et d'un certificat d'aptitudes physiques délivré par un médecin désigné par l'inspection du travail. Des certificats sont gratuits et exempts de timbre (art. 6).

A la suite de la mise en vigueur de la loi du 2 juillet 1924, étant donné que le travail des enfants était, après la guerre, très répandu un grand nombre d'entre eux fut renvoyé. Dans l'industrie du papier par exemple, 25 % d'ouvriers, en 2 mois seulement, furent congédiés en raison de leur âge (2).

Mais on se tromperait, si on croyait qu'aujourd'hui, plus de 10 ans après la promulgation de la loi, l'emploi d'un enfant au-dessous de 15 ans est une exception. En réalité, les adolescents d'un âge illégal continuent à travailler, non seulement dans les métiers qui se prêtent beaucoup plus difficilement au contrôle, mais dans les

(1) *Informations Sociales*, op. cit., 1924, vol. XI, p. 429.

(2) Marie KIRST : *Le travail salarié des enfants. Le Travail et l'Assistance Sociale*, op. cit., 1928, fasc. I, p. 53.

usines soumises à l'Inspection du Travail. Au cours de deux années (1925-1927), 2.580 enfants de l'âge de 9 à 14 ans étaient inscrits par les employeurs à la Caisse des Malades. Le registre comprend surtout les petites entreprises, mais on y trouve également des usines de la grande industrie, et, à côté de celles-ci, même des usines de guerre et les entreprises d'Etat.

Le fait suivant mérite d'être souligné. Par suite de l'intervention de l'Inspecteur du travail, certains employeurs occupant des enfants au-dessous de 15 ans ou les obligeant à travailler au-dessus de la durée légale du travail, substituent au système de travail à l'atelier, celui à domicile. De cette façon, le travail des enfants et des adolescents échappe entièrement au contrôle de l'Inspection du Travail (3).

En examinant les dates d'embauchage des enfants, il est facile de constater qu'à mesure que les enfants atteignent l'âge légal (15 ans), leur demande diminue ; par contre, celle des enfants plus jeunes augmente. La totalité presque des enfants nés en 1912, fut licenciée à la fin de l'année 1927 par des établissements où on a plus tard constaté des enfants engagés à nouveau, nés en 1913. Ce fait prouve, sans contredit, que ces enfants ne sont embauchés que parce que, en raison de leur âge qui ne les admet pas légalement à un travail salarié, ils se prêtent plus facilement à l'exploitation. Les travailleurs plus âgés auraient certainement exigé une rémunération supérieure (4).

Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce qu'encore, en 1929, le rapport des caisses-maladie ait montré 15.750 enfants assurés âgés de moins de 15 ans, occupés dans tous les domaines du travail salarié.

A partir de 1931, les caisses-maladie envoient systématiquement à l'Inspection du Travail une liste de tous les travailleurs assurés âgés de moins de 15 ans.

L'inspecteur du travail peut donc intervenir dans chaque cas d'emploi d'enfants au-dessous de 15 ans même dans les petits établissements et donner des injonctions pour les renvoyer. Mais les anciennes difficultés subsistent toujours, lorsqu'il s'agit de l'agriculture et des domestiques (5).

Une modification (6) de la loi du 2 juillet 1924 a donné certains

(3) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 327.

(4) M. KIRST : *op. cit.*, p. 56.

(5) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 16.

(6) Loi du 7.11.1931, *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1931, n° 101, par. 773.

résultats efficaces dans la lutte contre l'emploi des enfants au-dessous de 15 ans, en confiant aux inspecteurs du travail la compétence sur les questions concernant les infractions de la loi et en aggravant les sanctions pénales pour ces infractions.

D'après les statistiques des caisses-maladie, le nombre des enfants occupés dans la région XI était (7) :

en 1931..	946
en 1932..	415
en 1933..	353

Le tableau 4 montre le nombre des enfants occupés à Varsovie (région I), d'après les statistiques des caisses-maladie (8).

TABLEAU IV

ANNÉE	GARÇONS	FILLES	TOTAL
—	—	—	—
1926	641	312	953
1927	803	430	1.253
1928	496	195	691
1929	420	337	757
1930	216	279	495
1931	121	271	392
1932	96	249	345
1933	141	300	441

Le pourcentage de ces enfants occupés dans les différents groupes professionnels est le suivant :

Domestiques	53,7 %
Artisanat	20,4 %
Commerce	15,4 %
Industrie	7,0 %
Etablissements de spectacles	0,6 %
Autres	2,9 %

On voit que le nombre le plus élevé des enfants travaille en qualité de domestiques et dans l'artisanat.

En ce qui concerne les premiers, ce sont le plus souvent des fillettes de 12 à 14 ans qui travaillent ordinairement sans autre

(7) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1933, p. 15.

(8) *Idem*, p. 14.

salairé que la nourriture, le logement et parfois une misérable robe, et les patronnes exigent d'elles le même travail que fournit une adulte (9).

L'âge des enfants illégalement employés atteint souvent 10, 8 ou même 7 ans (10).

Sur 757 enfants inscrits dans les registres de caisse-maladie à Varsovie en 1929, il y avait (11) :

385 enfants, soit 50,9 %, de 14 ans	
308 — — — 40,7 %, — 13 —	
41 — — — 5,4 %, — 12 —	
7 — — — 0,9 %, — 11 —	
8 — — — 1,0 %, — 10 —	
5 — — — 0,7 %, — 9 —	
3 — — — 0,4 %, — 8 —	

Sur 994 enfants enregistrés en 1933 (région IV), on comptait (12) :

62 % des enfants de 14 ans	
27 % — — — 13 —	
8 % — — — 12 —	
2 % — — — 11 —	
0,3 % — — — 8 —	
1 enfant de 7 ans	

Il convient de remarquer que la diminution du nombre des enfants n'est souvent qu'apparente. Déjà, un contrôle soigneux des registres des caisses-maladie et une comparaison des noms des ouvriers permettent d'apercevoir que les mêmes noms se répètent deux fois dans différentes professions. Cela s'explique par le fait que l'adolescent renvoyé ne renonce nullement au travail salarié, mais cherche à se placer dans les professions qui échappent au contrôle de l'Inspection du Travail.

Comme le montre le rapport de l'Inspecteur du Travail dans la région VII pour l'année 1933 (13), on a constaté dans 8 cas, que des jeunes filles, — auxquelles le travail en qualité d'apprenties, couturières ou vendeuses, était interdit, — sont restées chez la même patronne ou se sont fait engager par une autre, comme bonne.

(9) *Idem*, 1929, p. 66.

(10) *Idem*, 1933, p. 15.

(11) *Idem*, 1929, p. 10.

(12) *Idem*, 1933, p. 15.

(13) *Ibid.*

Le travail des enfants s'observe même dans le cas où, étant renvoyés, ils sont pris sous la protection des institutions d'assistance, ce qui s'explique par le fait que ces enfants sont obligés souvent de gagner non seulement leur vie, mais encore celle de leur famille.

La lutte de l'Inspection du Travail contre l'emploi des enfants s'opère par des visites dans les établissements. Cette méthode n'a donné des résultats positifs que dans les grands établissements, car l'inspecteur du travail n'a, le plus souvent, pas la possibilité de pénétrer dans les petits établissements ; quant aux exploitations agricoles et aux domestiques, ils ne sont pas du tout soumis au contrôle de l'Inspection du Travail (14).

Du reste, la constatation de l'emploi des adolescents au-dessous de 18 ans pendant les visites des inspecteurs est difficile, car aussi bien les adolescents que les ouvriers adultes, et souvent les parents de ceux-ci, rendent impossible cette constatation, en cachant les enfants pendant les inspections ; il y a même des cas où ils apportent des certificats de naissance de leurs enfants plus âgés (15).

Dans son rapport pour l'année 1928, l'inspecteur du travail de la première région cite le cas suivant :

« On a constaté que sur le même certificat de naissance d'une des ouvrières occupées dans une usine de bas, travaillaient ses deux sœurs cadettes, n'ayant pas 15 ans, l'une étant occupée dans l'usine des boutons, l'autre dans celle du jute » (16).

2° Les raisons des infractions

Il faut chercher la raison de l'emploi des enfants, outre celles mentionnées ci-dessus, dans l'inharmonie entre les prescriptions du décret sur l'obligation scolaire du 7 février 1919 (17), et l'article 103 de la Constitution de la République Polonaise du 17 mars 1921 (18) et, par conséquent, l'article 5 de la loi du 2 juillet 1924 qui se base sur l'article 103 de la Constitution. Le décret sur l'obligation scolaire rend l'instruction primaire obligatoire pour les enfants des deux sexes âgés de 7 à 14 ans révolus, tandis qu'en vertu de l'article 103 de la Constitution et de l'article 5 de la loi du 2 juillet 1924, l'adolescent ne peut être admis au travail qu'à l'âge de 15 ans.

L'enfant qui fréquente l'école depuis l'âge de 7 ans, et passe

(14) *Idem*, 1931, p. 15.

(15) *Idem*, 1927, pp. 38-39 et 1929, p. 85.

(16) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. 88.

(17) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1919, n° 14, par. 147.

(18) *Idem*, 1921, n° 44, par. 267.

régulièrement d'une classe à l'autre, obtient son certificat d'études primaires, conformément à l'intention du législateur, à 14 ans. Or, lorsque l'enfant a la possibilité de continuer son instruction dans une école professionnelle ou au lycée, la lacune d'une année artificiellement créée, serait remplie. Mais le pourcentage de ces enfants est insignifiant ; il était sur tout le territoire de la Pologne en 1925-26 de 11,2 % (19).

Les autres enfants ne continuent pas leurs études et leurs parents, n'étant pas à même de s'occuper d'eux, les envoient à l'apprentissage ou les font embaucher dans les ateliers où les attendent des fatigues prématurées et une rétribution minime. Cependant, l'Inspection du Travail demande, conformément à la loi, de renvoyer cette catégorie d'ouvriers.

L'enfant en plein développement physique, dont l'énergie vitale ne cherche qu'à être dépensée (20), est ainsi condamné à l'inaction pendant toute une année entre sa sortie de l'école et son entrée à l'atelier. Il est alors souvent obligé de « choisir la rue avec ses tentations et ses effets d'autant plus démoralisants que celui qui les subit est plus jeune » (21).

La situation des enfants retardés ou arriérés n'est pas meilleure. Les autorités de l'instruction publique augmentent encore le mal causé à l'ensemble des enfants par le décret qui rend l'instruction primaire obligatoire jusqu'à 14 ans et non pas jusqu'à 15 ans. Tout enfant qui dépasse l'âge de 14 ans est systématiquement renvoyé de l'école, même s'il retarde dans ses études (22). Or, cela n'était assurément pas dans l'intention du législateur. Le décret sur l'obligation scolaire ne contient aucune stipulation privant l'enfant ayant atteint 14 ans du droit de fréquenter l'école ; l'article 9 dudit décret n'impose qu'une *obligation* de fréquenter l'école jusqu'à la fin des classes. Cette *obligation* ne joue que jusqu'à la fin de l'année scolaire où l'enfant atteint l'âge de 14 ans. C'est donc sur une interprétation erronée dudit article, que se basent les autorités d'instruction.

(19) M. KIRST : *op. cit.*, p. 57.

(20) D'après l'avis des médecins, les enfants traversent au cours de leur développement physiologique une période critique qu'on appelle « prépubère » et qui se place pour les garçons entre 12 et 15 ans et pour les fillettes entre 11 et 14 ans. A cette époque, un travail physiologique très intensif se fait dans l'organisme de l'enfant (Al. WOYCICKI : *Les problèmes récents du progrès social, Le Travail et l'Assistance Sociale*, périodique. Varsovie, 1929, fasc. I, p. 53).

(21) Emile BOYER : *Des résultats obtenus par la mise en pratique de la loi de 1892 réglementant le travail des femmes et des enfants*, thèse, Paris, 1901, p. 18.

(22) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. 88.

tion publique en contestant à l'enfant le droit de fréquenter l'école après avoir atteint l'âge de 14 ans.

En conséquence de la décision des autorités de l'instruction publique, les enfants retardés dans leurs études sont renvoyés de l'école, lorsqu'ils atteignent l'âge de 14 ans, même dans le cas où ce retard résulte de circonstances qui ne dépendent pas de l'enfant, comme par exemple, lorsqu'il s'agit d'un enfant venant d'une localité trop éloignée de l'école, et dispensé de l'obligation scolaire (art. 33 du dit décret) ou lorsqu'une longue maladie l'empêchait de fréquenter régulièrement l'école, etc.

Dans tous les cas, même dans celui que nous venons d'envisager, pendant l'intervalle d'un an, entre 14 et 15 ans, l'enfant n'a le droit ni de fréquenter l'école, ni de travailler.

Les parents, même s'ils sont plus aisés, se trouvent devant ce dilemme difficile à résoudre : que faire de l'enfant condamné à désœuvrer pendant toute une année, à l'âge de transition, quand une protection convenable, une bonne influence pédagogique et un emploi du temps bien réparti sont les plus désirables.

Pour éviter l'embauchage précoce des enfants aussi bien que pour les empêcher de rester pendant toute une année, livrés à eux-mêmes et à l'ambiance de la rue, il faut prolonger l'âge scolaire d'une année, pour le faire coïncider avec celui où commence le travail professionnel, il faut obliger les enfants à suivre l'école jusqu'à 15 ans.

Cette année supplémentaire peut être utilisée à la formation professionnelle de l'enfant, en dehors des établissements industriels ou artisanaux, étant donné qu'une fois sorti de l'école primaire, l'adolescent n'est pas dûment préparé au travail qui l'attend et montre un manque d'esprit pratique total, surtout pendant la première année de son travail (23).

D'autre part, en prenant en considération que le travail est accompli avec plus de facilité et moins de fatigue, lorsque le travailleur a choisi la profession qui convenait à ses capacités (24), la prolongation de la scolarité aurait permis d'orienter le futur travailleur vers une profession qui répond à ses aptitudes physiques, intellectuelles, à ses goûts, en les mettant à l'épreuve dans les ateliers scolaires ou dans les établissements industriels.

(23) *Idem*, p. LVII.

(24) *Hygiène industrielle (Revue Internationale du Travail, 1922, vol. V, p. 1058).*

3° Travaux agricoles

En parlant de l'âge d'admission des enfants au travail industriel, nous ne saurions passer sous silence qu'en Europe, de même qu'en Amérique, il n'y a guère d'exemples de législation directe quant à l'emploi des enfants aux travaux agricoles, ni sous le rapport de l'âge d'admission au travail, ni sous celui des autres moyens de protection. L'explication de ce fait n'est pas difficile à trouver.

L'opinion publique s'est émue des dangers que comporte pour les enfants leur admission dans les usines. On a facilement compris que les enfants doivent fatalement souffrir, au point de vue physique, s'ils passent la plupart des heures du jour dans un atelier surpeuplé, occupés à la surveillance des machines. De même, on s'est rendu facilement compte des dangers que la vie industrielle comporte au point de vue moral pour les enfants qui y sont engagés trop tôt.

Par contre, dans l'agriculture, la nécessité de protéger l'enfance est moins apparente. On estime que la vie en plein air et les avantages multiples que présente l'existence à la campagne contribuent au développement physique et moral des enfants. Mais, souvent, on ne se rend pas compte, dans le contrôle du travail auquel on emploie les enfants dans les fermes, que les tâches qui leur sont imposées peuvent dépasser leurs forces.

En réalité, faute de toute limitation de la durée du travail, dans l'agriculture, les enfants sont exposés aux mêmes dangers spéciaux que le législateur s'est attaché à diminuer en ce qui concerne les enfants occupés dans l'industrie.

Bien que les fermiers les plus éclairés aient compris que leur propre intérêt consiste à n'employer les enfants qu'à des travaux qui rentrent dans leurs aptitudes, et cela seulement pendant une période rationnelle, l'absence de toute législation directe rend très difficile la lutte contre les abus possibles.

L'absence de cette législation résulte de ce qu'on prétend qu'il n'est pas facile de rédiger une loi permettant de réglementer l'emploi des enfants dans l'agriculture ; que l'application d'une mesure de ce genre présenterait des problèmes difficiles à résoudre d'une manière pratique et satisfaisante ; que les conditions du travail agricole tendent à faire rejeter, comme peu pratiques, les méthodes de la réglementation qui sont employées le plus couramment dans l'industrie.

Or, jusqu'à présent, dans la majorité des Etats, c'est l'application indirecte de lois sur l'instruction primaire qui permet de

réglementer, d'une manière plus ou moins efficace, l'âge auquel les enfants peuvent être admis au travail en général (25).

4° Registres, affichage

Pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des adolescents, la loi impose aux patrons certaines obligations. Elles ont trait au registre et à l'affichage d'une liste des adolescents employés (art. 2 de la loi du 2 juillet 1924 et l'arrêt du Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale du 14 décembre 1924 (26), remplacé par celui du 24 décembre 1931) (27).

Les patrons sont tenus d'inscrire, sur le registre conforme au modèle établi par le décret ci-mentionné, les noms et prénoms des adolescents employés, le lieu et la date de leur naissance, leur domicile, celui de leurs parents ou tuteurs avec l'indication des prénoms et noms de ceux-ci, les dates du début et de la fin du travail, ainsi que la mention concernant les documents en vertu desquels l'adolescent était engagé [a) le certificat de naissance ; b) la permission des parents ou des tuteurs ; c) le certificat d'études ; d) le certificat médical], la nature du travail (apprenti, stagiaire, aide), la rémunération, la dénomination de l'école supplémentaire fréquentée par l'adolescent.

Le registre doit être conservé dans l'entreprise et présenté à toute réquisition des organes de l'inspection du travail.

Sur la liste des adolescents employés, doivent figurer leurs noms et prénoms, les heures du travail et des repos intercalaires, ainsi que la nature du travail (art. 4). La liste doit être affichée à un endroit bien en vue (art. 3).

Ces renseignements sont destinés à éclairer les protégés sur leurs droits et l'inspecteur sur la façon dont la loi est appliquée.

(25) *Conférence Internationale du Travail*, 3^e session, Genève, octobre 1921, pp. 253-4.

(26) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1924, n° 115, par. 1023.

(27) *Idem*, 1932, n° 8, par. 49.

CHAPITRE II

Durée du travail. — Travail de nuit

1° Durée du travail quotidien

La législation polonaise ne comporte pas de réglementation de la durée du travail visant spécialement les adolescents. C'est la loi du 18 décembre 1919 (1), modifiée par celle du 22 mars 1933 (2) et d'autres et remplacée par celle du 25 octobre 1933 (3) qui a force obligatoire.

Les dispositions visent spécialement la durée du travail des adolescents concernant le travail supplémentaire et l'enseignement complémentaire.

En vertu de l'article 10 de la loi du 2 juillet 1924, l'emploi des adolescents pendant les heures supplémentaires est interdit. Une exception est prévue pour les cas visés par l'article 6, alinéa a du décret du 18 décembre 1919, soit en cas de catastrophes ou d'accidents, survenus ou imminents.

L'article 9 de la loi du 2 juillet 1924, stipule que les 6 heures de l'enseignement dans les cours professionnels ou de perfectionnement, que les adolescents sont tenus de suivre, sont comprises dans la durée obligatoire du travail.

Si nous voulons savoir quelle est la durée effective du travail des adolescents, il suffit de se rendre compte de celle des ouvriers adultes.

Or, les rapports des inspecteurs du travail, ainsi que les études publiées et les enquêtes faites en cette matière (4) permettent de

(1) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1920, n° 2, par. 7.

(2) *Idem*, 1933, n° 27, par. 227 et 228.

(3) *Idem*, 1933, n° 94, par. 734.

(4) H. KRAHELSKA : *La protection du travail en Pologne*, Varsovie, 1920 ; WL. LANDAU : *La journée de 8 heures*, Varsovie, 1928 ; St. RYCHLINSKI : *La durée du*

constater que la durée du travail dépasse, pour la plupart, la durée légale.

Voilà, par exemple, quelques extraits des rapports des inspecteurs du travail :

« La durée du travail des adolescents dans les usines ne diffère « guère de celle des ouvriers adultes. Toute prolongation de la « durée du travail s'applique également aux adolescents. On fait « aussi appel aux adolescents pour constituer les équipes de « nuit » (5).

La durée du travail des adolescents « est normalement de 10 « heures, et pendant la saison s'élève même jusqu'à 12 heures » (6).

« On a constaté que la durée du travail des apprentis dans les « entreprises de l'artisanat est de 15 heures » (7).

« On trouve chez les artisans des apprentis n'ayant pas atteint « l'âge de 15 ans et faisant un travail de 12 à 15 heures et plus « (pendant la saison) par jour » (8).

Sur 641 adolescents examinés dans la I^{re} région, 165, soit 25,7 %, travaillaient 10 et 12 heures par jour (9).

Dans l'industrie du textile, la durée du travail est de 10 à 12 heures. Dans les petits établissements, dans les manufactures de rubans. par exemple, les ouvriers adultes travaillent, à Varsovie, 8 heures par jour, parce qu'ils sont syndiqués dans les organisations professionnelles, mais les jeunes filles travaillant en qualité de bobineuses et enrouleuses, sont obligées, dans les mêmes usines, de faire 10 à 12 heures de travail, afin de préparer le matériel pour les tisserands qualifiés. Ces jeunes ouvrières n'appartiennent pas aux syndicats, dont la discipline ne les lie pas.

Dans l'industrie du livre, la durée du travail est souvent de 10 à 12 heures. Ainsi, dans une imprimerie de Varsovie, les jeunes filles travaillent (dans les salles de machines) en qualité de margeuses et receveuses 10 à 12 heures par jour, et dans les ateliers de reliures 10 heures. Dans l'imprimerie d'un journal, la durée est de 12 heures

Dans l'industrie d'alimentation, les conditions de travail, sous ce rapport, sont encore moins favorables. Dans les pâtisseries, le

travail dans l'industrie polonaise. D'après les résultats de l'enquête faite par l'Union des Syndicats professionnels. Varsovie, 1927.

(5) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 15.

(6) *Idem*, 1923, p. 149.

(7) *Idem*, 1927, p. 327.

(8) J. MIEDZINSKA : *Le travail des apprentis dans les ateliers de l'artisanat. Le Travail et l'Assistance Sociale*, périodique, Varsovie, 1931, fasc. 4, p. 434.

(9) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. 13.

travail dure souvent de 8 heures du matin jusqu'à 11 heures du soir avec une interruption pour le déjeuner. Dans les boulangeries, les adolescents effectuent les travaux auxiliaires et sont obligés de travailler de 4 heures de l'après-midi jusqu'à 8 heures du matin, c'est-à-dire toute la nuit (10).

Une enquête de la Société des Universités Ouvrières T. U. R. (11) sur les conditions de travail des jeunes ouvrières, révèle que seulement 39 % des adolescents soumis à cette enquête, bénéficient de la journée de 8 heures. Ces statistiques portent sur des établissements de la grande industrie où les ouvriers sont syndiqués et ont leurs délégués d'usine. Bien que 3/4 environ des réponses proviennent de grandes entreprises renommées où la non-application d'une prescription aussi fondamentale que celle de la durée de 8 heures aurait rencontré une très forte résistance, cette prescription n'est pas appliquée même dans les grands établissements.

12, 5 %	des enquêtés	ont travaillé.....	9 heures
7, 9 %	»	»	»
9,94 %	»	»	»
5,51 %	»	»	»
7,78 %	»	»	»
		plus de	12 heures

Cet état de choses est dû, dans une grande mesure, à l'indulgence des tribunaux.

L'inspecteur de la I^{re} région écrit dans son rapport pour l'année 1927 :

« Pour l'emploi d'une jeune fille de 16 ans pendant 12 heures par jour, le juge de paix a condamné les époux, employeurs d'une entreprise dans le 6^e district (voïvodie de Varsovie), à 200 zlotys d'amende chacun. La Cour d'Appel n'a reconnu coupable que l'époux, attendu qu'il était le directeur de l'entreprise et a ramené l'amende à 100 zlotys.

« Pour l'emploi des adolescents auprès des billards pendant quinze heures par jour et pour le travail de nuit, un employeur était condamné à 50 zlotys d'amende » (12).

Les normes établies de la durée du travail pour les adolescents ne comportent pas ordinairement le temps qu'ils perdent pour le

(10) Halina KRAHELSKA : *Le travail des enfants et des adolescents en Pologne*, Varsovie, 1928, pp. 57-58.

(11) Dr. Eugène PRAGIER : *Les conditions du travail des jeunes ouvriers en Pologne*, Varsovie, 1929, pp. 50-60.

(12) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 16.

nettoyage des ateliers ; ce nettoyage est considéré comme un service normal, n'ayant rien de commun avec le travail réel. Il occupe cependant beaucoup de temps dans certaines branches de l'industrie et constitue parfois une besogne pénible. Les adolescents arrivent souvent une heure plus tôt, ou davantage, que les ouvriers adultes, afin de nettoyer l'atelier ou préparer les outils.

D'après l'enquête mentionnée, le temps que les adolescents perdent pour l'arrangement de l'atelier s'élève souvent jusqu'à 3 heures (dans les boulangeries).

2° Repos

A la question de la durée du travail est directement liée celle du repos.

La durée du travail étant déjà trop longue par rapport aux forces des adolescents, il est important que le temps de repos soit suffisant et bien distribué.

En vertu de l'article 17 de la loi (13) du 18 décembre 1919 sur la durée du travail dans l'industrie et le commerce, après six heures de travail au plus, un repos d'au moins une heure doit être accordé aux ouvriers, pendant lequel ceux-ci sont autorisés à quitter le lieu du travail.

En pratique, les ouvriers acceptent le travail sans pauses, si cela leur permet de terminer leur travail plus tôt. Ils l'acceptent plus volontiers, si leur logement se trouve loin. Passer le temps de repos dans la proximité de l'usine, quelque part au froid ou sous la pluie, dans un coin trouvé au hasard, ou dans le réfectoire étroit et peu propre de l'usine, ne peut réellement être considéré comme un repos pour les nerfs et un délassement pour des muscles fatigués.

Aussi, d'après l'enquête, 45 % des ouvriers enquêtés n'ont-ils pas joui des repos réglementaires.

D'après l'enquête de l'Inspection du Travail de la 1^{re} région (14), sur 1.231 adolescents, 48,4 % ont bénéficié des repos, 5,2 % n'en avaient pas du tout

3° Travail supplémentaire

La question des heures supplémentaires (qui est en rapport avec le problème de la durée du travail) est, elle aussi, résolue très souvent, dans la pratique, contre la loi.

(13) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1925, n° 4, par. 40.

(14) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 23.

La pratique révèle que les adolescents travaillent souvent pendant les heures supplémentaires, et comme ce travail — en dépit de la loi sur la durée du travail — est souvent non payé, les jeunes ouvriers ne distinguent même pas les heures supplémentaires des heures ordinaires du travail. Même dans les grands établissements où les ouvriers travaillent d'après un règlement et où les dispositions de la loi sur la durée du travail, comme nous l'avons dit, sont observées, les ouvriers obtiennent, pour les heures supplémentaires, une rémunération moins élevée que ne le prévoit la loi.

D'après l'enquête de la Société des Universités Ouvrières, 44,3 % des adolescents font des heures supplémentaires.

En ce qui concerne la rémunération des heures supplémentaires, ce n'est que dans 2,93 % des cas — d'après l'enquête — que le salaire correspondait aux tarifs prévus par la loi, qui stipulait que le travail pendant les heures supplémentaires devait être rémunéré à un taux majoré d'au moins 50 % par rapport au salaire normal. Pour les heures supplémentaires, au delà de 2 heures par jour, de même que pour le travail supplémentaire de nuit ou de dimanche, cette majoration doit s'élever au moins à 100 % (art. 16 de la loi sur la durée du travail dans l'industrie et le commerce). La loi du 22 mars 1933 a modifié les 50 % et 100 % respectivement en 25 % et 50 %.

Il résulte du rapport de l'inspecteur du travail de la II^e région que dans le cas où la durée du travail des adultes est prolongée, cette prolongation concerne également les adolescents, contrairement à l'article 10 de la loi du 2 juillet 1924.

D'après l'enquête de l'Inspection du Travail de la I^{re} région, sur 1.231 adolescents, 6,5 % ont travaillé plus de 8 heures, dont 25 % étaient payés pour les heures supplémentaires d'après les tarifs prévus par la loi, 36,3 % n'étaient pas du tout payés.

D'après une autre enquête (faite par le Syndicat Professionnel Ouvrier des Imprimeurs et des Professions similaires en Pologne), le travail supplémentaire est pratiqué dans 60 % des établissements enquêtés (15).

Dans un nombre considérable d'établissements, les ouvriers font des heures supplémentaires trois ou quatre jours par semaine ; dans un certain nombre d'entre eux, le travail supplémentaire n'est pratiqué que un ou deux jours ; il y a également des établissements

(15) E. FRELKOWA : *Le Travail des adolescents dans l'industrie du livre en Pologne*, Varsovie, 1929, p. 36.

où on fait systématiquement tous les jours trois ou quatre heures supplémentaires.

En ce qui concerne la rémunération de ces heures supplémentaires, elle se fait d'une façon tout à fait arbitraire. Il n'y a qu'un certain nombre d'employeurs qui paient pour les heures supplémentaires, de 50 à 100 % au-dessus du tarif normal ; nombreux sont, par contre, ceux qui ne paient que 25 % et 30 % de supplément, d'autres paient comme pour les heures normales. On trouve également des employeurs qui font faire aux jeunes ouvriers des heures de travail en plus, sans les payer.

Dans certains établissements, là où les ouvriers adultes se sont opposés à la non-application de la disposition relative au travail supplémentaire, ce sont les adolescents qu'on oblige à faire ce travail.

4° Semaine anglaise

La semaine anglaise est devenue à l'heure actuelle — on le sait bien — une coutume presque universelle. Dans la plupart des pays, elle existe en vertu des contrats collectifs. La disposition de la loi du 18 décembre 1919 introduisait légalement la semaine anglaise. Mais, depuis le 22 mars 1933 (16), la semaine anglaise n'est plus en vigueur. Elle était combattue avec une extrême violence par les industriels en Pologne. Ils ont essayé d'obliger les ouvriers à travailler le samedi par les moyens les plus divers : en baissant les salaires, en fermant les établissements le samedi, en fixant le travail supplémentaire pour les septième et huitième heures de travail, etc. . On a même introduit un double système de paiement : journalier pour cinq jours de la semaine et par heure le samedi. De cette façon, les ouvriers ne recevaient le samedi que $3/4$ du salaire journalier convenu (17).

Néanmoins, la semaine anglaise est de plus en plus appliquée en Pologne et non seulement dans les grands établissements, mais aussi dans les petits.

D'après les données de l'enquête de la Société T. U. R., les ouvriers terminent leur travail le samedi plus tôt dans 48,5 % des cas. Si nous tenons compte du fait que la durée du travail de 8 heures n'était constatée que dans 39 % des cas (18), il est démontré que

(16) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1933, n° 27, par. 227.

(17) Commission Centrale des Syndicats Professionnels de Travailleurs en Pologne. *Compte rendu*, Varsovie, 1925, p. 84.

(18) Voir *supra*, p. 70.

le principe de la semaine anglaise est observé même dans ces établissements où d'autres dispositions de la loi sur la durée du travail ne sont pas observées.

Cette question se présente autrement lorsqu'on envisage l'ensemble des ouvriers. D'après les résultats de l'enquête faite par l'Union des Syndicats Professionnels (19), qui a examiné 103.664 ouvriers, sur 100 ouvriers :

67,5	ont travaillé le samedi	6 heures
23,1	»	»
et 9,4	»	»
		8 heures
		au-dessus de 8 heures

5° Enseignement supplémentaire

A la durée du travail, est liée également, la question de l'enseignement supplémentaire, prévu par l'article 9 de la loi du 2 juillet 1924 (20), dont les heures doivent être comprises dans la durée du travail.

L'arrêt exécutif du 31 décembre 1924 (21), parle de l'obligation de dispenser du travail, l'adolescent dans les limites de 6 heures par semaine, en vue de fréquenter l'école, lorsque l'enseignement à l'école a lieu pendant les heures de travail.

En réalité, les adolescents sont obligés de fréquenter les écoles le soir (22), dans la crainte de perdre leur travail et parce que les cours des écoles professionnelles et de perfectionnement, sauf quelques rares exceptions, ont lieu l'après-midi ou le soir. L'inspection du travail constate qu'à Varsovie, parmi les adolescents employés, 45 % des garçons et 11 % des filles ont fréquenté les cours de l'enseignement supplémentaire professionnel. En outre, il n'y avait que deux établissements, parmi ceux visités, qui dispensaient les adolescents d'une heure avant la fin du travail et l'un d'eux n'a pas fait de réductions de leur salaire. La *Revue Sociale Ouvrière* constate que la prescription d'insérer une heure d'enseignement professionnel aux heures de travail obligatoire est constamment sabotée par les industriels et surveillée d'une façon insuffisante par l'Inspection du Travail. D'où il résulte que le jeune organisme en plein développement est obligé de travailler plus que l'adulte.

(19) Stanislas RYCHLINSKI : *La durée du travail dans l'industrie polonaise*, Varsovie, 1929, p. 85.

(20) Voir *infra*, pp. 108-115.

(21) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1925, n° 4, par. 40.

(22) Voir *infra*, pp. 108 et les suivantes.

« La jeunesse laborieuse est donc chargée d'un double et, souvent, d'un triple fardeau : le travail à l'usine ou dans l'atelier qui, d'après l'Inspection du Travail, est souvent basé sur les adolescents; le travail à l'école et la préparation des devoirs et enfin, « *last but not least* », l'aide à la famille dans le ménage » (23).

Aussi la durée du travail des adolescents devrait-elle être réduite jusqu'à 6 heures, au moins en hiver, lorsque l'enseignement a lieu dans les écoles du soir. L'arrêt du 31 décembre 1924 qui oblige l'employeur de dispenser l'adolescent du travail, au cas où les cours ont lieu dans les écoles pendant les heures de travail de l'adolescent, s'est basé probablement sur la supposition que la durée de 8 heures est appliquée. Cependant, comme nous l'avons dit, la journée de travail dépasse très souvent 8 heures, sans faire aucune exception pour les adolescents (24).

6° Travail de nuit

Conformément aux dispositions du projet de Convention de Washington du 28 novembre 1919, relatif au travail de nuit des enfants dans l'industrie, et ratifié par la Pologne le 21 juin 1924 (25), la loi du 2 juillet 1924 prescrit, pour les adolescents, un repos de nuit obligatoire qui doit durer au moins onze heures consécutives et être compris entre huit heures du soir et six heures du matin, dans les usines employant une seule équipe, et entre dix heures du soir et cinq heures du matin, dans celles travaillant à deux équipes. Toutefois, pour les adolescents du sexe masculin au-dessus de 16 ans, la loi prescrit une série d'exceptions qui sont conformes à celles prévues dans les conventions conclues :

1° Dans les cas de force majeure, qui, sans présenter un caractère périodique, entravent le fonctionnement normal de l'établissement industriel.

2° Dans les industries suivantes, pour les travaux qui, en raison de leur nature, doivent être effectués jour et nuit sans interruption :

a) les usines de fer et d'acier, les travaux employant des fours à réverbères ou à régénération, la galvanisation de la tôle et du fil de fer ;

b) les verreries ;

c) les papeteries ;

d) les sucreries où l'on produit le sucre brut.

(23) Ladislas LANDAU : *Lo journée de 8 heures*, Varsovie, 1927, p. 103.

(24) Voir *supra*, pp. 68 et suivantes.

(25) *Informations Sociales*, 1924, vol. XI, p. 429.

3° Dans les usines de houille, entre dix heures du soir et cinq heures du matin, si le temps de repos compris entre deux périodes de travail est de quinze heures. Ce travail ne peut en aucun cas être autorisé, si cette interruption comprend moins de treize heures (art. 8).

Toutes ces dispositions ne semblent pourtant pas avoir reçu une large application pratique.

Les verreries emploient pour le travail de nuit, sur tout le territoire de la Pologne, des enfants même au-dessous de 15 ans (26).

Chaque fois que l'usine travaille pendant la nuit, on peut presque toujours y rencontrer des adolescents : cela est, du reste, étroitement lié au caractère de la participation des adolescents dans l'industrie (27).

Il arrive que les usines avouent ouvertement qu'il est impossible d'éliminer les adolescents des équipes de nuit. A la demande de suppression du travail de nuit des adolescents, certaines usines répondent par le licenciement global des adolescents occupés dans ces usines : naturellement, c'est une démonstration calculée pour faire un effet (28).

7° Congé annuel payé

La Pologne, ayant institué par voie législative des congés payés pour les travailleurs, fait bénéficier les adolescents de dispositions spéciales plus favorables.

La loi du 16 mai 1922 (29), modifiée par celle du 22 mars 1933 (30), relative aux congés des salariés occupés dans l'industrie et le commerce, accorde le droit à un congé annuel payé à chaque travailleur employé dans des entreprises industrielles, commerciales, minières, de communication et transport, occupant plus de quatre ouvriers, sans distinguer si elles appartiennent à l'Etat, aux administrations autonomes, à des institutions sociales ou à des particuliers (art. 1^{er}).

Or, cette loi accorde aux adolescents un congé plus long. Tandis que les travailleurs adultes ont droit, après une année de travail, à 8 jours de congé, les adolescents bénéficient de 14 jours (article 2,

(26) H. KRAHELSKA : *Le travail des enfants et des adolescents en Pologne*, op. cit., p. 59.

(27) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1926, p. 22. Voir le chapitre APPRENTISSAGE, pp. 94 et suivantes.

(28) H. KRAHELSKA : op. cit., p. 45.

(29) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1922, n° 40, par. 334.

(30) *Idem*, 1933, n° 27, par. 228.

alinéa 1^{er}). Jouissent également de ce congé, les apprentis et les stagiaires.

L'arrêté ministériel du 11 juin 1923 (31) a précisé ces dispositions comme il suit :

Si l'adolescent a acquis un droit au congé de 14 jours avant d'atteindre l'âge de 18 ans, il ne pourra en être privé, même si le congé lui est accordé après qu'il a atteint sa 18^e année (art. 11). Les apprentis et les stagiaires ont droit, après une année de travail, à un congé de 14 jours, quels que soient leur âge et le nombre des ouvriers occupés dans l'établissement (art. 12).

Les apprentis et les stagiaires reçoivent, pendant la durée du congé, une rémunération qui ne peut être inférieure à la somme pour laquelle ils sont assurés à la caisse-maladie (art. 4, alinéa 2) (32).

Etant donné que les apprentis et les stagiaires, même ne recevant pas de salaire, sont assurés à la caisse-maladie comme recevant un salaire d'un zloty (33) par jour (art. 20, alinéa 5^o de la loi du 19 mai 1920 sur l'assurance-maladie (34), et que les prestations à payer par la Caisse aux assurés-malades sont de 60 % de leur salaire journalier (art. 23, alinéa 7^o), il résulte que les apprentis et les stagiaires en question ont droit, pendant leur congé de 14 jours, à recevoir de leur employeur une rémunération journalière de 60 groszy.

L'application de la loi relative aux congés laisse beaucoup à désirer.

Ce sont les décisions des tribunaux qui paralysent dans une grande mesure les bienfaits de cette loi, car les juges de paix acquittent très souvent les employeurs poursuivis pour ne pas avoir accordé des congés.

On rencontre, souvent, dans les grandes usines, des cas de « la vente » du congé pour une certaine somme d'argent. Cela arrive tant parmi les ouvriers adultes que parmi les adolescents. Les origines de ces faits regrettables, il faut, naturellement, les chercher, d'une part dans les très bas salaires des ouvriers, en général, et des adolescents, en particulier ; d'autre part, dans ce que l'employeur préfère payer à l'ouvrier son congé plutôt que le lui accorder et se soucier d'un remplaçant.

D'après les statistiques de l'Inspecteur du Travail de la 1^{re} ré-

(31) *Idem*, 1923, n° 62, par. 464.

(32) Loi du 16 mai 1922.

(33) 1 zloty = 100 groszy = 2 fr. 85.

(34) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1920, n° 44, par. 272.

gion (Varsovie), 5 % à peine des adolescents employés dans la petite industrie, bénéficient du congé (d'une durée tout à fait arbitraire, 2 à 4 jours par an). Il est évident que l'employeur exploite ici l'ignorance de l'adolescent (35).

« Dans la petite et moyenne industrie, il arrive que les adolescents, après une année de travail, ne bénéficient que de 7 à 8 jours de congé, au lieu de 14 que leur accorde la loi » (36).

Il arrive aussi que les femmes et les adolescents ne bénéficient pas du tout du congé et, lorsqu'ils le demandent, sont renvoyés (37).

Sur 306 adolescents ayant droit au congé, 7,6 % ont bénéficié du congé de 8 jours, au lieu de 14 jours, 2,3 % n'en avaient pas du tout (38).

Dans les ateliers occupant plus de 4 ouvriers, les employeurs n'accordent souvent pas de congés aux compagnons et, en particulier, aux apprentis (39).

D'après l'enquête que nous avons à notre disposition, à peine 31 % des adolescents ont bénéficié du congé (40).

Dans certaines localités, les congés ne sont accordés qu'exceptionnellement. Dans d'autres, ils ne sont pas appliqués, pas même dans un seul cas. Par exemple, à Dabrowka, les ouvriers de l'usine de papier, qui occupe plus de 50 travailleurs, n'obtiennent pas de congés ; à Lublin, où les ouvriers sont également occupés dans des grands établissements, ils travaillent plusieurs années sans congé.

D'après l'enquête, la durée du congé est, en général, conforme à la loi. Il n'y avait que 8 % de congés plus courts que la loi ne le prévoit

91 % des congés étaient payés. Dans nombre de localités, tous les congés étaient payés (41).

Dans 12,3 % du total des établissements sur lesquels porte l'autre enquête (42), les travailleurs n'obtiennent pas du tout de congés. Ce pourcentage s'élève à 13,7 % dans l'ancienne Pologne prussienne, jusqu'à 19,5 % dans l'ancienne Pologne russe, et dans l'ancienne Pologne autrichienne, s'abaisse à 4%.

En ce qui concerne la rémunération pour le congé, la plupart des

(35) H. KRAHELSKA : *op. cit.*, pp. 60-61.

(36) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. 66.

(37) *Idem*.

(38) *Idem*, 1931, p. 24.

(39) *Idem*, 1927, p. 249.

(40) E. PRAGIER : *op. cit.*, p. 62.

(41) *Idem*, pp. 63-64.

(42) E. FRELKOWA : *op. cit.*, pp. 37-38.

entreprises la paye conformément à la loi. Mais on rencontre des établissements qui payent par versements mensuels ou même avec des traites. Il est évident que l'ouvrier a de grandes difficultés à bénéficier de son congé, s'il lui est payé par versements mensuels.

CHAPITRE III

Hygiène, sécurité et moralité des jeunes ouvriers et ouvrières

1° Hygiène

a) *Dispositions en vigueur.* — Les adolescents, comme nous venons de le signaler, ne peuvent entrer dans un établissement industriel que s'ils sont munis d'un certificat d'aptitudes physiques délivré par un médecin désigné par l'Inspection du Travail (art. 6).

En outre, le législateur a donné le droit, à l'inspecteur du travail, d'exiger de la part de l'administration de l'entreprise, dans tous les cas où il le juge opportun, un examen médical gratuit des adolescents, par un médecin désigné par l'inspecteur du travail, afin de s'assurer que le travail auquel ces adolescents sont employés ne dépasse pas leurs forces physiques ou ne risque pas de compromettre leur développement. Là-dessus, l'inspecteur a la plus grande latitude : il peut, sur avis du médecin, interdire certains travaux à un adolescent, en indiquant en même temps ceux auxquels celui-ci pourrait être employé (art. 7).

Le législateur a donc admis le principe de la protection de la santé des adolescents, protection indispensable, en raison de la moindre résistance de l'organisme d'un adolescent, obligé de travailler dans les mêmes conditions qu'un adulte.

b) *Organisation des examens médicaux.* — Cependant, ce principe ne pouvait être réalisé, tant qu'un service médical approprié en vue d'effectuer des examens médicaux n'était pas créé.

Or, en 1928 (1), le Ministère de l'Assistance Sociale a confié l'organisation des examens médicaux des adolescents aux caisses-maladie. C'était la meilleure solution du problème, car, disposant

(1) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. LVI.

d'un outillage sanitaire correspondant au développement de la science et de la technique médicale, les caisses-maladie peuvent non seulement procéder à des examens donnant satisfaction au point de vue scientifique, mais aussi, le cas échéant, au traitement médical des adolescents. En outre, elles sont à même de rassembler les statistiques recueillies en cette matière dans toute la Pologne et d'en tirer des conclusions.

On parlait également du principe qu'un grand nombre de ces adolescents sont membres des familles des assurés ou acquièrent le droit à l'assurance au moment où ils obtiennent un emploi. Par surcroît, les caisses-maladie attachent une grande importance à l'efficacité de ces examens en raison de leur caractère prophylactique : la prévention de la maladie contribue à diminuer considérablement son traitement.

On avait déjà essayé auparavant, dans certaines régions, de confier aux médecins des caisses-maladie le soin d'examiner les adolescents. Ils remplissaient cependant cette fonction en qualité de médecins privés, payés par l'usine, ce qui faisait soulever de sérieuses objections. Ainsi, l'examen des adolescents dans la IV^e région, fut presque exclusivement procédé, en 1928, par des médecins privés. Le nombre des jeunes ouvriers examinés était de 697, soit 5,2 % par rapport au nombre total des adolescents occupés dans cette région. A Varsovie (I^{re} région), 2.258 adolescents (dont 1.317 garçons et 941 jeunes filles) ont été examinés, soit 34,3 % du nombre total des adolescents employés dans l'industrie de la capitale (2).

L'organisation des examens médicaux, bien conçue, dès le début, et se développant assez bien, avait pourtant un défaut fondamental.

Les adolescents n'étaient examinés que dans 23 centres industriels de la Pologne. Le reste des adolescents employés étaient, par contre, privés en grande partie de la protection médicale.

Comme la loi ne précise pas, de façon explicite, qui doit supporter les frais des examens, l'inspection du travail n'a réussi que dans les cas exceptionnels, à organiser les examens en dehors des caisses-maladie à la charge des employeurs (3).

Ce n'est que depuis le 1^{er} avril 1933 (4), que le Ministère de l'Assistance Sociale, agissant de concert avec le Syndicat des caisses-maladie, a étendu l'obligation des examens à toutes les caisses-maladie en Pologne.

(2) *Idem*, p. 7.

(3) *Idem*, 1926, p. 113.

(4) *Idem*, 1933, p. 15.

Sans compter les anciens centres spéciaux (qui ne sont plus qu'au nombre de 17), où les examens sont effectués par les médecins spécialistes à l'aide de questionnaires détaillés, toutes les autres caisses procèdent à des examens des adolescents par les médecins des ambulances.

En outre, le résultat de l'examen médical des adolescents et leur traitement éventuel, l'extension de la sphère des examens sur tout le territoire de la Pologne apporte une autre acquisition encore, non moins importante, pour la protection du travail.

Un nombre considérable d'adolescents est occupé dans de petits établissements qui ne sont pas enregistrés à l'Inspection du Travail et, par conséquent, échappent à son contrôle. Par contre, ce sont le plus souvent les établissements de ce genre qui exploitent le plus les adolescents sous tous les rapports.

Cependant, une partie importante de ces adolescents se trouve inscrite dans les registres des Caisses-maladie, sous la rubrique de l'assurance en cas de maladie.

A l'heure actuelle, on a introduit un système qui consiste en ce que les caisses-maladie, qui ont intérêt à avoir le plus grand nombre d'adolescents à examiner, envoient systématiquement, à l'inspection du travail, une liste de tous les travailleurs assurés, âgés de moins de 18 ans.

De cette façon, l'Inspection du Travail obtient des statistiques importantes avec lesquelles elle complète ses registres, en les utilisant au fur et à mesure, dans les buts de la protection du travail.

c) *La santé des jeunes ouvriers et ouvrières. — Influence de la profession sur leur santé.* — Les statistiques concernant les examens médicaux des adolescents, permettent déjà de tirer des conclusions sur l'état de santé des jeunes ouvriers et ouvrières. On a essayé d'étudier, en outre, l'influence du genre de travail effectué sur la santé des adolescents. Bien que les statistiques insuffisantes dans ce domaine, d'une part, et le manque d'une élaboration uniforme des résultats des examens pour toute la Pologne, d'autre part, ne permettent pas de tirer des conclusions probantes, ils mettent, pourtant, en lumière les conditions et l'influence du travail dans différentes industries : industrie du textile, des vêtements, des verreries, d'émouillage (du polissage), etc...

Or, les résultats de ces examens médicaux montrent nettement, dans quelle mesure la protection de la santé de la jeunesse laborieuse est nécessaire.

D'après les statistiques de l'année 1931 (5), 28,7 % du nombre total des adolescents examinés, continuaient à travailler, tout en ayant de la fièvre. Le pourcentage de ceux-ci est le plus élevé parmi les jeunes gens entre 15 et 16 ans.

Il résulte des examens effectués en 1932 (6) où 67,8 % des examinés étaient occupés dans l'industrie du textile, à Lodz, que 44,6 % seulement des adolescents, avaient une température normale, alors que :

37,5 %	d'adolescents	avaient	une	température	de	37°	à	37°4
17,1 %	»	»	»	»	»	de	37°4	à 38°

Sur 1.008 adolescents examinés en 1934 (7) :

44,0 %	avaient	une	température	normale,
32,4 %	»	»	»	de 37°1 à 37°3
14,5 %	»	»	»	de 37°4 à 37°5
0,9 %	»	»	»	de 37°6 à 38°0

Aussi, le nombre des maladies parmi les adolescents est-il considérable.

Il résulte des statistiques pour l'année 1931 (8) que :

19,9 % des adolescents examinés sont atteints de maladies de poumons.

8,5 %	—	d'effections du cœur.
8,4 %	—	de maladies de peau.
23,2 %	—	de maladies des yeux.
60,0 %	—	des maladies des dents (carie).

D'après les résultats des examens, on peut juger également de l'influence du travail professionnel sur la santé des adolescents, selon la profession. Chez les mineurs, par exemple, on rencontre surtout des maladies du cœur et du système nerveux ; chez les ouvriers fondeurs, des maladies du cœur ; les ouvriers de l'industrie chimique souffrent, pour la plupart, des affections de la peau ; les tailleurs, les tisserands, filateurs, des maladies des yeux et du système nerveux, etc...

Les examens effectués, en 1925 (9), par Jankowski et Wigilew,

(5) Janina MIEDZINSKA : *La politique de l'Etat relative aux jeunes ouvriers. Le Travail et l'Assistance Sociale*, 1933, fasc. 2, pp. 136-8.

(6) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1932, p. XIV.

(7) *Extrait des rapports des Inspecteurs du Travail*, 1934, p. 3.

(8) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 31.

(9) Dr. K. DABROWSKI : *op. cit.*, p. 4.

dans le district de Podole, concernant 779 adolescents (483 adolescents occupés dans l'industrie des métaux, dont 383 garçons et 100 jeunes filles, et 274 adolescents occupés dans l'industrie du textile, dont 139 garçons et 135 jeunes filles) ont montré 27,5 % de tuberculeux et 18 % d'anémiques. Le pourcentage des maladies dans l'industrie des métaux est plus élevé, en particulier, en ce qui concerne les maladies du cœur, du tube digestif, des yeux, des oreilles, de la gorge et du nez.

Le pourcentage le plus élevé de jeunes ouvrières, dont la température est au-dessus de la normale, se trouve parmi les couturières et les ouvrières de l'industrie du textile, et, parmi celles-ci, les plus touchées sont les é mouleuses.

En examinant le travail des jeunes ouvriers, occupés à selfacting dans les filatures du coton, on constate son influence extrêmement nuisible, en raison de la grande chaleur, du degré élevé de l'humidité de l'air, ainsi que de l'allure accélérée du travail. Chez un grand nombre de jeunes ouvriers, occupés depuis 2 ans dans cette branche de la production, on a constaté, notamment, des changements dans l'activité du cœur ou bien une tuberculose manifeste.

Il résulte de l'examen des conditions de travail des adolescents dans les boulangeries, que les adolescents ne doivent pas y être employés. Ce travail, extrêmement nuisible en général, l'est tout particulièrement pour l'organisme des adolescents.

Selon l'avis autorisé des médecins, on ne devrait admettre, à certaines professions, que des personnes bien constituées.

Les statistiques, concernant l'influence de la position pendant le travail sur la santé des adolescents, montrent que le travail prolongé en position debout est plus nuisible pour les garçons que pour les jeunes filles, tandis que la position assise prolongée, surtout sur un siège peu commode, est plus nuisible à la santé des jeunes filles.

e) *Examens renouvelés.* — Les visites des établissements sont effectuées, dans certaines villes, systématiquement par les médecins assistés des inspecteurs du travail, ce qui permet de tirer des conclusions plus précises des examens.

Le pourcentage des adolescents examinés, comme on peut en juger d'après les tableaux 5 et 6, augmente constamment.

L'effet immédiat des examens médicaux approfondis des adolescents, est l'augmentation du nombre des examens renouvelés, et des traitements.

TABLEAU 5

Jeunes ouvriers examinés par les médecins

	1930	1931	1932	1933	1934	Différence
Premiers examens	16.121 (10)	13.817	9.657	12.445	16.127	
Examens renouvelés	6.006 (11)	11.404	8.700	6.888	8.605	
Total.....	22.127	25.221 (12)	18.357 (12)	19.333 (13)	24.732 (14)	+ 2.605
Adolescents occupés dans l'industrie (15)	56.157	40.183	27.078	23.559	23.492	— 32.665
% des examinés (par rapport au nombre des adolescents occupés)						
Total.....	39.4 %	62.8 %	67.8 %	82.0 %	105.3 %	
a) pour la première fois	28.7 %	34.4 %	35.7 %	52.8 %	68.7 %	
b) pour la deuxième fois	10.7 %	28.4 %	32.1 %	29.2 %	36.6 %	

(10) 10.293 garçons et 5.828 jeunes filles. *Rapports de l'Inspecteur du Travail*, 1930, p. 18.(11) 3.618 garçons et 2.388 jeunes filles, *op. cit.*, 1930, p. 24.(12) *Op. cit.*, 1932, p. XIV.(13) *Op. cit.*, 1933, p. 15.(14) *Extrait des rapports de l'Inspection du Travail*, 1934, p. 2.(15) *Rapports de l'Inspection du Travail*, 1930-1933 et extrait des rapports de l'Inspection du Travail, 1934, p. 3.

On voit que le pourcentage des examens, aussi bien celui des premiers que des renouvelés, par rapport au nombre des adolescents, augmente d'une façon continue, et le total est passé de 39,4 % à 105,3 % ; à la diminution du nombre des adolescents de 32.665, correspond l'augmentation du nombre des examens de 2.605 (tableau 5).

TABLEAU 6 (16)

Examens médicaux effectués à Varsovie et à Lodz

Année	Varsovie	Lodz	
		Premiers	Renouvelés
1933	3.002	736	335
1934	3.597	1.100	696
Accroissement	+ 595	+ 364	+ 361

D'après le rapport de l'inspecteur du travail de la région de Vilno (17), on peut suivre l'accroissement du nombre des examens médicaux renouvelés ; il y en avait :

En 1930	116
En 1931	631
En 1932	693

On a examiné les adolescents non seulement pour la deuxième fois, mais pour la troisième et quatrième fois et dans certains cas, même pour la cinquième et sixième fois (particulièrement dans les I^{re}, III^e, VII^e, IX^e et XII^e régions).

A Varsovie, on a examiné pour la troisième fois et plus, 39,8 % des adolescents enregistrés.

A Lodz, il y avait des adolescents examinés 5 ou même 6 fois (18).

Dans de nombreux centres, les adolescents sont dirigés chez les spécialistes et soumis aux examens supplémentaires (radioscopie, analyses) et reçoivent, en outre, les indications nécessaires, ainsi que le traitement adéquat (19).

(16) *Idem*, 1934, p. 3.(17) *Idem*, 1932, p. XIV.(18) *Idem*, 1929, p. 47.(19) *Idem*, 1932, p. XIV.

De cette façon, la protection formelle des adolescents se transforme de plus en plus en protection réelle.

f) *Les adolescents incapables au travail.* — Disons enfin un mot des adolescents examinés, reconnus incapables au travail. Leur nombre est pour toute la Pologne de 298 (20), soit 1,2 % par rapport au nombre des adolescents examinés. Mais ce pourcentage ne caractérise pas l'état de la santé des adolescents, car les médecins tiennent compte dans leurs décisions, non seulement de la santé des examinés, mais aussi des conséquences sociales de leur renvoi.

Certes, en 1933 (21), le Ministère de l'Assistance Sociale a réglé enfin la question de l'assistance sociale des jeunes ouvriers licenciés en raison des décisions des médecins.

Le Ministère a tenu préférable que les organes locaux de l'assistance collaborent en cette matière avec les inspecteurs du travail, en accordant une assistance aux adolescents renvoyés, qui consiste en nourriture, en traitement médical, en organisation de foyers, de colonies d'été et d'hiver, etc., ainsi que, dans certains cas, en leur emploi d'une façon appropriée.

Mais, bien que la protection des adolescents licenciés ait été théoriquement réglée, néanmoins, cette protection, comme il résulte des rapports de l'Inspection du Travail, est encore actuellement assez problématique.

g) *Les conditions du travail dans l'industrie du livre.* — Des statistiques intéressantes sur les conditions du travail des adolescents nous sont fournies aussi par deux enquêtes effectuées dans l'industrie du livre, successivement par les succursales du « Syndicat Professionnel Ouvrier des Imprimeurs et des Professions Similaires en Pologne » et par le « Syndicat Professionnel des Travailleurs du Livre » (22).

La première enquête porte sur 224 établissements et contient des réponses aux questionnaires de 501 jeunes ouvriers ; la deuxième concerne 292 établissements.

Le nombre d'adolescents, occupés en 1928 (l'année de l'enquête), dans l'industrie du livre, étant de 1.753, dont 1.256 garçons et 477 jeunes filles (le total des ouvriers dans l'industrie étant de

(20) *Idem*, 1934, p. 3.

(21) *Idem*, 1933, p. 16.

(22) E. FRELKOWA : *op. cit.*, pp. 12-35 et *Les Nouvelles Graphiques*, périodique, 1930, n° 1.

12.876) (23), celui des adolescents, selon l'enquête du syndicat, constitue donc 1/3 environ du total des adolescents dans les imprimeries (39,8 %).

La connaissance des conditions de travail de ces adolescents est, par conséquent, une contribution très importante à l'examen de l'ensemble de cette question.

64,2 % des établissements enquêtés emploient de 30 % à 100 % d'adolescents par rapport au total des ouvriers. Sous ce rapport, la situation la plus déplorable existe dans l'ancienne partie russe, où plus de la moitié des établissements enquêtés, emploient au-dessus de 50 % et jusqu'à 100 % d'adolescents par rapport au total des ouvriers y occupés. En tenant compte du fait que 82,3 % des établissements enquêtés occupent plus de 30 % d'apprentis, on voit, que sous prétexte de l'enseignement professionnel, on fait en réalité exécuter le travail par des enfants et des adolescents (24).

Or, à côté de ce système d'emploi de la main-d'œuvre de tout-jeunes, le manque d'hygiène des établissements et la protection défectueuse contre l'intoxication prend une importance particulière : la poussière infecte tous les locaux de l'entreprise et agit sur ces catégories de travailleurs qui devraient et pourraient être libérés de l'action du plomb (25).

Les établissements ne pourvoient pas les ouvriers de vêtements de travail qui préserveraient leurs vêtements personnels, de la sur-saturation de la poussière de plomb (26).

L'employeur ne rend pas possible aux ouvriers le nettoyage et la désinfection des vêtements de travail. Toute installation nécessaire pour garder les vêtements fait défaut. Ceux-ci sont très souvent gardés dans les coins des ateliers et les ouvriers n'ont à leur disposition pour toute « installation » que des clous, des porte-manteaux (dans 36,3 % des établissements), des petites armoires en bois, très usées, installées tout près des machines (47,2 %). Dans un petit nombre d'établissements, on trouve des vestiaires (12,6 %). C'est, d'ordinaire, une petite chambre non aérée, souvent même sombre,

(23) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, tabl. 1 b.

(24) 18 % des établissements se trouvent dans le voisinage direct ou même dans le logement privé de l'employeur ; 9 % sont placés dans des caves humides ou dans des souterrains ; 13,7 % seulement ont une ventilation automatique.

(25) Voir *infra*, pp. 94-107.

(26) Dans 96,2 % des cas, les ouvriers travaillent dans leurs propres vêtements de travail (dans les anciennes parties autrichienne et russe, dans 100 % des cas) et, naturellement, ces vêtements sont très rarement (ou jamais) nettoyés. (E. FREL-KOWA : *op. cit.*, p. 28).

qui communique avec l'atelier et où on garde les habits extérieurs avec les vêtements dont on se débarrasse pendant le travail.

Il n'y a que 40,7 % du total des établissements qui ont des lavabos.

Mais le pire est la question de consommation des repas au cours de la durée du travail : il n'y a que 1,1 % du total des établissements enquêtés qui ont des réfectoires séparés des ateliers.

Dans 59,9 % des établissements (dans l'ancienne partie russe 68,4 %) les ouvriers mangent sur le lieu même du travail, sans les pauses réglementaires, donc, pour la plupart, à côté du casse-tête, du linotype, etc., et les aliments sont gardés sous le casse-tête ou dans l'armoire, d'une propreté douteuse, avec les habits.

« L'intoxication par le plomb se fait le plus souvent par les muqueuses de la bouche, par les voies respiratoires ou le tube digestif » (27). Or, les conditions hygiéniques des imprimeries, exposent le travailleur à ce genre d'intoxication la plus fréquente.

Les établissements de travail sont tout simplement des réservoirs de poussière de plomb et de saletés de toutes sortes.

Le nettoyage des casses est très nuisible à la santé et figure sur la liste des travaux interdits aux adolescents.

Cependant, dans 47,6 % des établissements, ce nettoyage est effectué précisément par l'apprenti avec un soufflet.

D'après les statistiques de l'Inspection du Travail de la VIII^e région où 43 imprimeries étaient visitées, le nettoyage des casses est effectué avec un soufflet dans 35 % des cas ; les planchers sont en bois dans 88 % des cas et non recouverts d'un matériel absorbant la poussière dans 27,8 % des cas. Les murs sont blanchis dans 35 % des cas ; les lavabos sont sans l'eau courante dans 12,9 % des cas et il manque d'armoires dans 14,8 % des cas (28).

Dans nombre de petites imprimeries, visitées par l'inspecteur du travail à Varsovie (29), les machines à pédales étaient mues à l'aide des pieds.

Or, d'après l'opinion des spécialistes (les hygiénistes sont plus difficiles), ce ne sont que les plus petites machines (n° 1) qui peuvent être mues à l'aide des pieds, toutes les autres doivent avoir un moteur. Cependant, l'état de choses à cet égard s'est présenté dans ces établissements visités comme suit :

(27) Dr. Joseph ZIELINSKI : *Hygiène du travail*, Varsovie, 1929, p. 196.

(28) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 25.

(29) H. KRAHELSKA : *op. cit.*, p. 63.

Les machines n° 2 étaient mues sans moteur dans	77 %	des cas
— n° 3 — —	71 %	—
— n° 4 — —	35 %	—

Et ce travail était effectué presque exclusivement par les adolescents, bien qu'il soit tout à fait au-dessus de leurs forces.

La responsabilité des conditions hygiéniques déplorable dans les imprimeries incombe entièrement aux employeurs qui montrent un manque absolu de compréhension de la nécessité des installations protectrices. Très souvent également, certains employeurs peu consciencieux montent une petite entreprise dans des conditions absolument contraires à toutes les exigences de l'hygiène. Dans ce cas, « le manque du capital nécessaire à l'installation propice du local est remplacé par le capital de la santé des ouvriers » (30).

Des dispositions légales, réglementant les conditions auxquelles doit correspondre une imprimerie, auraient mis fin à cette négligence ou mauvaise foi.

L'industrie du livre appartient, en général, aux industries nuisibles et dangereuses (31) ; cependant, les mesures de protection appropriées aurait pu atténuer le préjudice et le danger.

« Il n'y a pas de meilleur remède contre l'intoxication du plomb, contre toutes les intoxications industrielles en général, qu'une grande propreté de l'atelier, celle des instruments de travail et des ouvriers mêmes » (32).

En ce qui concerne d'autres branches de l'industrie, il convient de souligner que dans les verreries, les adolescents et les enfants au-dessous de 15 ans travaillent, en soufflant le verre avec la bouche, ce qui est particulièrement nuisible aux poumons et interdit par la liste des travaux interdits aux adolescents du 25 juillet 1925 (33).

Certaines grandes usines de meubles à Varsovie, occupent un pourcentage très élevé d'adolescents et d'enfants au-dessous de 15 ans. Ceux-ci sont employés, pour la plupart, surtout au transport de différentes parties de meubles.

C'est un travail très dur : les garçons transportent plusieurs fois pendant la journée les cadres avec les filets des lits, les dos des lits,

(30) E. FRELKOWA : *op. cit.*, p. 35.

(31) D'après le Dr. TELEKY, la mortalité, par tuberculose, des adolescents de 15 à 20 ans travaillant dans la composition, est à Vienne de 3,57 %, tandis que dans d'autres professions elle est de 0,66 % ; St. KEMPNER : *Hygiène du travail dans les imprimeries*, p. 5. Cité par H. KRAHELSKA : *op. cit.*, p. 64.

(32) Dr. Joseph ZIELINSKI : *op. cit.*, p. 201.

(33) H. KRAHELSKA : *op. cit.*, p. 63.

les cornières. Celles-ci pèsent environ 6 kgs, on en prend 5 à 8 à la fois ; les dos des lits pèsent 17 kgs $\frac{1}{2}$ chacun, on en prend deux (34).

Le travail dans les conditions hygiéniques actuelles (manque de lavabos, d'eau potable, d'armoires pour les vêtements, de vêtements de travail, d'interruptions pour les repos, d'une ventilation rationnelle, etc.), a particulièrement une influence nuisible sur les organismes en plein développement (35).

2° Sécurité, moralité

En ce qui concerne les travaux dangereux, il est évident que les adolescents doivent en être éliminés. Ces opérations exigent une attention soutenue que l'on ne peut réclamer d'adolescents, dont l'esprit est parfois distrait et qui, d'autre part, ne se rendent pas souvent compte du danger qu'ils courent et qu'ils font courir à leurs camarades de travail (36). De même, l'élimination des adolescents est nécessaire, lorsque les conditions de travail présentent quelque danger pour la moralité.

Aussi, l'article 4 de la loi du 2 juillet 1924, interdit-il d'employer des adolescents à des travaux particulièrement dangereux, insalubres, pénibles « ou présentant quelque danger pour la santé, moralité et les bonnes mœurs ». Le ministre du travail et de l'assistance sociale établira, de concert avec les ministres compétents et après avoir pris avis des organisations professionnelles, une liste de ces travaux.

Or, cette liste a été publiée le 25 juillet 1925 (37). Cependant, lorsqu'il s'agit de formation professionnelle, les dits ministres peuvent, après consultation des organisations professionnelles, autoriser l'emploi des adolescents, dans les différentes branches de l'industrie ou dans certains établissements ou à certains travaux énumérés sur la liste. Les ministres peuvent aussi autoriser l'emploi des adolescents dans les établissements où ont été prises des mesures de sécurité suffisantes et adoptés les moyens de protection nécessaires, pour garantir les adolescents contre les poussières, gaz, vapeurs et combinaisons chimiques, mettant en danger leur santé.

Néanmoins, la liste s'est montrée insuffisante. Elle ne contient pas certains travaux nuisibles à la santé des adolescents. En outre.

(34) *Idem*, p. 44.

(35) *Idem*, p. 63.

(36) M. FROIS : *op. cit.*, p. 82.

(37) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1925, n° 81, par. 558.

certain points ne sont pas rédigés avec une précision suffisante, d'où de nombreux doutes qui sont tranchés par des tribunaux d'une façon différente.

La liste ne différencie pas les interdictions de certains travaux suivant l'âge des adolescents. De même, leur sexe n'est pas pris en considération comme base de l'interdiction de certains travaux (38).

Le point concernant les travaux qui nécessitent la manipulation du plomb est rédigé d'une façon obscure et s'écarte, dans une certaine mesure, du but, car il permet aux adolescents de « composer et défaire la composition », bien que ce soient des opérations très nuisibles à la santé.

La liste n'admet qu'un seul poids maximum des fardeaux transportés par les adolescents : 30 kgs pour les garçons, 20 kgs pour les jeunes filles, tandis que les normes devraient être différentes suivant l'âge des adolescents.

En outre, la liste passe sous silence la question de la limite maximum pour le transport des fardeaux suivant le genre de transport (levage et transport à bras, transport sur des charrettes, des brouettes, etc.) et suivant le terrain sur lequel on les transporte.

La liste ne détermine pas, d'une façon précise, la chaleur au-dessus de laquelle il serait interdit aux adolescents de travailler. Cette interdiction n'est formulée qu'en termes généraux : « ...travail à d'autres postes où la température est élevée », et le champ reste ouvert pour une interprétation libre.

De même, la liste en vigueur à l'heure actuelle, ne tient pas compte d'une division des travaux interdits aux adolescents d'après les différentes branches de l'industrie, ce qui faciliterait considérablement l'orientation aux inspecteurs du travail, aux employeurs et aux ouvriers.

Les remarques ci-dessus montrent déjà d'une façon générale, quelles devraient être les modifications de la liste actuelle. Il faudrait supprimer les défauts mentionnés, augmenter le nombre des travaux interdits énumérés dans la liste en vigueur, enfin introduire une division d'après les différentes branches de l'industrie. La difficulté de prévoir les différentes installations concernant l'hygiène et la sécurité dans les établissements, pourrait être évitée, en per-

mettant aux inspecteurs du travail, d'autoriser l'emploi des adolescents à des travaux interdits dans les établissements donnant une garantie suffisante de protection et de sécurité.

Il serait utile d'examiner la question des accidents du travail des adolescents. Malheureusement, ce sont quelques régions seulement (I^{re}, II^e, IV^e et V^e) qui ont commencé, en 1933, à montrer dans les statistiques, séparément, les accidents du travail concernant les femmes et les adolescents. Mais ces données partielles sont fort incomplètes, et expliquent plutôt les causes des accidents survenus.

Comme raisons principales de ces accidents, les rapports des inspecteurs du travail citent : l'emploi des adolescents à des travaux dangereux interdits ou non interdits (mais trop pénibles) par la loi ; le manque d'expérience suffisante de l'adolescent dans le procès du travail ; l'absence de surveillance du travail des adolescents qui se rendent compte, beaucoup moins que les adultes, du danger qu'ils courent. Nombreux sont les accidents survenus aussi bien aux femmes qu'aux adolescents, en raison de leurs vêtements ou coiffure inappropriés (39).

(39) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1933, p. 19 ; *idem*, 1934 (extrait), p. 9.

CHAPITRE IV

Apprentissage

1° Décret du 7 juin 1927

La disparition de la corporation entraîne celle de l'apprentissage. Cependant, en Pologne, la coutume d'apprentissage des adolescents dans l'atelier a survécu jusqu'à nos jours. Malgré la transformation profonde qui s'est produite dans l'organisation de l'industrie moderne à la suite du développement du machinisme et de la rationalisation du travail, le principe de l'apprentissage dans l'entreprise même a, non seulement résisté au progrès technique, mais s'est davantage accusé. Il a franchi les cadres de l'artisanat et est arrivé au domaine de l'industrie.

Jusqu'à ces derniers temps on ne trouvait pas de dispositions légales réglementant l'engagement et l'emploi des apprentis. Ce n'est que le décret du Président de la République relatif à la loi industrielle du 7 juin 1927 (1) qui introduisit une certaine réglementation de l'apprentissage dans l'artisanat et dans l'industrie.

La loi industrielle n'introduit qu'une apparence de l'enseignement professionnel dans l'entreprise et contribue, par là, à rendre plus obscur le rapport réel entre l'employeur et l'ouvrier avec un préjudice pour celui-ci.

Sous prétexte de la formation professionnelle, on emploie les adolescents ou même les travailleurs adultes, pendant plusieurs années gratuitement, et souvent l'employeur perçoit des redevances élevées « à titre d'apprentissage ».

Les cadres dans lesquels le décret enferme la question de l'apprentissage ne sont concevables qu'en se basant sur l'ensemble des problèmes de l'organisation de la production moderne. Le gouverne-

(1) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1927, n° 53, par. 468.

ment polonais, ayant hérité des pays conquérants, leurs anciennes lois industrielles, basées sur des principes à l'heure actuelle surannés, visait à leur unification, mais, sous la pression des milieux intéressés, il n'a pu se délivrer de l'influence des tendances médiévales de ces lois. Le décret établit donc une classification tout à fait artificielle en industrie et en métiers (artisanat), permettant aux employeurs d'exploiter une entreprise et d'avoir des apprentis, si l'entreprise est classée dans la catégorie industrielle, exigeant, par contre, une preuve « d'aptitude professionnelle » pour l'exercice d'un métier, et le titre de maître, pour accepter des apprentis et diriger leur instruction pratique (art. 149). Du reste, la liste des 64 branches d'industrie, considérées par le décret comme métiers (art. 142) a été établie, par voie de marchandage, qui a fait passer les différents métiers d'une catégorie à l'autre.

A l'heure actuelle, dans le régime de la libre concurrence d'une part, et de la liberté syndicale, d'autre part, la loi montre une certaine tendance à faire entrer l'industrie et en particulier l'artisanat (les métiers), dans les cadres rigides d'une organisation de corporations de métier ou celle d'associations de corporations de métier, en imposant à ces organisations des statuts élaborés d'une façon extrêmement minutieuse (art. 160-167).

Ces cadres d'organisation très étroits, créés par la loi industrielle pour l'industrie et l'artisanat (les métiers), comportent également les conditions de travail de l'apprenti, donc, précisément, l'enseignement professionnel (2).

2° Contrat d'apprentissage

L'importance fondamentale, pour les conditions de travail de l'apprenti, est la passation d'un contrat d'apprentissage écrit.

L'article 116 du décret, introduit l'obligation de passer des contrats d'apprentissage écrits et spécifie d'une façon très précise ce que chaque contrat doit contenir.

« Les conditions d'apprentissage feront l'objet d'un contrat écrit dans les quatre semaines qui suivent le début de l'apprentissage. Dans ce contrat, on devra :

- 1° indiquer l'industrie dans laquelle l'apprenti doit être instruit ;
- 2° indiquer la durée de l'apprentissage ;
- 3° spécifier les prestations mutuelles ;
- 4° indiquer les conditions de dissolution du contrat.

(2) J. MIEDZINSKA : *L'enseignement professionnel dans l'industrie et l'artisanat. Le Travail et l'Assistance Sociale, op. cit.*, 1931, fasc. 2, pp. 126-9.

Il résulte, des enquêtes, que nous avons à notre disposition, que cette prescription n'est pas appliquée la plupart du temps.

D'après une des enquêtes de la Société T. U. R. (3), la grande majorité des apprentis travaille, sans savoir quand leur apprentissage prendra fin, de quels droits ils peuvent jouir et à quelles obligations est soumis, envers eux, l'employeur.

Le contrat écrit n'était conclu que dans 21,2 % des cas, le contrat verbal dans 66,7 %.

Le contrat écrit était passé, le plus souvent, lorsque c'étaient les parents ou les tuteurs qui mettaient l'adolescent en apprentissage.

Dans 53,3 % des cas, le contrat était conclu par les apprentis eux-mêmes ; dans 35,1 %, il l'était par les parents, et dans 3,8 %, par les tuteurs.

Dans presque toutes les localités, le contrat est souvent conclu par les apprentis, même lorsqu'ils n'en ont pas le droit en raison de leur âge. Puisque c'est le contrat verbal qui prédomine le plus souvent, les dispositions en cette matière, c'est-à-dire celles concernant la nécessité de passer le contrat par les parents ou les tuteurs, lorsqu'il s'agit des apprentis-mineurs, ne sont pas observées.

D'après l'autre enquête (4), presque tous les adolescents sont engagés en qualité « d'apprentis » (92,6 % du total), cependant, il n'y en a que 36,9 % qui ont passé un contrat d'apprentissage écrit.

Ces chiffres varient, lorsqu'on envisage les différentes parties de la Pologne.

	Travaillent en qualité « d'apprentis »	ont passé un contrat écrit
Toute la Pologne	92.6 %	36,9 %
L'ancienne partie autrichienne	100.0 %	88.7 %
L'ancienne partie allemande..	99,2 %	60.0 %
L'ancienne partie russe	87.0 %	6.3 %

D'après les rapports de l'Inspection du Travail (5) les employeurs n'observent pas les dispositions de l'article 16 du décret du Président de la République du 7 juin 1927 ».

(3) Dr. Eugène PRAGIER : *op. cit.*, pp. 32-42.

(4) E. FRELKOWA : *op. cit.*, pp. 19-24.

(5) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. 117.

3° Durée de l'apprentissage

La durée de l'apprentissage est réglée par l'article 152 du décret sur la loi industrielle. En vertu de cet article, « la durée de l'apprentissage est, en principe, de trois ans et ne peut dépasser 4 ans ». L'intention du législateur était donc de faire en sorte que ces longues années de travail non rétribué, ou très peu, prennent fin à un moment déterminé à l'avance.

Dans le contrat, à la fixation de la durée d'apprentissage, est liée ordinairement l'obligation pour l'employeur d'enseigner le métier à l'apprenti, au cours de cette période, ainsi que l'obligation de la non-application de courts délais de congé.

Cependant, la durée de l'apprentissage n'est déterminée que dans les grandes usines où des contrats collectifs ont été conclus et où la rémunération des apprentis est déterminée à l'avance selon cette durée. Par contre, dans les ateliers moyens et petits, où la rémunération est fixée au hasard, cette question est réglée comme en famille: la période de l'apprentissage dure plus ou moins longtemps, selon les besoins de l'atelier, les relations entre l'employeur et l'apprenti, etc.

D'après l'enquête de la Société des Universités Ouvrières T. U. R., la durée de l'apprentissage, dont la conception est pour nombre des enquêtés, assez vague, est de quelques mois jusqu'à sept ans et même plus ! Elle se présente de la façon suivante :

Pour 12,0 %	du total des enquêtés,	elle dure jusqu'à 1 an,
— 8,2 %	—	— 2 ans,
— 30,4 %	—	— 3 —
— 22,0 %	—	— 4 —
— 19,0 %	—	au-dessus de 4 ans.

Pour le reste des enquêtés, cette durée n'est pas déterminée. Evidemment, en l'occurrence, il ne peut être question ni du programme de l'apprentissage, ni de l'utilisation appropriée des capacités de l'apprenti.

La durée de l'apprentissage n'étant pas déterminée, cela permet souvent à l'employeur de la prolonger arbitrairement en vue du maintien de bas salaires.

Comme exemple, on peut citer le cas suivant. En 1921, un adolescent de 18 ans était engagé dans une des imprimeries de l'ancienne partie russe, en qualité d'apprenti. La durée de l'apprentissage n'était pas déterminée. En 1929, cet ouvrier travaillait encore

« en qualité d'apprenti », en remplissant la tâche d'un ouvrier qualifié pour un salaire de 30 zlotys par semaine (6).

4° Période d'essai

En rapport avec « l'apprentissage », apparaît une autre utilisation de la main-d'œuvre moins coûteuse ou même parfois non rétribuée ; cette utilisation est dissimulée sous le nom modeste de « période d'essai ».

La loi polonaise prévoit, à l'instar des lois analogues des autres pays, la possibilité d'une période d'essai plus longue pour les apprentis que pour les ouvriers. Une période d'essai, au cours de laquelle le contrat peut être unilatéralement résilié, est d'usage pour permettre aux parties de se connaître, afin d'éviter les raisons de résilier le contrat d'apprentissage, ce qui porte presque toujours préjudice à l'apprenti. Or, à la période d'essai de 7 jours pour les ouvriers, correspond celle de quatre semaines pour les apprentis.

En vertu de l'article 119 du décret, « le contrat d'apprentissage « peut être dénoncé par chacune des parties dans les quatre semaines qui suivent le début de l'apprentissage, à moins qu'il ait été « convenu d'une période de stage plus longue. Tout contrat prévoyant une période de stage d'une durée supérieure à trois mois « est nul ».

Pendant la période d'essai, l'employeur doit en premier lieu constater, si le jeune homme est apte au métier.

En réalité, cette période ne vise souvent qu'à l'exploitation du travail non rétribué de l'adolescent, en l'employant en qualité d'aide. En aucune façon, l'employeur lui-même, ni son personnel, ne s'intéressent à l'apprenti, afin d'examiner son aptitude au métier. Cependant, on ne peut constater la capacité réelle pour le métier, au sens des aptitudes spéciales à telles ou telles opérations, que par un examen long et impartial du travail de l'adolescent.

D'après l'enquête, faite par le Syndicat Professionnel des Travailleurs du Livre, 35,1 % des apprentis font la période d'essai. Dans les différentes parties de la Pologne, ce pourcentage est :

Dans l'ancienne partie allemande :	53,3 % ;
— autrichienne :	26,5 % ;
— russe :	21,6 %.

(6) E. FRELKOWA : *op. cit.*, pp. 20-21.

D'après l'enquête de l'Université Ouvrière, 38 % des apprentis accomplissent la période d'essai. La durée de cette période est de quelques mois.

Il arrive qu'elle soit de 6 mois et même d'une année. Elle n'est rémunérée que dans 60 % des cas.

5° Le travail non rétribué et la perception par l'employeur des redevances pour l'apprentissage

Le pourcentage des apprentis, dont le travail n'est pas rémunéré, est souvent extrêmement élevé (7).

Le travail non rétribué a lieu dans toutes les localités enquêtées, dans toutes les branches de l'industrie et à peu près dans tous les établissements, sauf dans les très grands.

Les termes « les prestations mutuelles » de l'article 116 du décret cité ci-dessus, sont, dans la pratique, interprétés d'une façon arbitraire et souvent conçus, non pas comme rémunération de l'apprenti par l'employeur, mais comme paiement par l'apprenti à titre d'enseignement professionnel.

Car à côté du travail non rétribué, il y a également des cas où l'employeur perçoit des redevances élevées pour le prétendu apprentissage.

Dans l'industrie des métaux, les apprentis travaillent pour la plupart, sans rétribution ou même paient aux employeurs, à titre de récompense pour apprentissage, 300 zlotys environ ; la durée de l'apprentissage est de 3 à 4 ans (8).

Dans l'industrie des vêtements, les apprentis travaillent également sans salaire ; dans les salons de coiffure, leur seule rémunération sont des pourboires (9).

Dans une des imprimeries de l'ancienne partie russe, un apprenti a payé à l'employeur, 300 zlotys à titre de « l'apprentissage » qui a duré 8 mois, comme c'était convenu. Ce fait prouve aussi que, lorsqu'on perçoit sur l'apprenti des redevances, la période, soi-disant nécessaire pour « l'enseignement professionnel », peut être réduite de 4 ans à 8 mois. Le Syndicat Professionnel des Ouvriers des Imprimeries connaît des cas où l'on a payé de 100 jusqu'à 300 dollars pour l'enseignement de la composition.

(7) Il est : à Nowowieciany, de 82 % ; à Siedlee, de 70 % ; à Ostrow (Poméranie), de 55 % ; à Lodz, de 33 % ; à Zyrardow, de 33 % ; à Pabianice, de 33 % ; dans le Bassin de Dabrowa, de 19 % ; à Varsovie, de 13 % (E. PRAGIER : *op. cit.*, p. 42).

(8) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, pp. 86 et 118.

(9) *Idem*, 1932, p. XVI.

Comme le montrent les statistiques publiées, qui étaient recueillies par l'Inspection du Travail et les organisations professionnelles des travailleurs (10), à côté des redevances élevées perçues surtout dans l'industrie du Livre, le travail non rétribué des apprentis dans l'industrie métallurgique et celle du bois n'est pas un phénomène rare.

A la suite de ces conditions, l'employeur est intéressé encore davantage à occuper un grand nombre d'adolescents qu'on embauche volontiers, même sans cela, à raison des bas salaires de cette catégorie de travailleurs (11).

6° La « fiction » de l'apprentissage

Le décret a-t-il, au moins, garanti à l'apprenti, d'une façon suffisante, la possibilité d'acquérir la connaissance effective du métier ?

L'article 117 ne parle que très vaguement de l'obligation qu'a le patron, de « fournir à l'apprenti l'occasion et la possibilité d'acquérir une instruction pratique dans l'industrie ». Cela dépend donc de sa bonne volonté, mais n'est nullement son obligation absolue. Puisque dans les articles qui suivent la responsabilité de l'employeur n'est pas établie, celui-ci peut se permettre impunément de négliger l'enseignement de son métier à l'apprenti.

Il est incontestable, pour ceux qui connaissent même superficiellement les conditions du travail salarié des adolescents, qu'il ne s'agit pas ici d'un apprentissage au sens propre du terme.

L'entreprise n'a pas la possibilité de donner, au travailleur, un enseignement approfondi, c'est-à-dire de lui faire apprendre peu à peu, toutes les opérations dont se compose la profession considérée, de lui faire acquérir « les connaissances nécessaires en ce qui concerne la valeur, l'acquisition, la conservation et l'emploi des « matières travaillées dans le métier » (art. 154).

Plusieurs entreprises, employant des apprentis, n'ont pas les installations nécessaires pour les initier à la pratique complète d'un métier, ni de travailleurs qualifiés qui sauraient et voudraient s'occuper de la formation professionnelle des apprentis (12).

L'entreprise n'est pas et ne saurait être une école (sauf dans le cas où elle a un atelier scolaire, séparé de l'usine).

(10) J. MIEDZINSKA : *op. cit.*, pp. 125-134 ; même auteur : *Le travail des apprentis dans l'artisanat. Le Travail et l'Assistance Sociale*, 1931, fasc. 4, pp. 423-435.

(11) Voir *infra*, 3^e partie.

(12) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. 68.

L'organisation moderne du travail oblige l'apprenti à effectuer un nombre limité d'opérations auxiliaires, ne lui permet pas de changer de tâche, d'acquérir progressivement la connaissance des différentes opérations. Car plus l'ouvrier effectuera la même opération, plus ses mouvements deviendront mécaniques, et plus augmentera le rendement de son travail.

« Le système généralement adopté, qui consiste à employer un grand nombre d'apprentis sous prétexte de leur enseigner un métier, ne leur donne cependant pas une connaissance professionnelle suffisante et très souvent n'est qu'une forme masquée d'abus » (13).

D'après l'enquête du Syndicat Professionnel des Travailleurs du Livre, sur 501 adolescents, 80,8 % remplissent, du premier jour jusqu'à la fin de l'apprentissage, les mêmes opérations, 6,7 % de ces adolescents effectuent parfois des travaux différents. Souvent, ces fonctions n'ont rien de commun avec le métier : 24,1 % des adolescents apprennent... à faire la chambre et à faire les courses !

La succursale du Syndicat Professionnel Ouvrier de l'Industrie du Livre et des Professions similaires de Lwow écrit, sur les conditions de travail des apprentis dans les petites imprimeries, très nombreuses dans l'ancienne partie autrichienne : « Les apprentis sont employés à des travaux secondaires très différents, ainsi qu'au nettoyage du plancher, à accompagner la femme du patron lorsqu'elle fait ses commissions, à la surveillance des enfants, à allumer le poêle, etc. »

42,5 % des apprentis examinés n'étaient même pas, en principe, confiés à des travailleurs qualifiés qui auraient dû leur enseigner le métier ; le pourcentage des apprentis « qui apprennent le métier, grâce à leur propre perspicacité », s'élève, pour l'ancienne Pologne russe, par exemple, à 71,6 % du total des « apprentis » (tabl. 7). Du reste, même lorsqu'on confie l'apprenti à l'ouvrier qualifié (le pourcentage en était, d'après l'enquête, 49,5 % - tabl. 7), cela n'assure pas aux adolescents la possibilité d'apprendre le métier quand l'apprenti travaille dans un établissement employant en moyenne de 30 à 40 % (14) des apprentis par rapport au total des ouvriers, et que ceux-ci sont intéressés à ne pas perdre leur temps, étant rémunérés très souvent aux pièces.

Dans certains établissements de la région IV (voïvodie de Kielce), dans l'industrie des métaux, ce pourcentage est... de 69,5 %. Dans

(13) *Idem*, 1927, p. XXXI.

(14) E. FRELKOWA : *op. cit.*, p. 14.

l'industrie du bois, l'employeur n'occupe souvent que des apprentis pour la construction des gares, des casernes, des écoles (15).

D'après l'enquête du Syndicat Professionnel des Travailleurs du Livre, 64,2 % du total des établissements enquêtés, occupent de 30 % à 100 % d'adolescents ! Le chiffre s'élève à 40 % pour l'ancienne Pologne autrichienne, à 71,1 % pour l'ancienne Pologne prussienne, et à 82,3 % pour l'ancienne partie russe. Le pourcentage moins élevé dans l'ancienne Pologne autrichienne s'explique par le fait qu'il s'agit d'établissements qui ont conclu des contrats collectifs.

TABLEAU 7 (16)

Pourcentage des apprentis qui	Ancienne partie			Toute la Pologne
	autrich.	alleem.	russe	
apprennent le métier grâce à leur propre perspicacité	5,2	37,7	71,6	42,5
sont confiés aux ouvriers qualifiés	94,8	39,6	6,5	49,5
effectuent les mêmes opéra- tions pendant toute la durée de l'apprentissage.	96,4	62,9	83,2	80,8
effectuent les différents tra- vaux	3,6	1,4	10,1	6,7
nettoient l'atelier et font les courses	6,1	31,8	26,8	

Ces faits mettent en lumière, avec force, toute la fiction de l'apprentissage des adolescents.

Cela ne veut nullement dire que l'ouvrier ne puisse rien apprendre dans l'établissement, bien que cet enseignement ne soit pas le but de l'entreprise.

L'adolescent suit « l'école de la vie », il apprend, parce qu'il travaille, il apprend grâce à son esprit de perspicacité et par l'observation secrète (17) des procédés de travail de ses collègues qualifiés.

(15) J. MIEDZINSKA : *L'enseignement professionnel dans l'industrie et l'artisanat*, op. cit., p. 127.

(16) D'après E. FRELKOWA : tabl. 8 et 8 a.

(17) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. 68.

Au cours du travail, l'adolescent, s'il n'est pas destiné à être employé pendant plusieurs années au fonctionnement d'une machine automatique, acquiert l'adresse nécessaire.

La façon dont l'apprenti apprend le métier, ne laisse aucun doute en ce qui concerne la productivité de son travail et la valeur de celui-ci pour l'entreprise.

Nous en trouvons la meilleure preuve dans ce fait que parmi des usines d'un rendement tout à fait égal les unes n'emploient pas un seul adolescent, alors que les autres en emploient un nombre considérable (18).

Dans certaines menuiseries (région V) (19), les apprentis travaillent sans rémunération jusqu'à 16 heures. Après cette heure, les mêmes apprentis effectuent le travail qui est, cette fois-ci, payé.

Dans certains établissements de cordonnerie (région II) (20), les apprentis travaillent sans salaire jusqu'au moment où ils font une quantité de chaussures déterminée à l'avance ; pour les paires suivantes, ils sont rémunérés d'après le tableau des ouvriers adultes.

Or, les adolescents remplissent des tâches pleinement productives et aussi indispensables au fonctionnement de l'entreprise, que le travail des ouvriers qualifiés. Pour la plupart, la valeur et le caractère du travail pour l'entreprise ne diffèrent pas, qu'il soit effectué par des ouvriers ou par ce qu'on appelle des « apprentis ».

Par contre, du point de vue social, il est tout à fait inadmissible que les adolescents travaillent pour l'employeur gratuitement ou, qui pis est, qu'ils le paient pour la possibilité de travailler à son profit.

L'exploitation du travail non rétribué des apprentis, sous le prétexte de l'enseignement professionnel, se fait encore sentir davantage pendant la période du chômage, lorsque de nombreux adultes, soutiens de famille, perdent leur travail et lorsque augmente la recherche de la main-d'œuvre à bas prix (21).

Aussi, la loi du 7 novembre 1931 (22) stipule : « Il est interdit d'employer des adolescents sans salaire. Il est également interdit à l'employeur d'accepter une rémunération pour l'apprentissage donné aux adolescents » (art. 7 a, al. 1^{er}). Le montant de la rémunération due à l'adolescent doit être fixé exactement dans le

(18) J. MIEDZINSKA : *La politique de l'Etat relative aux jeunes ouvriers*, op cit., p. 125.

(19) J. MIEDZINSKA : *L'enseignement professionnel dans l'industrie et l'artisanat*, op. cit., p. 127.

(20) *Idem*.

(21) *Idem*, p. 129.

(22) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1931, n° 101, par. 773.

contrat et figurer dans le registre, tenu conformément à l'article 11 (23) (art. 7 a, al. 1^{er} et 2).

Au cas où un adolescent a été employé, en violation des dispositions de l'article 7 a, il aura droit à une rémunération pour toute la durée de l'emploi. Le montant de cette rémunération sera fixé d'après les dispositions de l'article 41 du décret du Président de la République du 16 mars 1928 (24) (art. 7 b, al. 2 et 3).

Cependant, la loi du 7 novembre 1931 ne concernait que les adolescents, de sorte que l'Inspecteur du Travail pouvait, par injonction, faire cesser le travail rétribué d'un apprenti de 17 ans, sans pouvoir étendre cette interdiction aux apprentis de 19 ans.

Aussi, une modification de la loi industrielle supprime-t-elle cette anomalie, en ajoutant à l'article 116 une disposition nouvelle : « Il est interdit d'employer des apprentis sans salaire. Il est également interdit à l'employeur d'accepter une rémunération pour l'enseignement professionnel donné aux apprentis. » L'amendement est en vigueur à partir du 10 mars 1934 (25).

La loi industrielle, dans l'article 116 modifié, traite la question de ces interdictions avec plus de rigueur que ne le fait la loi du 7 novembre 1931 : tandis que celle-ci prévoyait pour l'artisanat (les métiers), des exceptions (devant être établies par des arrêts spéciaux), celle-là ne prévoit aucune exception dans l'interdiction d'employer sans salaire, par contre, elle stipule qu'un arrêté spécial définira les métiers où sera admise l'exception de l'interdiction d'accepter une rémunération pour l'apprentissage (26).

A défaut de cet arrêté spécial pour l'artisanat (les métiers), le Ministère de l'Assistance Sociale et l'Inspection du Travail ont décidé que l'interdiction d'employer des adolescents sans salaire concerne, comme disposition générale, aussi bien l'artisanat que l'industrie.

7° Continuité de l'apprentissage

Une question extrêmement importante est d'assurer à l'apprenti la continuité de l'apprentissage. D'après l'enquête, elle n'est assurée que pour 23,1 % des adolescents jusqu'à la fin de l'apprentissage. Ce pourcentage varie pour les différentes parties de la Pologne, comme le montre le tableau 8.

(23) L'arrêté du 24.12.1931 relatif aux registres et aux listes des adolescents (*Journal des Lois de la République Polonaise* du 6.11.1932, n° 8, par. 49).

(24) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1928, n° 35, par. 324.

(25) *Idem*, 1934, n° 40, par. 350.

(26) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1933, p. 16.

TABLEAU 8 (27)

Pourcentage des adolescents	Ancienne partie			Toute la Pologne
	allemand.	autrich.	russe	
dont la continuité de l'apprentissage est assurée ..	70,3	12,2	6,3	23,1
qui peuvent être licenciés à chaque instant	—	74,4	77,2	66,4
qui ont changé de métier ..	4,4	2,0	4,4	—
qui ont changé d'employeur	1,4	—	31,7	17,3

10,5 % des adolescents peuvent être renvoyés sur préavis donné avant la rupture effective de l'engagement de travail. La majorité considérable, 66,4 % des adolescents, est exposée au renvoi à chaque instant sous le moindre prétexte (tableau 8).

La cause réelle de ces renvois est la mauvaise humeur du patron, ou lorsque l'apprenti demande une augmentation de son salaire ; enfin, la moindre faute servira de prétexte pour renvoyer l'apprenti au cours de la 3^e ou 4^e année de son apprentissage et engager à sa place une nouvelle victime de l'exploitation.

Aussi, l'enquête montre-t-elle un pourcentage notable (17,3 % — tableau 8) des apprentis qui ont changé d'employeur au cours de l'apprentissage.

En vertu de l'article 123, alinéa 2 de la loi industrielle si le contrat d'apprentissage a été dissous sans que l'apprenti soit responsable, la corporation à laquelle il appartient doit s'efforcer de le placer dans l'entreprise industrielle d'un autre membre de la corporation.

Ici se pose une question : l'adolescent, en changeant d'employeur au cours de la durée de l'apprentissage, ne perd-il pas le temps d'apprentissage déjà accompli ? Or, d'après l'article que nous venons de mentionner, « il sera tenu compte de la période d'apprentissage déjà accomplis pour la conclusion d'un nouveau contrat d'apprentissage ».

8° Résiliation du contrat. — Examen de compagnon

Les conditions de dénonciation et de résiliation du contrat de l'apprentissage sont prévues par les articles 120, 121 et 122 du décret.

Cependant, en pratique, toutes les dispositions relatives aux délais et conditions de résiliation du contrat d'apprentissage ne sont pas absolument observées. D'après l'enquête de la Société T. U. R., tous les adolescents peuvent être renvoyés pendant la durée de l'apprentissage.

Les employeurs sont tenus de donner aux apprentis à l'expiration de leur apprentissage, la possibilité de se présenter à l'examen de compagnon (art. 153). Cependant, comme il résulte de l'enquête de la Société T. U. R., l'employeur soulève ordinairement beaucoup de difficultés à l'apprenti. Il arrive même qu'il renvoie l'apprenti à la veille de l'achèvement de la période de l'apprentissage, afin de lui rendre ainsi impossible son passage dans la catégorie des ouvriers qualifiés, mieux rémunérés.

Dans certains pays, en Autriche, par exemple, l'employeur est tenu, en vertu de la loi du 26 mars 1926 (28) d'occuper l'apprenti pendant les trois mois qui suivent l'achèvement de l'apprentissage. « Tout exploitant est tenu d'employer pendant trois mois dans son entreprise, en qualité de compagnon, l'apprenti ayant régulièrement terminé son stage » (art. 1^{er}, al. 1^{er}). Ainsi l'apprenti ne voit pas devant lui le spectre du chômage, au cas où il réussit à l'examen.



Le décret passe entièrement sous silence, la question extrêmement importante, à savoir, que l'apprenti est soumis, aussi bien que l'ensemble des ouvriers, à la législation du travail. Certes, les différentes lois mentionnent expressément « les apprentis et les stagiaires » (par exemple : art. 3 de la loi du 2 juillet 1924 sur le travail des femmes et des adolescents (29) ; article 2 de la loi du 16 mai 1922, relative aux congés payés des salariés occupés dans l'industrie et le commerce (30) ; art. 12 de l'arrêt du Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale du 11 juin 1923, concernant

(28) *B. I. T.*, série législative, 1926, t. VII, partie I, p. 574.

(29) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1924, n° 65, par. 636.

(30) *Idem*, 1922, n° 40, p. 334.

l'application de la loi sur les congés (31), etc. Mais, si le décret parle très largement des conditions de l'enseignement professionnel des apprentis, en tant que catégorie tout à fait distincte qu'il élimine de l'ensemble des ouvriers, ne devrait-il pas établir dans le texte du contrat d'apprentissage une instruction à observer, faisant connaître, à l'apprenti ses droits qui lui servent à ce titre, parallèlement à l'instruction des contrats de travail des ouvriers (art. 26 de l'arrêt du 16 mars 1928 sur le contrat du travail des ouvriers) ? Si le législateur a prévu la nécessité de mettre les ouvriers adultes au courant de leurs droits, afin d'éviter les malentendus résultant des conditions du travail et des abus de la part des employeurs, cela serait d'autant plus justifié, à l'égard des jeunes ouvriers qui se trouvent dans un état de dépendance particulière de l'employeur. D'autant plus que les apprentis dépendent de diverses autorités, du patron, en premier lieu, puis des corporations, des autorités industrielles, des Chambres de Métiers (lorsqu'il s'agit des apprentis des métiers — art. 70, al. 4°).

En résumé, il résulte de nos considérations, que l'employeur qui occupe un jeune ouvrier ne le fait nullement en vue de lui donner « une instruction pratique dans l'industrie » (art. 117), qu'il ne s'occupe point ou très peu, de son enseignement, qu'il exploite son travail déjà productif dès le début, sans le lui payer ou en le rémunérant d'une façon insuffisante. Par contre, la « fiction » de l'apprentissage dans les établissements est la source d'abus considérables de la part des employeurs.

Tant que le principe de l'enseignement professionnel dans l'entreprise même ne sera pas supprimé par voie légale, les autorités compétentes devraient fixer un texte rationnel obligatoire du contrat d'apprentissage ce qui permettrait, dans une certaine mesure, d'éviter les abus possibles.

(31) *Idem*, 1923, n° 62, par. 464.

CHAPITRE V

Enseignement général et professionnel supplémentaire

1° Les dispositions en vigueur et leur application

Les adolescents sont tenus de suivre les cours de perfectionnement ou les cours pour illettrés. Six heures d'études professionnelles ou de perfectionnement dans les écoles pour apprentis ou stagiaires, rentrent dans la durée du travail obligatoire au cours d'une semaine. Pour faciliter aux inspecteurs du travail le contrôle, « la fréquentation régulière des cours devra être attestée par un certificat de l'établissement scolaire en question » (art. 9 de la loi du 2 juillet 1924).

En réalité, cette disposition reste pour la plupart du temps lettre morte. Elle est appliquée tout à fait exceptionnellement. D'après l'enquête du Comité central de l'organisation de la jeunesse de la Société de l'Université Ouvrière (1) il n'y a que dans 0.65 % de cas que les 6 heures de l'enseignement sont comprises dans la durée du travail obligatoire.

« Les prescriptions sur l'enseignement des ouvriers adolescents (de 15 à 18 ans) sont beaucoup moins bien observées. Dans la plupart des fabriques, les adolescents ne fréquentent aucune école complémentaire » (2).

Le fait que les adolescents ne fréquentent pas les écoles complémentaires d'une manière régulière et suivie fut noté même à Varsovie. Il ressort, d'une enquête entreprise par une sous-inspectrice, que sur 830 adolescents examinés, 42 % environ n'ont pas fréquenté les écoles pendant le premier semestre de 1928 (3).

(1) Dr. E. PRAGIER : *op. cit.*, p. 70.

(2) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. 12.

(3) *Idem*, 1928, p. 14.

2° Les raisons de la non-fréquentation des écoles supplémentaires

D'ailleurs, comment les adolescents pourraient-ils être dispensés du travail pour aller à l'école, si leur nombre dans l'établissement atteint 20, 30 et 40 % de tous les ouvriers (4) ? Qui les remplacera pendant ce temps ?

La loi n'interdit pas d'employer les adolescents dans l'équipe du soir dans les établissements travaillant par équipes. Il arrive que l'adolescent doit travailler dans une équipe différente chaque semaine, ce qui l'oblige d'interrompre l'enseignement, à chaque fois pour une semaine entière. Il s'agirait donc de faire travailler les adolescents toujours dans la même équipe, en employant le soir des garçons âgés de plus de 18 ans. Même dans les usines travaillant à une équipe, la fréquentation à l'école de 3-4 fois par semaine est tout à fait impossible ou dans de meilleurs cas, très irrégulière, lorsque les adolescents font des heures supplémentaire (5).

Du reste, l'ordonnance du 31 décembre 1924 (6) sur l'accomplissement de l'obligation scolaire des adolescents a changé la teneur de l'article 9.

Le § 5 de l'ordonnance stipule que l'employeur est tenu de laisser aux adolescents, six heures de liberté par semaine au cas où les cours sont donnés dans les écoles pendant les heures de travail de l'adolescent.

Mais, jusqu'à ce jour, les cours des écoles de perfectionnement et professionnelles, sauf quelques rares exceptions, ont lieu l'après-midi ou le soir. Les employeurs ne dispensent donc les adolescents du travail que dans les cas exceptionnels (7).

A Varsovie, dans une école diurne commerciale, pour les jeunes filles, sur 246 élèves, 4 seulement étaient embauchées, les autres étaient chômeuses, c'est-à-dire que les employeurs n'ont pas dispensé les jeunes filles du travail pour leur permettre d'aller à l'école (8).

Une question importante est de fixer les heures dans lesquelles l'enseignement a lieu.

Sur 52 écoles supplémentaires, dont 5 diurnes, l'enseignement

(4) Voir *infra*, 3^e partie.

(5) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, p. 70 et 1929, p. 68.

(6) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1925, n° 4, par. 40.

(7) Janina MIEDZINSKA : *La politique de l'Etat relative aux jeunes ouvriers*, *op. cit.*, p. 139.

(8) *Extrait des rapports des Inspecteurs du Travail*, 1934, p. 5.

commence dans une école à 16 heures, dans 4 écoles à 17 heures, dans d'autres à 18 heures et dans une école même à 19 h. 30 (9).

D'après l'enquête du Comité Central de l'Organisation de la Jeunesse de la Société des Universités Ouvrières (10), dans quelques localités seulement, les cours ont lieu entre 6 et 9 heures du soir. Par contre, dans la majorité des écoles, l'enseignement dure jusqu'à 10 heures ou même 10 h. 30 du soir. A Lodz, par exemple, 50 % environ d'adolescents restent à l'école jusqu'à 10 h. 30 du soir.

De même, d'après les rapports de l'Inspection du Travail, les cours complémentaires ont lieu souvent jusqu'après 22 heures du soir (11).

Un tel état de choses contribue considérablement à augmenter la fatigue des jeunes ouvriers et ouvrières, ainsi qu'à diminuer la fréquentation scolaire.

Après huit heures de labeur dans l'établissement, l'adolescent est le plus souvent très fatigué. Il commence son travail à 8 heures, voire dans les usines travaillant par équipes, à 5 heures du matin. Il lui est impossible de supporter l'effort supplémentaire qu'exige l'enseignement (12).

En raison du nombre insuffisant des écoles, le domicile de l'adolescent est souvent très éloigné de l'école (parfois l'adolescent est obligé de s'y rendre par le train). Or, dans ce cas, l'adolescent n'a pas la possibilité de retourner à la maison, afin de se reposer et de prendre son repas entre la fin du travail et le commencement des cours, et il reste sans un repas chaud de 7 heures et même de 5 heures du matin (dans les usines travaillant à deux équipes) jusqu'à 22 heures du soir (13).

En outre, étant donné que le travail finit souvent à 16 heures et que les cours commencent à 18 heures, l'adolescent étant obligé, en raison de la grande distance du domicile, d'attendre pendant 2 heures, souvent sous la pluie et l'intempérie, préfère rentrer le plus tôt possible à la maison (14).

Il convient de souligner que dans nombre de cas, les employeurs, en dispensant les adolescents du travail pour leur permettre de suivre les cours, ne leur paient pas ce temps. Quelques patrons ont été punis en vertu de l'article 59 de la loi relative aux contraventions

(9) *Ibid.*

(10) Dr. E. PRAGIER : *op. cit.*, p. 69.

(11) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 21.

(12) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, pp. 89-90.

(13) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1931, p. 22.

(14) *Idem*, 1927, p. 110.

(« retenues sur le salaire, faite de mauvaise foi ») et obligés de rembourser aux adolescents les heures qui leur étaient illégalement impayées.

Dans son rapport, l'inspecteur de la VII^e région fait remarquer que de telles infractions ne peuvent être révélées que par un contact fréquent aussi bien avec la direction de l'école qu'avec les élèves. Car ceux-ci, sans se rendre compte de leurs droits à la rémunération pour les heures passées à l'école, n'ont pas porté eux-mêmes une seule plainte (15).

Ajoutons que du fait de ses programmes peu adéquats, mal adoptés au genre de travail et aux intérêts de l'adolescent, du manque d'instituteurs spéciaux, de locaux appropriés, d'ateliers scolaires, etc., l'école ne possède qu'une force attractive jusqu'à présent relativement faible, ce qui est défavorable à la fréquentation scolaire (16).

Du reste, la question de l'enseignement supplémentaire ne se présente pas encore en Pologne de telle sorte que le nombre de places dans les écoles corresponde, au moins dans une certaine mesure, aux besoins, en cas d'application effective de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1924 (17).

L'inspecteur de la V^e région pour l'année 1926 écrit (18) : « En ce qui concerne l'organisation des écoles pour les adolescents, aussi bien les employeurs que la grande majorité des municipalités n'ont montré aucune initiative. Les autorités scolaires, elles non plus, n'ont pas attaché trop d'attention à cette question. »

Il est difficile d'évaluer, dans quelle mesure l'état présent de l'instruction professionnelle satisfait les besoins de la jeunesse laborieuse, car nous n'avons pas, comme nous avons mentionné ci-dessus, de statistiques précises sur l'état d'emploi de la main-d'œuvre des jeunes. On peut pourtant constater avec certitude que dans plusieurs branches de l'industrie, il n'y a dans les écoles complémentaires qu'un nombre de places ne dépassant pas un cinquième ou un quatrième du total des jeunes ouvriers. Et dans plusieurs centres du pays, ce nombre est encore moindre (19).

D'après les statistiques du département de l'enseignement professionnel du Ministère des Cultes et de l'Instruction publique (20), il

(15) *Idem*, 1934 (extrait), p. 5.

(16) *Idem*, 1928, p. 89 et 1931, p. 89.

(17) *Idem*, 1926, p. 18.

(18) *Idem*, p. 141.

(19) Dr. E. PRAGIER : *op. cit.*, p. 68.

(20) H. KRAHELSKA : *op. cit.*, pp. 68-69.

existait, en 1925, 478 écoles supplémentaires du soir sur tout le territoire de la Pologne, et cependant le nombre des adolescents à l'âge de 14-18 ans était de 3.544.332.

Or, 86,7 % de ces adolescents ne fréquentent aucune école ! Parmi ceux qui fréquentaient à l'âge scolaire les différentes écoles, 15,8 % seulement suivaient les écoles professionnelles et supplémentaires (74.828 adolescents). C'est le pourcentage des adolescents qui ont pu entrer à l'école le plus souvent grâce à leur grand désir et leur énorme aspiration pour les études et qui sont occupés surtout dans les usines travaillant par une équipe.

D'après les statistiques de 1929-1930 (21), il y avait 900 écoles professionnelles supplémentaires fréquentées par 111.000 adolescents environ, soit 7,5 % du total des adolescents obligés légalement de suivre les écoles supplémentaires. Le nombre total de ces adolescents peut être évalué à plus de 1,5 million, si on admet que du nombre de 2 millions d'adolescents de 15 à 18 ans, 20 % environ suivent les écoles diurnes.

Il faut aussi souligner que la façon de créer les écoles supplémentaires et leur entretien n'est pas encore réglementée. Jusqu'à présent, il n'y a pas en Pologne de dispositions de loi réglant dûment cette question. En cette matière, ce sont les anciennes prescriptions, souvent surannées et préjudiciables, des états conquérants qui restent en vigueur. Ces dispositions ne contiennent pas une obligation de créer une école supplémentaire, lorsque dans la localité en question existe un nombre déterminé de candidats-élèves.

Ces défauts cadrent avec l'organisation inappropriée des écoles complémentaires déjà existantes. Celles-ci sont installées souvent dans les bâtiments des écoles primaires ; l'enseignement a donc lieu, comme nous l'avons dit, le soir, et ceci, quelques fois par semaine, car à l'heure actuelle, dans toutes les écoles professionnelles supplémentaires, sauf dans les régions de Poznan et de Poméranie, l'enseignement est de 12 heures par semaine (22).

Aussi, sur la proposition du parti socialiste, la Diète a-t-elle voté le 20 mars 1929 une résolution, par laquelle elle « invite le ministère de l'instruction publique à placer les heures des cours des écoles professionnelles fréquentées par les jeunes ouvriers et ouvrières, avant midi, de telle sorte que les heures d'enseignement soient comprises dans les heures de travail, conformément aux dispositions de la loi sur la protection du travail des femmes et des adoles-

(21) *Conférence des Inspectrices du Travail* du 14 et 15 novembre 1932, compte rendu, publication du Ministère de l'Assistance Sociale, Varsovie, 1932, p. 72.

(22) Dr. E. PRAGIER : *op. cit.*, pp. 68-69.

cents » (23). Le même vœu a été voté à la conférence des inspectrices du travail du 14-15 novembre 1932 (24).

L'assainissement profond de la question concernant l'obligation de l'enseignement supplémentaire ne peut être établi que lorsque les cours des écoles de perfectionnement seront directement liées au travail de l'adolescent et le temps de l'enseignement compris dans la durée du travail.

Car si la fréquentation des cours de perfectionnement ne résulte pas de la bonne volonté du travailleur, du degré de son intérêt pour les études, ne dépende pas de ses forces physiques et des possibilités réelles, mais constitue, par contre, une obligation forcée, cette obligation ne doit pas charger excessivement l'adolescent, lui demander un effort plus grand qu'à un travailleur adulte (25).

C'est dans cet esprit que le Ministère de l'Assistance sociale a préparé un projet d'amendement de l'arrêté du 31 décembre 1924 sur l'accomplissement de l'obligation scolaire. Ce projet impose à l'employeur, conformément à l'article 9 de la loi du 2 juillet 1924, l'obligation d'accorder aux adolescents six heures libres par semaine pour leur faciliter l'enseignement, sans égard si cet enseignement a lieu pendant les heures du travail ou en dehors d'elles (26).

Par contre, l'Inspection du Travail a cherché à exercer dans la mesure du possible, son influence sur la création des écoles diurnes, sous tous les rapports moins fatigants et qui conviendraient mieux aux adolescents.

Malheureusement, à défaut, en premier lieu, des locaux, la question de l'organisation des écoles diurnes se développe très lentement.

3° Les peines

En envisageant la question de l'enseignement supplémentaire, on ne peut pas passer sous silence la question liée à celle-là, des peines infligées aux adolescents pour avoir manqué aux cours.

Bien que la loi sur le travail des adolescents et des femmes ne prévoit de sanctions que pour les employeurs (art. 17 modifié par la loi du 7 novembre 1931) en vertu de la loi industrielle et en raison des anciennes traditions, des peines et amendes appliquées très largement, étaient infligées par les autorités administratives aux adolescents, tant aux ouvriers qu'aux apprentis, pour avoir négligé l'obligation de fréquenter l'école. Dans le cas d'impossibilité de

(23) *L'Ouvrier*, organe central du Parti Socialiste Polonais du 24.3.1929.

(24) *Conférence des Inspectrices du Travail*, op. cit., p. 75.

(25) J. MIEDZINSKA : op. cit., p. 139.

(26) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1932, p. 19.

recouvrer les amendes, les autorités administratives appliquaient la peine d'emprisonnement.

Or, le Ministère de l'Assistance sociale s'est entendu avec le Ministère de l'Intérieur et ce dernier a expliqué, dans une circulaire aux voïvodes du 21 juin 1931, l'impropriété de l'application d'un tel système de peines.

La circulaire souligne le préjudice moral porté aux adolescents et indique que l'arrêté sur la loi industrielle ne prévoit à l'égard des apprentis que deux genres de peines : 1° avertissement et 2° amende (art. 127).

D'où résulte nettement l'intention du législateur qui exclut, en principe, l'application de la peine d'emprisonnement à l'égard des jeunes apprentis.

Enfin, la circulaire fait remarquer que le décret sur la loi industrielle ne parle que des apprentis avec lesquels l'employeur a conclu un contrat (art. 116) ; donc, des peines quelconques infligées par les autorités administratives à d'autres travailleurs sont inadmissibles.

Cependant, comme il résulte des statistiques de l'Inspection du Travail pour les années 1932 et 1933, on a continué à infliger des peines aux adolescents dans différentes régions.

Dans le rapport de l'Inspecteur du Travail de la XI^e région (Poméranie), on trouve le tableau suivant :

TABLEAU 9
Peines infligées en 1932 pour non-fréquentation
aux écoles supplémentaires

Autorités administra- tives de	Nombre des peines infligées aux			Nombre des cas où les amendes étaient payées	Nombre des cas de l'application de la peine d'emprisonnem.
	emplo- yeurs	élèves	Total		
Torun	4	860	864	300	163
Grudziadz . . .	9	429	438	187	32
Total	13	1289	1302	487	195

On voit que les peines étaient infligées presque exclusivement aux élèves : sur 1.302 peines, 13 seulement concernaient les employeurs. Les amendes s'élevant jusqu'à concurrence de 14 zlotys, il n'est pas étonnant que sur 487 cas du règlement des amendes, on compte

195 cas où les élèves ont fait la peine d'emprisonnement (de 1 à 3 jours).

Ajoutons que le nombre des écoles professionnelles supplémentaires est, dans la Poméranie, presque suffisante pour les besoins de tous les adolescents et qu'il y existait déjà depuis longtemps l'obligation de fréquenter ces écoles. Les contraventions en cette matière sont donc principalement la conséquence du prolongement de la durée légale du travail des adolescents (27).

De même, l'inspecteur du travail de la 1^{re} région rapporte le tableau suivant (28) :

TABLEAU 10

Année scolaire	Élèves inscrits aux écoles	Peines infligées	Pourcentage
1930-31	8.758	9.161	104.6 %
1931-32	8.653	5.880	67.9 %
1932-33	8.300	4.200	50.6 %

Les amendes sont, dans cette région, infligées, en principe, aux employeurs, mais la plupart d'entre eux les font payer sur le compte des adolescents, soit par déductions directes, soit en remettant aux adolescents les avertissements à payer les amendes. Celles-ci varient entre 5 et 19 zlotys.

En outre, dans la pratique, on applique les peines non seulement pour avoir négligé l'obligation de fréquenter l'école, mais aussi pour les infractions à l'école même, comme par exemple, l'attitude inconvenable de l'écopier à l'égard de l'instituteur ou de son camarade.

Il a fallu donc soumettre à une révision, le principe foncièrement erroné de l'application des peines administratives (même seulement pécuniaires) à l'égard des adolescents, comme une méthode extrêmement inappropriée et antipédagogique.

C'est bien dans cet esprit que le ministère a élaboré le projet de la loi qui supprime toutes sortes de peines administratives à l'égard des adolescents, pour avoir négligé l'obligation de fréquenter l'école (29).

La question des peines a été enfin réglée en 1934, car en vertu d'un amendement du 10 mars de l'article 127 de la loi industrielle, ces peines ont été supprimées (30).

(27) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1927, p. xi.

(28) *Idem*, 1933, p. 19.

(29) *Idem*, 1932, p. xix.

(30) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1934, n° 40, par. 350.

CHAPITRE VI

Limitation du nombre des apprentis et celui des adolescents occupés dans l'industrie et l'artisanat

Nous avons vu (1) que l'industrie et surtout l'artisanat emploient un nombre considérable d'apprentis ; que l'entreprise n'a pas la possibilité de donner aux apprentis un enseignement approfondi ; qu'il ne s'agit pas ici d'apprentissage dans le sens propre du terme, mais que c'est un calcul commercial de l'établissement, c'est la recherche d'une main-d'œuvre à meilleur marché qui décident du nombre des apprentis y employés.

Aussi, en 1929, l'Inspection du Travail a abordé, de concert avec le Ministère du Commerce et de l'Industrie, l'élaboration des dispositions réglementant le nombre des apprentis, en vertu des articles 125, 148 et autres de la loi industrielle (2).

En 1930, le Ministère du Commerce et de l'Industrie a recommandé aux voïvodes de régler par voie d'arrêts la question du nombre des apprentis dans les imprimeries (3). Les arrêts ont été promulgués dans les voïvodies de Poznan, Stanislawow, Tarnopol, Lwow, Bialystok (4), Varsovie, Kielce, Lodz, Lublin (5).

Les arrêts introduisent les normes suivantes pour tout le territoire de la Pologne (sauf Haute-Silésie) : pour le maître ayant droit d'avoir des apprentis et de diriger leur instruction pratique : 1 apprenti, pour un compagnon : 1 apprenti ; par deux compagnons suivants : 1 apprenti (sauf dans la menuiserie et la serrurerie où, pour les deux premiers compagnons, on ne peut employer qu'un apprenti). Un

(1) Voir *supra*, pp. 94 et suivantes.

(2) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. xvi.

(3) *Idem*, 1930, p. 19.

(4) *Idem*, 1931, p. 19.

(5) *Idem*, 1932, p. xvii.

atelier d'artisan peut occuper au maximum 5 apprentis (dans la menuiserie et serrurerie, 6).

Il est à remarquer que certains arrêts ont, non seulement, réglé le nombre des apprentis, mais interdit de les engager dans les établissements privés des conditions appropriées à l'apprentissage, notamment dans les établissements qui n'ont pas d'installations nécessaires et n'emploient aucun ouvrier qualifié.

Dans certaines régions, on a commencé à appliquer les dispositions des arrêts. La région X montre déjà des résultats de leur réalisation : le pourcentage des apprentis est tombé de 40 % en 1931 à 30,6 % en 1932.

Néanmoins, la lutte contre l'excès du nombre des apprentis est très difficile dans l'artisanat. L'Inspection du Travail ne peut consacrer que très peu de temps aux visites des établissements artisanaux. L'artisanat, de son côté, se défend de différentes façons : il embauche des compagnons spécialement pour la période de l'enregistrement des contrats d'apprentissage ; il engage de nouveaux apprentis quelques mois avant la fin de l'apprentissage de ceux qui sont encore occupés dans l'atelier, etc. De plus, à défaut de contrats écrits d'apprentissage, il est facile d'éluder la norme des apprentis stipulés dans les dispositions, en les considérant comme jeunes ouvriers (6).

Aussi, la loi du 7 novembre 1931 (7), concernant la limitation du pourcentage des adolescents employés, complète bien les dispositions limitant le nombre des apprentis.

La loi stipule que les adolescents ne pourront être employés en nombre supérieur au pourcentage fixé par rapport au nombre total des travailleurs adultes employés dans l'entreprise. Ce pourcentage sera fixé pour les différentes branches de l'industrie par des arrêtés ministériels (art. 5 a).

Au cas où des adolescents seraient employés en surnombre, l'inspecteur du travail pourra prescrire par un ordre donné en vertu de l'article 23 du décret du Président de la République du 14 juillet 1927 sur l'Inspection du Travail (8), la réduction du nombre des adolescents occupés jusqu'au pourcentage fixé (art. 5 b).

En élaborant ces arrêtés, le Ministère de l'Assistance sociale estimait nécessaire de tenir compte en premier lieu des industries nuisibles à la santé des adolescents, ainsi que de celles dans laquelle la participation des adolescents est considérable.

(6) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1932, pp. 16-17.

(7) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1931, n° 101, par. 773.

(8) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1927, n° 67, par. 590.

On a, par conséquent, pris en considération les industries métallurgiques, du livre et les verreries. Il a été promulgué jusqu'à présent des arrêtés concernant l'industrie du livre (l'arrêt du 9 nov. 1932) (9) et les verreries (l'arrêt du 15 nov. 1933) (10).

Dans le premier arrêt, on a accepté le principe de tenir compte des différences entre les diverses sections de l'industrie du livre. La loi ne prévoit pas l'interdiction complète de certains travaux. Elle a limité au maximum, le nombre des adolescents employés dans les sections où l'ouvrier est en contact direct avec le plomb ou à des travaux trop pénibles pour les adolescents. Elle admet, par contre, un pourcentage plus élevé d'adolescents là où ils n'ont pas à manipuler le plomb et où ils peuvent être employés à des travaux accessoires plus faciles. L'arrêt admet donc 2 % d'adolescents pour la salle des compositeurs, pour celle de dessin, pour celle de réimpression ; 70 % pour la salle des machines à lithographe (c'est-à-dire pour une machine : un adolescent-receveur).

L'arrêt du 15 février 1933 admet 2 % des adolescents dans les usines de céramique, 12 % dans les verreries de bouteilles (dans les verreries occupant plus de 300 ouvriers, 10 %).

Le premier de ces arrêtés est entré en vigueur le 1^{er} mars, le deuxième le 1^{er} juin 1933.

Il est clair que le phénomène depuis longtemps observé de l'accroissement anormal du travail des adolescents dans certaines branches de l'industrie a été mis en évidence avec beaucoup plus de relief, au moment où l'Etat s'est trouvé devant le problème du chômage en masse et constamment croissant, où des milliers de travailleurs adultes, chargés de famille, sont restés sans moyen d'existence.

L'idée de la limitation du travail des adolescents était déjà autrefois liée à la tendance de la politique sociale de l'Etat ; du point de vue de l'organisation technique de la production, cette limitation semblait toujours possible à réaliser. Cependant, ce n'est que la nécessité absolue d'employer un plus grand nombre d'adultes soutiens de famille qui a décidé de la victoire de cette idée (11).

(9) *Idem*, 1932, n° 113, par. 935.

(10) *Idem*, 1933, n° 13, par. 87.

(11) J. MIEDZINSKA : *op. cit.*, pp. 126-7.

TROISIÈME PARTIE

**La réglementation du travail
des femmes et des adolescents eut-elle des effets
sur l'emploi de ces deux catégories d'ouvriers ?**

La réglementation du travail des femmes et des adolescents eut-elle des effets sur l'emploi de ces deux catégories d'ouvriers ?

Dans quelle mesure l'introduction des dispositions spéciales, ayant pour but la protection du travail des femmes et des adolescents, a-t-elle contribué aux variations de l'état de l'emploi de ces deux catégories d'ouvriers ? Ce sont les statistiques de l'Inspection du Travail qui peuvent nous fournir des indications à cet égard.

Il convient de remarquer que toutes les statistiques relatives aux femmes et aux adolescents ne peuvent être envisagées que comme des matériaux d'orientation, vu que l'Inspection du Travail n'a pas établi de méthode uniforme de recherches et que les données fournies par l'industrie ne sont pas toujours vérifiées. Le fait que dans nombre de cas, certaines fabriques ont fourni des statistiques différentes à trois institutions (Inspection du Travail, caisse-maladie et fond de chômage) relativement au nombre de femmes employées à la même date, démontre à quel point les statistiques recueillies par l'Inspection du Travail sont parfois inexactes.

CHAPITRE PREMIER

La participation des femmes et des adolescents dans l'industrie jusqu'à 1929

En analysant les statistiques, on peut distinguer deux périodes, séparées par l'année 1929 et qui diffèrent nettement en ce qui concerne l'emploi des femmes et des adolescents.

D'après les statistiques de la première période, on peut constater que le pourcentage des ouvrières par rapport au total de la main-d'œuvre employée diminue d'une façon presque constante (tableau 11).

TABLEAU 11

Diminution du pourcentage des femmes occupées dans l'industrie (1)

Année	Toute la Pologne	Région				
		I	II	VI	VII	X
1922	26,61					
1923	25,06	26,7	21,5	28,2	27,8	18,5
1924	22,78	23,9	19,8	28,1	27,1	19,9
1925	22,08	23,6	20,7	22,2	25,9	19,2
1926	21,48	24,3	19,4	19,9	26,3	17,5
1927	22,18	24,4	17,4	21,4	24,7	12,7
1928	21,39	25,9	17,1	15,6	15,1	12,9
1929	18,33	24,5	17,3	15,1	14,7	14,6

(1) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1922-1929.

Cette diminution doit être attribuée, dans une certaine mesure, aux nouvelles obligations imposées aux employeurs par la loi sur le travail des femmes et des adolescents (en ce qui concerne le travail de nuit, l'installation des crèches, etc.).

On voit que la diminution se manifeste déjà avant 1924, c'est-à-dire avant la promulgation de la loi du 2 juillet 1924.

Quant aux adolescents employés dans les établissements enregistrés à l'Inspection du Travail, leur pourcentage par rapport au total des ouvriers a augmenté au cours de la même période (tableau 12). Il en résulte que les employeurs ont remplacé les femmes congédiées par les adolescents, considérés comme une main-d'œuvre à bas prix.

TABLEAU 12

**Accroissement du pourcentage des adolescents
occupés dans l'industrie (2)**

Année	Toute la Pologne	Région						
		I	III	IV	V	X	XI	XII
1922	5,48							
1923	5,86	7,0	5,0	5,5	7,0	5,1	5,4	2,1
1924	6,46	7,8	5,1	6,7	6,2	5,7	8,0	1,7
1925	7,16	8,0	4,7	6,7	7,5	9,1	8,4	2,7
1926	6,99	7,4	5,2	7,0	6,6	9,5	9,7	1,8
1927	6,95	7,6	5,7	7,1	9,0	9,8	9,6	3,6
1928	7,61	8,2	6,0	9,9	9,1	13,0	11,5	3,7
1929 (3)	6,98	7,5	5,4	6,8	10,4	12,5	12,5	3,3

(2) *Idem.*

(3) La diminution du pourcentage des adolescents, en 1929, malgré l'accroissement du nombre absolu des jeunes travailleurs (v. tabl. 13) résulte de ce qu'on a fait figurer les statistiques inscrites dans les registres de l'Inspection du Travail de la Haute-Silésie où l'on n'emploie qu'un pourcentage infime d'adolescents (dans les mines et la métallurgie).

Le nombre absolu de jeunes ouvriers occupés dans l'industrie s'est accru au cours des années 1926-1929 de plus de 26.000 (tableau 13).

TABLEAU 13
Nombre des adolescents occupés dans l'industrie
en 1922-1929 (4)

Année	Total	Garçons	Filles
1922 (5)	26.914	17.875	9.039
1923	37.790	24.911	12.879
1924	38.433	25.709	12.724
1925	38.464	27.078	11.386
1926	51.147	35.438	15.709
1927	57.140	38.845	18.295
1928	68.719	48.513	20.206
1929	77.539	56.583	20.956
Accroissement par rapport à l'année 1926	26.392	21.145	5.247

Mais le pourcentage des adolescents calculé pour le total de l'industrie ne montre pas le pourcentage réel des adolescents par rapport au total des ouvriers. Car les indications des statistiques ne sont pas complètes. En effet, on y fait figurer des branches de l'industrie qui, dans leur nombreux personnel, n'emploient qu'un pourcentage infime d'adolescents. Ainsi, par exemple, dans les mines, dans les services d'utilité publique, dans l'industrie des transports, dans les manufactures de tabac, d'alcool, qui emploient un cinquième du total des ouvriers occupés dans l'industrie, le pourcentage des adolescents est (6) :

Mines	1,1 %
Transports	0,4 %
Utilité publique	1,5 %
Manufactures de tabac	
Manufactures d'alcool	

(4) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1922-1929.

(5) Les données de 1922-1925 n'englobent pas certaines régions (voïvodies de Lwow, de Tarnopol, de Stanislawow), étant donné que les statistiques relatives au nombre des femmes et des adolescents n'ont été introduites dans les rapports des Inspecteurs du Travail de ces régions, qu'au cours de 1926.

(6) J. MIEDZINSKA : *op. cit.*, p. 124.

Par contre, les autres branches de l'industrie en emploient un pourcentage très élevé.

On peut plus nettement observer ce phénomène dans les petits établissements employant des dizaines et non pas des centaines d'ouvriers (tableau 14).

TABLEAU 14
Pourcentage des adolescents
occupés dans certaines branches de l'industrie (7)

Industrie	Tous les établissements			Etablissements occupant jusqu'à 50 ouvriers		
	1929	1930	1933	1929	1930	1933
Mécanique et électro-technique	15,4	15,1	8,3	26,1	25,6	10,1
Du vêtement	14,5	11,6	8,3	17,1	15,3	11,9
Du livre	14,4	14,2	8,2	15,9	15,8	10,2
Du papier	9,7	7,1	3,5	15,2	13,4	7,8
Minéraux	9,2	7,7	3,1	5,4	—	2,3
Métallurgie et travail de métaux	8,1	6,8	3,4	24,7	23,0	13,3
Du bois	7,7	7,5	4,1	11,2	10,5	8,2
Chimique	6,3	4,6	1,4	8,3	8,9	3,6

(7) D'après les rapports des *Inspecteurs du Travail*, 1929, 1930 et 1933.

D'après les rapports de l'inspecteur du travail de la I^{re} région (8), le pourcentage des adolescents occupés dans les petits établissements est deux fois plus élevé que dans les grands (tableaux 15 et 16).

TABLEAU 15

Etablissements occupant	Total	Adolesc.	%
Moins de 50 ouvriers.....	22.012	2.788	12,6
Plus de 49 ouvriers	58.263	3.787	6,5

(8) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1928, pp. 18-19 ; 1929, p. 5.

TABLEAU 16

Etablissements occupant	Total	Mécanique	Du papier	Métallurgie et travaux des métaux	Du livre	Textile	Du vêtement	Du bois	Chimique	De l'alimentation
Moins de 50 ouvriers...	11,7 %	20,1 %	18,2 %	17,1 %	14,8 %	11,6 %	11,5 %	10,6 %	8,4 %	4,4 %
Plus de 49 ouvriers...	5,6 %	7,5 %	12,5 %	7,9 %	8,8 %	8,2 %	11,8 %	4,8 %	5,3 %	1,1 %

Lorsqu'on envisage le pourcentage des adolescents occupés dans les différentes branches de l'industrie par rapport au total des jeunes ouvriers, on peut constater que c'est dans l'industrie des métaux que ce pourcentage est le plus élevé et atteint notamment 32,4 % (9). Cet emploi en masse des adolescents dans l'industrie des métaux en Pologne est encore plus frappant à Varsovie, centre important de cette industrie (48,1 %) (10).

En réalité, le pourcentage des adolescents dans les différents établissements de l'industrie est encore beaucoup plus élevé et atteint 50 % et plus du personnel.

Dans les grandes usines des métaux, le pourcentage des adolescents est souvent de 50 et même de 70 % des ouvriers. Et, dans l'industrie moyenne, ce pourcentage s'élève parfois jusqu'à 82 % (11).

Dans les grandes imprimeries, à Varsovie, le pourcentage des adolescents est souvent de 21,5 %, 22 % et même de 31,4 %. D'après l'enquête faite dans 102 imprimeries juives de Varsovie par le Syndicat professionnel juif des ouvriers imprimeurs (12), et dont les données ont une grande valeur, parce que cette enquête a été conduite, en faisant interroger chaque ouvrier personnellement par un employé du Syndicat, le pourcentage des adolescents était de 46 %.

Dans les petits établissements de l'industrie textile, en particulier dans la branche de la bonneterie, le pourcentage des jeunes ouvrières s'élève souvent à 75 % du total des ouvrières occupées dans ces établissements.

Les industries mentionnées (du Livre, des Métaux et des Vêtements) sont celles qui emploient le plus grand nombre d'adolescents. Cependant, le travail dans l'industrie du Livre est extrêmement nuisible à la santé ; c'est dans l'industrie des Métaux que l'exploitation du travail des adolescents est la plus frappante ; enfin, l'industrie des Vêtements, étant dispersée, le plus souvent, dans de petits ateliers d'artisanat, il est plus difficile de la soumettre au contrôle (13), et ces établissements ne sont inscrits sur les registres de l'Inspection du Travail qu'exceptionnellement.

Dans les petits ateliers de l'artisanat, on ne rencontre, souvent, que des adolescents. Les chiffres suivants montrent combien d'ado-

(9) *Annuaire Statistique de la République Polonaise*, Varsovie, 1930, p. 91.

(10) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, pp. 14-15.

(11) H. KRAHELSKA : *op. cit.*, pp. 16 et suivantes.

(12) *L'Ouvrier* du 13.11.1927.

(13) Voir p. 10.

lescents et d'enfants restent en dehors de la protection du travail. En 1926, il ne figurait dans les registres de l'Inspection que 1940 établissements à Varsovie, tandis que la municipalité de cette ville enregistrait 22.000, dont environ 20.000 petits ateliers occupant un nombre considérable d'enfants et d'adolescents.

Nous ne pouvons pas non plus nous servir, pour l'artisanat, des données de l'Office Central de statistiques, car celui-ci ne publie l'état de l'emploi des ouvriers que dans les établissements occupant au moins 20 ouvriers.

CHAPITRE II

Les raisons de l'extension du travail des adolescents

1° Les salaires des adolescents

Pour comprendre les raisons de l'extension du travail des adolescents, dont nous parlons dans le chapitre précédent, il est nécessaire d'examiner le rôle que les adolescents jouent dans le travail industriel et d'analyser les taux de leurs salaires.

En ce qui concerne la première question, le caractère du travail des adolescents dans l'industrie, nous en avons parlé ci-dessus (1). Ici, nous nous arrêterons un peu à la question de leurs salaires.

Quels sont les gains effectifs des adolescents ?

D'après la « Statistique du Travail » (2), le taux des salaires des adolescents dans quelques branches importantes de l'industrie se présente au 31 décembre 1929 comme suit :

(1) Voir le Chapitre *Apprentissage*, pp. 94-107.

(2) *Statistique du Travail*, Revue trimestrielle, Varsovie, 1930, fasc. 2, pp. 155 et suivantes.

Taux des salaires des adolescents

Industrie. — Localité	Salaires des			Salaires des adolescents par rapport aux salaires des ouvriers	
	Adolescents	Ouvriers non qualifiés	Ouvriers qualifiés	non qualifiés	qualifiés
Industrie des métaux. — Haute-Silésie	1.12 (3)	5.70	8.20	19,6 %	13,6 %
Mines de minerais de zinc et de plomb. — Bassin de Haute-Silésie, à la surface	1.28-1.52	6.48	9.68	21,6 %	14,4 %
Industrie du Livre. — Varsovie	2.29	9.52	20.00	24,0 %	11,5 %
Mines de houille. — Bassin de Haute-Silésie, à la surface	1.84	5.84-7.12	10.08	28,4 %	18,3 %
Usines sidérurgiques. — Haute-Silésie	2.05	6.70	8.15	30,6 %	25,1 %
Mines de houille. — Bassin de Haute-Silésie, au fond	2.32	4.58-7.50	11.89	38,4 %	19,5 %
Industrie des métaux. — Varsovie	2.16 (3)	5.52	8.40	39,1 %	25,7 %
Mines de houille. — Bassin de Dabrowa, à la surface.	2.28	4.94-5.70	7.60	44,6 %	30,0 %
Industrie du bâtiment. — Varsovie	4.24	7.84	12.72-17.84	54,0 %	27,7 %
Raffineries de pétrole. — Boryslaw	2.99	5.40	9.87	55,4 %	30,3 %
Industrie du textile. — Lodz (4)	2.40	3.80	7.53 (5)	63,1 %	31,8 %

(3) Apprentis, 1^{re} année.(4) En 1927, cité par H. KRAHELSKA : *Le travail des enfants et des adolescents en Pologne*, Varsovie, 1928, p. 28.(5) *Les salaires des tisserands sur métiers de grosse draperie.*

Mais ces données ne sont pas complètes, on ne peut donc en tirer des moyennes précises. Il n'existe pas encore en Pologne, une statistique des salaires des adolescents à proprement parler, qui aurait englobé toutes les branches de l'industrie occupant des adolescents. Le tableau 17 ne montre pas, par exemple, de statistiques sur les salaires des adolescents dans les industries : minérale, chimique, du papier, du bois, des cuirs et peaux, de l'alimentation et des vêtements. Néanmoins, les salaires dans les branches de l'industrie qui figurent dans les statistiques, permettent de juger du niveau des salaires des adolescents en Pologne. Ces salaires varient d'un cinquième aux deux tiers des salaires des ouvriers non qualifiés et d'un huitième à un tiers des salaires des ouvriers qualifiés. Sauf dans l'industrie du bâtiment, dont le caractère saisonnier explique le niveau relativement supérieur des salaires, les gains des adolescents dans aucune autre branche de l'industrie énumérée dans notre tableau 17, ne dépassent trois zlotys par jour et il arrive que les soi-disant « apprentis » obtiennent pour un travail d'une journée entière une rémunération dépassant à peine un zloty (dans l'industrie des métaux en Haute-Silésie).

2° L'organisation syndicale des adolescents

Il est évident que cette rémunération dérisoire du travail des adolescents ne peut se maintenir que parce que les adolescents ne sont pas organisés dans les syndicats professionnels, et en raison de la négligence de leurs intérêts économiques.

Or, l'état de l'organisation des adolescents dans les syndicats professionnels est très faible. Il résulte du tableau 18, que dans les industries occupant le plus d'adolescents, le pourcentage des adolescents syndiqués est 2 à 3 fois moindre qu'il ne devrait être, si l'affluence des adolescents aux syndicats correspondait à celle des ouvriers adultes.

TABLEAU 18 (6)

Industrie	Ouvriers occupés dans l'industrie en 1925			Ouvriers syndiqués en 1925		
	Total	Adolesc ^{ts}	%	Total	Adolesc ^{ts}	%
Du vêtement	13.577	2.945	21,7	13.370	1.982	14,8
Minérale, chimique et du papier	69.302	4.973	7,2	25.402	2.220	8,7
Du livre	10.749	1.770	16,5	6.111	479	7,8
Métallurgique	79.386	13.003	16,4	54.417	3.535	6,5
Du bâtiment	18.096	1.548	8,6	15.881	869	5,5
Des cuirs et des peaux	6.008	420	7,0	14.712	786	5,3
Du bois	46.662	4.906	10,5	6.038	291	4,8
Du textile	105.342	5.149	4,9	186.577	7.814	4,2
De l'alimentation	89.079	4.027	4,5	13.413	232	1,7
Diverses branches de l'industrie	5.365	174	3,2	52.705	3.038	5,8
Total	443.566	38.915	8,8	388.626	21.246	5,4
Mines						
Toutes les branches de l'industrie						
				51.560	2.433	4,7
				440.186	23.679	5,3

 (6) *Statistique du Travail*, 1926, fasc. 6, p. 92 ; *Annuaire des Syndicats Professionnels des Travailleurs*, 1925, tabl. 19.

Sans doute, si les syndicats professionnels des ouvriers accordaient plus d'attention aux jeunes ouvriers et prévoyaient les normes des salaires des adolescents, au moins dans les cas où ils réussissent à conclure un contrat collectif et à le conserver, le travail des adolescents ne se serait pas tellement accru. A l'heure actuelle, la situation dans l'industrie est telle, que soit qu'il n'existe nullement de contrats collectifs, soit que ceux-ci ne comprennent pas tous les établissements de la branche déterminée de l'industrie, et parfois ne règlent point les salaires des adolescents (7).

3° Livret des comptes

Notons aussi qu'il n'existait pas en Pologne jusqu'à la promulgation de la loi du 7 novembre 1931 (8), une protection légale du salaire des apprentis ou des adolescents. N'étaient, en cette matière en vigueur, que les dispositions générales du décret du Président de la République du 16 mars 1928 (9), concernant le contrat du travail des ouvriers. Entre autres, c'est la disposition relative au livret de comptes qui a une importance pour les adolescents. Conformément à cette disposition « dans toutes les entreprises occupant plus de « quatre ouvriers, l'employeur devra remettre gratuitement à tout « ouvrier un livre de comptes au plus tard le septième jour après « son admission au travail » (art. 25).

Ce livret a, on le sait, pour but de faciliter à l'ouvrier la connaissance des conditions du contrat de travail et de lui permettre de contrôler si les paies ont été effectuées par l'employeur d'une façon exacte.

D'après l'enquête de l'Université Ouvrière, 37 % seulement des enquêtés ont des livrets de comptes. Même dans les grands centres industriels, un pourcentage élevé des enquêtés n'en ont pas (10).

Or, le jeune ouvrier est vraiment sans défense et comme main-d'œuvre meilleure marché, se fait embaucher sans aucune entrave, à tout salaire et, en abaissant le prix de revient, se fait un concurrent involontaire aux adultes. D'où cette situation anormale, que même les grandes entreprises s'habituent à appuyer leurs calculs sur des paiements dérisoires de la main-d'œuvre des adolescents.

(7) H. KRAHELKA : *op. cit.*, pp. 27 et suivantes.

(8) Voir le Chapitre *Apprentissage*, p. 94.

(9) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1928, n° 35, par. 324.

(10) D^r E. PRAGIER, *op. cit.*, p. 47.

Les changements dans la répartition de la main-d'œuvre causés par la crise économique actuelle confirment entièrement le bien-fondé de la constatation ci-dessus, ce que nous allons essayer de démontrer dans le chapitre suivant, en analysant les statistiques de l'Inspection du Travail.

CHAPITRE III

La répartition de la main-d'œuvre pendant les dernières années de la crise

1° Diminution de l'emploi des adolescents

Nous avons vu que pendant la période 1922-1929, le pourcentage des jeunes ouvriers s'est accru, tandis que celui des ouvrières a diminué. Or, pendant les dernières années de la crise, la situation a changé.

A partir de 1929, les statistiques montrent une diminution considérable du nombre des jeunes ouvriers (tableau 19).

TABLEAU 19 (1)

Année	Total	Hommes	Femmes	Adolescents		
				Total	Garçons	Filles
1929	1.110.248	829.211	203.498	77.539	56.583	20.956
1933	816.944	624.188	169.197	23.559	10.071	4.448
Change- ments...	— 293.304 — 26,4 %	— 205.023 — 24,7 %	— 34.301 — 16,8 %	— 53.980 — 69,6 %	— 37.512 — 66,3 %	— 16.468 — 78,6 %

(1) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929 et 1933.

On voit que le nombre des adolescents occupés dans l'industrie a diminué de 53.980, soit de 69,6 %. Il faut souligner tout particulièrement que 78,6 % des jeunes filles ont été renvoyées !

La diminution du nombre des jeunes ouvriers, résulte de l'efficacité des dispositions auxquelles est soumis le travail des adolescents et des mesures prises par le Ministère de l'Assistance Sociale et l'Inspection du Travail, les arrêtés limitant le nombre des adolescents dans les ateliers et les usines.

A côté de la législation protectrice et de ces mesures qui tendent à remplacer les adolescents par des adultes soutiens de famille, la crise entraîne, elle aussi, des changements analogues. Il est de toute évidence qu'à mesure que la crise s'aggrave, la pression de la masse des chômeurs, sans cesse croissante, a pour conséquence une diminution de plus en plus sensible des salaires. L'ouvrier adulte, craignant le manque total de travail et la misère pour lui et sa famille, accepte une diminution du salaire jusqu'au niveau des salaires des jeunes ouvriers (tabl. 20).

De plus, la diminution du nombre de ces derniers ressort de la diminution générale de la main-d'œuvre, conséquence de la crise (tabl. 19).

Du reste, les milieux industriels, eux-mêmes, en défendant toujours le principe du libre emploi des adolescents, abandonnent les arguments, dont ils se servaient auparavant. Ils ne cherchent plus à soutenir d'une façon aussi catégorique que dans le passé, qu'il n'y a pas trop d'adolescents dans l'industrie et que ceux-ci ne peuvent pas être remplacés dans les usines en raison du prétendu caractère spécifique de leur travail (6).

(6) J. MIEDZINSKA : *op. cit.*, p. 125.

TABLEAU 20 (2)

Taux des salaires des adolescents, des femmes et des ouvriers non qualifiés

Industrie. — Localité	Salaires des			Salaires des adolesc ^{ts} par rapport aux salaires des	
	Adolesc ^{ts}	Femmes	Ouvriers non qual.	Femmes	Ouvriers non qual.
Des métaux. — Haute-Silésie	1.14 (3)	3.80	5.80	30.0 %	19,6 %
Usine sidérurgiques. — Haute-Silésie	2.05	4.50	6.70	45.5 %	30,6 %
Mines de minerais de zinc et de plomb. — Haute-Silésie (à la surface)	1.20-1.44	2.24-3.20	5.84	48.5 %	22,6 %
Mines de houille. — Bassin de Hte-Silésie (à la surf.) (au fond)	1.68 2.13	2.72-4.16 —	5.36-6.56 4.21-6.90	48,8 % —	28,2 % 38,4 %
Des métaux. — Varsovie	2.16 (3)	4.08	5.52	52,9 %	39,1 %
De l'alimentation. — Sucreries. — Voïvodie de Poznan	1.84-2.96	3.76	6.16	63,8 %	39,0 %

Verreries. — Varsovie et district (4)	2.15-2.87	3.66	3.23-5.02	68,6 %	60,9 %
Fabriques de bouteilles. — Varsovie et district (4) ..	1.93-2.57	3.21	2.90-4.50	70,1 %	60,8 %
Du bois. — Scieries. — Poznan	2.24-2.64	3.36	5.44	72,6 %	44,8 %
Mines de houille. — Bassin de Dabrowa (à la surface)	2.10	2.45-3.15	4.54-5.24	75,0 %	43,1 %
Salines de l'Etat. — Inowroclaw	3.36	4.24	6.48	79,2 %	51,8 %
Du bâtiment. — Varsovie	3.60	4.00	6.20	90,0 %	58,1 %
Raffineries de pétrole. — Boryslaw	2.47	2.47	4.45	100,0 %	55,5 %
Usines à ciment. — Voïvodie de Kielce (5)	2.79-3.35	2.79-3.35	5.02	100,0 %	61,1 %
Mines de minerais de fer (à la surface)	3.20-3.60	3.20-3.60	3.00	100,0 %	113,3 %
Briqueteries. — Haute-Silésie (5)	3.36-5.04	3.20	5.60	131,2 %	75,0 %

(2) D'après les données de la *Statistique du Travail*, 1933, fasc. 1, pp. 48 et suivantes.

(3) Apprentis, 1^{re} anné.

(4) Apprentis. serrureries, 1^{re} année.

(5) En 1932.

2° Accroissement du travail des femmes

a) *Analyse des statistiques.* — Le fait que c'étaient les calculs financiers qui décidaient de l'état d'emploi de la main-d'œuvre, démontre aussi l'augmentation constante du pourcentage des femmes occupées dans l'industrie, augmentation qui se manifeste précisément dans les mêmes années de la crise où l'on constate la diminution du pourcentage des adolescents (tabl. 21-25).

TABLEAU 21

**Accroissement du pourcentage des femmes
occupées dans l'industrie (7)**

Année	Toute la Pologne	Région						
		I	III	VI	VII	VIII	IX	X
1929 ..	18,33	24,5	39,2	15,2	14,7	9,5	10,6	14,6
1930 ..	19,61	25,0	40,6	16,3	16,3	10,4	12,0	17,8
1931 ..	19,58	27,6	40,7	23,6	14,3	10,8	10,8	16,3
1932 ..	20,56	28,6	41,0	22,5	17,1	11,2	11,3	16,4
1933 ..	20,71	28,7	41,7	18,7	17,5	10,2	11,5	17,0
1934 ..	21,00							

Ces variations sont nettement visibles lorsqu'on envisage sur tout le territoire de la Pologne, aussi bien l'industrie dans son ensemble que les différentes branches de l'industrie, chacune à part (tabl. 23 et 24). De même, on voit ces changements dans chaque région, en ce qui concerne l'emploi des adolescents (tabl. 22), et dans la *majorité* des régions, quant à la main-d'œuvre féminine (tabl. 21).

(7) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929-1933 et 1934 (extrait).

TABLEAU 22

 Diminution du pourcentage des adolescents
occupés dans l'industrie (8)

Année	Toute la Pologne	Région											
		I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII
1929	6,98	7,5	6,4	5,4	6,8	10,4	2,4	6,4	6,0	6,2	12,5	12,5	3,3
1930	5,73	7,1	5,5	4,3	5,2	5,9	2,1	5,6	5,3	5,3	10,8	10,3	3,5
1931	4,71	4,2	4,4	2,8	3,7	4,5	2,0	4,1	5,5	4,8	9,7	9,8	3,1
1932	3,44	2,9	2,9	1,9	3,0	2,0	1,3	2,8	5,3	3,7	5,3	8,4	4,8
1933	2,88	2,2	2,1	2,1	1,9	1,4	0,7	2,3	5,8	3,3	3,4	8,1	2,5
1934	2,70												

 (8) *Idem.*

TABLEAU 23

Accroissement du pourcentage des femmes occupées dans les différentes branches de l'industrie ^(8a)

Industrie	1929	1930	1931	1932	1933	1934	Changem ^{ts}
Total.....	18,3	19,6	19,6	20,6	20,7	21,0	+ 2,6
Minéraux	15,7	17,4	18,1	17,0	17,2	18,6	+ 2,9
Métallurgie et travail des métaux	10,2	11,5	11,0	12,2	12,4	12,8	+ 2,6
Mécanique	4,2	4,6	4,9	6,6	7,2	8,2	+ 4,0
Chimique	28,5	32,9	33,6	33,2	32,1	34,7	+ 6,2
Textile	50,5	51,6	51,1	51,1	51,6	52,2	+ 1,7
Papier	34,9	36,5	36,1	38,0	38,2	38,5	+ 3,6
Cuirs et peaux	12,6	12,8	16,4	13,8	14,6	—	+ 2,0 (9)
Bois	7,2	7,8	8,7	9,0	7,9	8,7	+ 1,5
Alimentation	22,0	22,5	20,4	18,6	18,8	20,0	— 2,0
Vêtements	40,0	47,6	46,6	48,8	51,5	—	+ 11,5 (9)
Bâtiments	4,6	4,7	4,0	2,7	2,0	—	— 2,6 (9)
Livre	21,0	23,2	22,2	23,3	24,1	25,4	+ 4,4
Mines	3,7	3,5	2,9	3,2	2,5	—	— 1,2 (9)

^(8a) *Idem.*⁽⁹⁾ Par rapport à l'année 1933.

TABEAU 24

Diminution du pourcentage des adolescents occupés dans les différentes branches de l'industrie (10)

Industrie	1929	1930	1931	1932	1933	1934	Changement ¹¹
Total.....	6,98	5,73	4,71	3,44	2,88	2,70	— 4,10 — 4,28(11) — 6,1
Des minéraux	9,2	7,7	6,9	4,7	3,1	—	— 4,7
Métallurgique et travail des métaux	8,1	6,8	4,9	3,7	3,4	—	— 7,1
Mécanique	15,4	15,1	13,2	10,2	8,3	—	— 4,9
Du textile	6,3	4,6	2,7	1,7	1,4	—	— 3,9
Chimique	5,1	3,5	2,5	1,4	1,2	—	— 6,2
Du papier	9,7	7,1	5,6	3,7	3,5	—	— 3,1
Des cuirs et peaux	4,4	4,5	4,3	1,6	1,3	—	— 3,6
Du bois	7,7	7,5	7,7	5,7	4,1	—	— 2,6
De l'alimentation	6,1	5,0	4,2	3,3	3,5	—	— 6,2
Des vêtements	14,5	11,6	10,7	10,3	8,3	—	— 4,0
Du bâtiment	5,9	4,1	4,3	3,8	1,9	—	— 6,2
Du livre	14,4	14,2	13,3	9,0	8,2	—	— 1,7
Mines	1,9	1,1	0,6	0,4	0,2	—	

(10) D'après les rapports des Inspecteurs du Travail, 1929-1933 et 1934 (extrait).

(11) Par rapport à l'année 1934.

Le pourcentage des différentes catégories d'ouvriers par rapport au total a subi pendant la même période les variations suivantes :

TABLEAU 25 (12)

Année	Hommes	Femmes	Adolescents		
			Total	Garçons	Filles
1929	74,69 %	18,33 %	6,98 %	5,09 %	1,89 %
1933	76,41 %	20,71 %	2,88 %	2,33 %	0,55 %
Changements.	+ 1,72 %	+ 2,38 %	— 4,10 %	— 2,76 %	— 1,34 %

On voit qu'à côté d'une diminution du pourcentage des adolescents de 4,10 %, celui des femmes a augmenté de 2,38 % et cet accroissement est plus accentué que celui des hommes (1,72 %).

De même, le tableau 19 montre que la diminution du pourcentage des hommes (— 24,7 %) est plus élevée que celle des femmes (— 16,8 %).

Les statistiques de 1934 accusent la même tendance : le total des ouvriers occupés dans l'industrie ayant augmenté, par rapport à l'année 1933, de 7,2 %, le pourcentage des hommes ne s'est accru que de 7,1 %, tandis que celui des femmes a augmenté de 8,7 % (13).

Toutefois, ce phénomène n'a pas pour cause l'affluence de nouvelles forces féminines à des travaux salariés, au contraire, les chiffres absolus de l'emploi de la main-d'œuvre féminine montrent une diminution (184.006 en 1934 contre 203.498 en 1929 (tabl. 26).

TABLEAU 26 (14)

Diminution du nombre absolu des ouvrières

1929	203.498
1930	192.288
1931	166.872
1932	161.783
1933	169.197
1934	184.006

Diminution par rapport à l'année 1929.. 19.492

(12) *Idem*, 1929 et 1933.

(13) *Idem*, 1934 (extrait), p. 1.

(14) D'après les *rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929-1933 et 1934 (extrait).

L'accroissement du pourcentage des femmes occupées dans l'industrie, résulte de la diminution du nombre des adolescents y occupés. Le pourcentage de ces derniers a atteint, en 1929, 6,98 %, tandis qu'en 1934, il n'était que de 2,7 % (tabl. 24). De même, c'est aux dépens de l'emploi des adolescents que s'accroît le pourcentage des hommes adultes (76,3 % en 1934 contre 74,69 % en 1929 - tabl. 27).

TABLEAU 27 (15)

Accroissement du pourcentage des hommes occupés dans l'industrie

1929	74,69 %
1930	74,66 %
1931	75,71 %
1932	76,00 %
1933	76,41 %
1934	76,30 %

b) *La mécanisation et la rationalisation du travail.* — Le tableau 23 montre que l'accroissement du pourcentage des femmes se fait également observer dans les industries lourdes et dangereuses, comme la métallurgie et le travail des métaux, l'industrie chimique, celle du livre, du bois, c'est-à-dire dans les industries où le travail féminin était jusqu'ici le moins répandu (16).

Cet accroissement ne saurait être considéré comme un phénomène souhaitable. L'industrie chimique et celle du livre sont très nuisibles à la santé ; l'industrie du bois montre un pourcentage élevé des accidents, et les conditions de travail y sont très mauvaises.

L'augmentation de la main-d'œuvre féminine dans ces industries, s'explique par la rationalisation des procédés de production et par l'emploi de machines de plus en plus perfectionnées pouvant être mises en marche aussi bien par des femmes, et même par des adolescents, que par des hommes.

c) *L'infériorité des salaires.* — A côté de la mécanisation et de la rationalisation du travail, il existe une raison encore plus importante. C'est notamment l'infériorité du salaire de la femme par rapport à celui de l'homme, infériorité qui résulte, dans une grande mesure, de la faible organisation syndicale des femmes.

(15) *Idem.*

(16) Voir Thadée CZAJKOWSKI : *Femmes et adolescents occupés dans la grande et la moyenne industrie* (Statistique du Travail, 1933, fasc. 2, pp. 105-6) ; et *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1929, p. 14 et 1932, p. 12.

A défaut d'une statistique spéciale des salaires des femmes, nous n'avons de données en cette matière que sur quelques branches de l'industrie. Mais elles nous permettent tout de même de nous rendre compte du taux des salaires des femmes par rapport à celui des hommes. Or, les statistiques (17) nous montrent que ces salaires varient de la moitié aux trois quarts des salaires des ouvriers non qualifiés et d'un tiers aux 3/4 des salaires des ouvriers qualifiés.

Il est d'usage, en Pologne comme ailleurs, de considérer le travail de la femme comme étant de moindre valeur, uniquement parce qu'il est accompli par des femmes. Le sexe, à lui seul constitue pour elles une cause de dépréciation de leur travail. Pourtant « la valeur du travail d'une femme adulte n'est pas moindre que celle du travail d'un homme, la femme étant souvent une ouvrière qualifiée. Mais la différence entre le taux des salaires des femmes et celui des hommes reste toujours considérable et décide de la participation des femmes dans la production » (18).

Une des usines de boîtes de fer-blanc à Varsovie, a congédié les hommes occupés auprès des machines automatiques. Comme raison de ce congédiement, était noté le fait que le rendement du travail des femmes était égal à celui des hommes, tandis que leur salaire est de 55 % inférieur à celui des hommes (19).

Or, tant qu'il existe une différence considérable entre le salaire des hommes et celui des femmes, il ne semble pas que les dispositions concernant la protection de ces dernières puissent empêcher les employeurs de les occuper en nombre excessif.

d) *La faible organisation syndicale.* — Quant à l'organisation syndicale, « la participation des femmes... au mouvement syndical... est relativement faible. Les femmes constituent environ un huitième de la totalité des syndiqués » (20).

Hommes	83,5 %
Femmes	12,9 %
Adolescents	3,6 %

Le tableau 28 montre que le pourcentage des syndiquées est bien moindre qu'il ne devrait être, si l'affluence des femmes à des syndicats correspondait à celle des hommes (21).

(17) *Statistique du Travail*, 1930, fasc. 2, pp. 155 et suivantes.

(18) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1933, p. 13.

(19) *Idem*, 1924, p. 105.

(20) Stanislaw RYCHLINSKI : *Les syndicats professionnels des travailleurs en Pologne*, Varsovie, 1927, p. 41.

(21) *Statistique du Travail*, 1926, fasc. 6, p. 92 et *Annuaire des Syndicats Professionnels des Travailleurs*, 1925, tabl. 9.

TABLEAU 28

Industrie	Ouvriers occupés dans l'industrie en 1926			Ouvriers syndiqués au 31 décembre 1925		
	Total	Femmes	%	Total	Femmes	%
Des vêtements	13.577	5.662	41,7	13.370	5.580	41,7
De l'alimentation	89.079	21.264	23,9	13.413	4.262	31,8
Des minéraux, chimique et du papier ..	69.302	13.698	19,8	25.402	6.407	25,2
Du bois	46.662	4.768	10,2	6.038	615	10,2
Du livre	10.749	2.989	27,8	6.111	572	9,4
Du bâtiment	18.096	889	4,9	15.881	1.262	7,9
Des métaux	79.386	7.130	9,0	54.417	2.836	5,2
Du textile	105.342	52.733	50,1	186.577	4.025	2,1
Des cuirs et peaux	6.008	830	13,8	14.712	15	0,1
Diverses branches de l'industrie	5.365	142	2,6	52.705	6.611	12,5
Total	443.566	110.105	24,8	388.626	32.185	8,3
Mines				51.560	986	1,9
Toutes les branches de l'industrie				440.186	33.171	7,5

Le fait que les comptes rendus publiés chaque année par les syndicats professionnels en Pologne ne montrent pas les statistiques concernant les membres-femmes, prouve qu'ils n'attachent pas, eux-mêmes, assez d'intérêt à la question de l'organisation syndicale des femmes.

D'après les statistiques non publiées de la Commission Centrale du Syndicat des Associations Professionnelles, le nombre des ouvriers affiliés aux syndicats à la fin de l'année 1929 était :

Hommes	Femmes	%
—	—	—
231.700	24.900	10,8 (22)

Etant donné que les effectifs de toutes les organisations professionnelles ouvrières était, au 31 décembre 1928, de 791.876 (23), il faut supposer que le nombre des femmes syndiquées ne dépassait pas 80.000.

D'après les statistiques des caisses-maladie, le pourcentage des femmes par rapport au total des assurés est plus de 30 % (tabl. 29), soit trois fois plus élevé que le pourcentage des femmes syndiquées.

La question de l'organisation syndicale des femmes est étroitement liée à leur attitude à l'égard du travail salarié, qu'elles considèrent non pas comme profession, mais comme un état provisoire. D'où le manque d'ambition professionnelle, ambition propre à l'ouvrier et d'où l'indifférence pour les questions de solidarité ouvrière.

Pour la plupart, les ouvrières n'exigent pas de délégation d'usine, et là où celle-ci existe, elles n'y participent pas, même lorsqu'elles constituent la grande majorité du personnel. Nous pouvons citer comme exemples quelques établissements parmi ceux visités par les inspecteurs du travail de la région de Varsovie : une blanchisserie de 102 ouvrières qui n'appartenaient à aucun syndicat et n'avaient pas de délégation d'usine ; une teinturerie employant 50 ouvrières environ dans de pareilles conditions ; une usine de tricot où, sur la demande de la direction, plus de 40 ouvrières ont rendu leur carte d'adhésion au syndicat et renoncé à la délégation d'usine. Dans une usine de textile occupant 587 femmes et 220 hommes (adolescents compris), ainsi que dans une usine de plumes employant 93 femmes et 22 hommes, les délégations d'usine ne comportent que

(22) H. KRAHELSKA : *Travail des femmes dans l'industrie contemporaine*, op. cit., pp. 67-68.

(23) *Annuaire des Syndicats Professionnels des Travailleurs*, Varsovie, 1930, p. 13.

des hommes. Ces faits ne sont nullement isolés, au contraire, on peut les considérer comme caractéristiques (24).

TABLEAU 29

Les assurés obligatoires aux caisses-maladie en 1923-1933 (25)

Année	Total	Femmes	%
Pologne, Haute-Silésie non comprise			
1923	1.415.798	448.748	31,7
1924	1.602.345	500.156	31,2
1925	1.652.936	518.725	31,4
1926	1.612.424	519.097	32,2
1927	1.782.654	568.151	31,9
1928	1.990.927	654.416	32,9
1929	2.276.891	709.141	31,1
1930	2.264.909	699.005	30,9
Toute la Pologne			
1931	2.421.862 (26)	748.867	30,9
1932	2.188.714	709.456	32,4
1933	2.047.655	682.943	33,3

L'employeur préfère une main-d'œuvre féminine, parce que réfractaires à l'association et, par conséquent, moins capables de lutter en faveur de leurs droits, les femmes sont, après les machines, « l'instrument de production le plus souple et le plus docile » (27).

« Le fait que l'ouvrière ne cherche que tout exceptionnellement à « s'unir à ses camarades pour obtenir une amélioration dans ses « conditions de travail, augmente aux yeux du patron sa valeur « comme sujet d'exploitation » (28).

Cette inaptitude des femmes au groupement, découle-t-elle de la nature de leur esprit, comme le prétendent certains partisans de la

(24) *Rapports des Inspecteurs du Travail*, 1924, p. 116.

(25) *Statistique du Travail*, Revue trimestrielle, Office Central de Statistique, Varsovie, 1933, fasc. 2, p. 209.

(26) Y compris 91.944 personnes de sexe inconnu.

(27) Jean HELD : *La réglementation de la journée de travail des femmes dans l'industrie allemande*, thèse, Paris, 1907, p. 10.

(28) Auguste BEBEL : *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*. Traduction française Henri RAVÉ. Paris, 1891, p. 149.

réglementation spéciale du travail féminin. Il ne le semble pas. Ce manque d'aptitude au groupement doit être attribué plutôt à des causes extérieures, en premier lieu, à la précarité des moyens d'existence des femmes et aux préjugés qui les enserraient avec force jusqu'à la fin du siècle dernier (29).

*
* *

Comme conclusion des considérations ci-dessus, on peut constater ce qui suit :

L'industrie employait les adolescents non pas parce qu'ils auraient été indispensables et que l'on n'aurait pas pu les remplacer en raison de leurs prétendues qualités spéciales (mains délicates, taille menue, mouvements habiles), mais uniquement en raison d'une différence considérable du taux des salaires qui compensait largement le rendement du travail d'un adolescent, tout de même inférieur à celui d'un adulte, ainsi que les charges résultant de la législation protectrice (obligation de tenir des registres des adolescents, de leur faire suivre les cours complémentaires, de leur faire subir l'examen médical, de leur accorder des congés plus longs).

Aujourd'hui, par suite des conditions dans lesquelles s'effectue l'emploi de la main-d'œuvre (chômage, baisse du taux des salaires de l'ouvrier adulte, aussi bien celui de l'homme que celui de la femme) (tabl. 20), ainsi que grâce aux effets de la législation en matière de protection du travail, il est souvent plus avantageux de remplacer l'adolescent par un adulte, d'où une baisse considérable de l'emploi des adolescents.

C'est aux dépens de cette dernière catégorie de travailleurs qu'augmente le pourcentage des femmes et, dans une certaine mesure, celui des hommes. Or, pendant la crise, la main-d'œuvre féminine étant également moins onéreuse, les femmes remplacent en premier lieu les adolescents ; d'autre part, elles prennent aussi la place des hommes adultes.

(29) Andrée LEHMANN : *De la réglementation légale du travail féminin*, thèse, Paris, 1924, p. 24.

CONCLUSION

Nous voilà arrivés au terme de notre essai, sans prétendre avoir épuisé notre matière. Essayons de résumer brièvement les grandes lignes de notre exposé et les desiderata essentiels.

Les dispositions polonaises relatives au travail des femmes et des adolescents sont pour la plupart conformes aux règles prévues par les conventions internationales et par les législations de tous les pays civilisés. Parfois même contiennent-elles des stipulations encore plus avancées.

Cependant, les dispositions, même les meilleures, ne valent que par leur application. Or, cette application, nous l'avons vu, est loin d'être satisfaisante.

Une forte organisation syndicale des ouvriers et une augmentation des effectifs de l'Inspection du Travail par la création de nouveaux emplois d'inspectrices et l'adjonction des délégués ouvriers, collaborateurs bénévoles et non pas employés subalternes de l'Inspection du Travail (inspecteurs-adjoints, prévus par l'art. 18 de l'ordonnance du 14 juillet 1927 sur l'Inspection du Travail (1) et les arrêtés du Ministère de l'Assistance Sociale du 12 juillet (2), du 30 septembre (3) et du 12 novembre (4) 1935), pourraient, dans une certaine mesure, y apporter un remède efficace.

Le développement de la législation sociale, tellement intense pendant les années 1926-1928, s'est presque complètement arrêté au cours des années 1929-1935, période extrêmement difficile pour le pays à la suite de la crise économique. Dans un seul domaine, la protection des jeunes travailleurs, la politique de l'Etat, déjà auparavant méthodique, continuait à se développer, indépendamment de la situation économique générale ou plutôt, précisément par suite

(1) *Journal des Lois de la République Polonaise*, 1927, n° 67, par. 590.

(2) *Idem*, 1935, n° 54, par. 354.

(3) *Idem*, n° 74, par. 469.

(4) *Idem*, n° 85, par. 525.

de cette situation. Car la crise économique, et avec elle l'accroissement considérable du chômage, ont mis en relief certaines questions qui en temps de la conjoncture normale, paraissent bien moins nettes.

Or, la crise a montré quelles étaient les raisons de l'emploi des adolescents. Pendant la conjoncture, le jeune ouvrier était recherché comme une main-d'œuvre à bas prix. A l'heure actuelle, vu la baisse générale des salaires, les employeurs ne trouvent pas avantageux d'occuper un grand nombre d'adolescents soumis aux dispositions protectrices et dont le travail n'est pas toujours aussi productif que celui des adultes. Il est donc clair aujourd'hui, combien injustifiés étaient les arguments des industriels qui s'efforçaient de démontrer que ce n'étaient pas des considérations financières, mais techniques (nécessité d'occuper les adolescents auprès de certains travaux auxquels l'ouvrier adulte aurait été impropre), qui étaient la cause de l'emploi d'un nombre considérable d'adolescents. Aussi la politique de l'Inspection du Travail tendant à diminuer la participation des adolescents dans l'industrie n'a-t-elle pas rencontré l'opposition de l'industrie à laquelle elle se serait, sans doute, heurtée pendant la conjoncture.

A côté de la diminution de l'emploi des adolescents, le travail des femmes s'est considérablement développé et est parvenu en particulier à s'implanter solidement, même dans les industries qui leur étaient jusqu'alors presque complètement fermées.

Or, la crainte de voir les employeurs remplacer la main-d'œuvre féminine à laquelle s'attachent tant de prescriptions gênantes, par la main-d'œuvre masculine, s'est révélée vaine. Les charges résultant de la loi du 2 juillet 1924 ne paraissent pas assez onéreuses pour remporter sur les avantages résultant de la différence entre le salaire de l'homme et celui de la femme. L'aptitude beaucoup moins grande que celle de l'homme de défendre, à l'aide de l'association professionnelle, ses propres intérêts, contribue également à ce que l'employeur préfère la main-d'œuvre féminine.

Au cours de notre travail, nous avons signalé quelques critiques concernant certaines dispositions en vigueur qui exigent des modifications.

Les prescriptions relatives à la protection de la maternité n'assurent pas à l'ouvrière pendant le temps qu'elle doit suspendre son travail une indemnité nécessaire. Il faudrait accorder des prestations aux ouvrières enceintes qui bénéficient de 6 jours de congé par mois, ainsi qu'aux accouchées pendant toute la durée du repos prévu par la loi. L'interdiction de résilier le contrat passé avec l'ouvrière

devrait être étendue à la période entière de la grossesse et son travail surveillé par des assistantes sociales. Il serait nécessaire d'étendre l'obligation d'installer des crèches à tous les établissements sans égard au nombre des femmes y occupées, ces crèches pouvant être organisées par l'Etat ou les institutions communales, non seulement sur le terrain de l'usine, mais également à sa proximité. Il est inadmissible que les mères les plus jeunes (de 15 à 18 ans) les plus inexpérimentées soient exclues du bénéfice de cette prescription. Pour les enfants au-dessus de 15 mois, il importerait de créer des garderies d'enfants où ils pourraient rester jusqu'à l'âge de 3-4 ans.

La liste des travaux interdits aux femmes et aux adolescents exige de nombreuses modifications.

La question du salaire mérite une mention particulière. L'insuffisance du salaire peut avoir pour le travailleur des conséquences aussi déplorables que la durée excessive du travail ou l'insalubrité de l'atelier. Cependant, le législateur polonais ne s'est guère jusqu'à ce jour préoccupé de garantir à l'ouvrier une rémunération suffisante.

Le législateur peut-il aujourd'hui complètement se désintéresser du taux du salaire ?

Nous ne saurions mieux répondre à cette question qu'en reproduisant la citation suivante :

« Il est des ouvriers, des ouvrières surtout, pour lesquels le salaire
« reste au-dessous du minimum indispensable à la satisfaction des
« besoins quotidiens. Ces travailleurs se rencontrent particulière-
« ment dans les industries à domicile où sévit ce que les Anglais
« ont appelé le *sweating system*. Ils échappent, souvent en droit,
« presque toujours en fait, à l'action des lois réglementant le tra-
« vail, à la surveillance des inspecteurs.

« L'expérience semble démontrer que, seul, l'établissement d'un
« minimum de salaire peut, dans ces industries, porter remède effi-
« cace à des maux extrêmes.

« Tous ces maux, insalubrité du logement dans lequel le travail
« se poursuit, durée excessive de ce travail, emploi abusif des
« enfants, etc., ont pour cause principale, sinon unique, l'insuffi-
« sance de la rémunération » (4).

L'analyse des dispositions relatives à l'âge d'admission des enfants au travail, nous a amené à la conclusion que ces derniers devraient rester à l'école jusqu'à 15 ans, de sorte que l'âge scolaire coïnciderait avec celui où commence le travail professionnel. Cette année de scolarité supplémentaire serait consacrée au préapprentissage.

(4) Raoul JAY : *La protection légale des travailleurs*, Paris, 1904, pp. 122-3.

La formation professionnelle adaptée plutôt au besoins de l'artisanat qu'à ceux de l'industrie mécanique devrait être remplacée par l'enseignement technique en vue d'acquérir, en premier lieu, la connaissance du fonctionnement et de la conduite de la machine, et s'effectuer en dehors de l'entreprise.

Les jeunes ouvriers sont généralement surmenés par suite de la trop longue durée d'un travail parfois trop lourd et trop pénible pour leur âge et par l'obligation de fréquenter l'école après leur travail. Aussi serait-il très indiqué de réduire la durée du travail des adolescents lorsque l'enseignement a lieu le soir ou lorsqu'ils sont occupés à des travaux pénibles.

Il faudrait interdire l'application des tarifs de salaires « des apprentis » partout où il ne s'agit pas de l'enseignement du métier ; l'adolescent devrait, en l'occurrence, jouir de tous les droits de l'ouvrier adulte.

Enfin, la loi devrait réglementer le travail des femmes et des adolescents dans toutes les professions.

La réglementation spéciale du travail féminin est de plus en plus considérée aujourd'hui comme une étape dans la voie de la réglementation générale du travail.

Dans tous les pays, va s'amplifiant un courant demandant l'égalité de droits à l'égard du travail. Au lieu d'une protection spéciale du travail féminin, le courant tend à introduire des meilleures conditions du travail et de la rémunération pour tous les travailleurs sans distinction de sexe et exige « à travail égal, salaire égal ».

On peut ainsi voir se dessiner nettement une tendance vers la réglementation générale du travail de nuit. La Norvège, sans avoir jamais connu l'interdiction du travail de nuit des femmes, a interdit, en principe, le travail de nuit à tous les travailleurs (5). Le Mexique a fixé la durée maximum du travail de nuit des hommes à 7 heures (6). En Finlande (7), Lettonie (8), Pays-Bas (9), Tchécoslovaquie (10), Uruguay (11), le travail de nuit est interdit à tous

(5) *B. I. T. : La réglementation du travail féminin*, Genève, p. 142. Loi du 18.9.1915 sur la protection des ouvriers (art. 24, 27, 51 et 57), modifiée par la loi du 11.7.1919.

(6) *B. I. T. : Série législative*, 1931, t. II, p. 1118. Loi du 18.8.1931.

(7) *B. I. T. : La réglementation du travail féminin, op. cit.*, p. 132. Ordonnance du 18.8.1917 sur le travail dans les établissements industriels, art. 9 et 12.

(8) *Ibid.*, p. 140. Loi du 24.3.1922 sur la durée du travail (art. 13), modifiée par la loi du 26 avril 1924.

(9) *Ibid.*, p. 144. Loi de 1919 sur le travail, art. 24, 25 à 30, 33 à 35, 47 et 62.

(10) *Ibid.*, p. 148. Loi du 19.12.1918 sur la journée de 8 heures, art. 8 et 9.

(11) *Ibid.*, p. 150. Loi du 19.3.1918.

les travailleurs dans un très grand nombre d'industries. Dans quelques Etats, certaines mesures d'hygiène reconnues indispensables à la sauvegarde de la santé des ouvrières ont été étendues à tous les travailleurs.

Par contre, la nouvelle orientation n'admet une protection spéciale qu'à l'égard du jeune ouvrier et de l'ouvrière-mère.

VU : *Le Doyen,*

H. NÉZARD.

VU : *Le Président,*

HENRI NOYELLE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Caen,

L. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE

I. — BIBLIOGRAPHIE POLONAISE

- DASZYNSKA-GOLINSKA (D^r Z.). — *Economie Sociale*. Varsovie, 1933.
— *Contributions à la question ouvrière en Pologne*. Varsovie, 1920.
- FRELKOWA (E.). — *Le Travail des adolescents dans l'industrie du livre en Pologne*. Varsovie, 1929.
- GRABOWSKI (E.). — *Précis de la statistique du travail*. Varsovie, 1919.
- GROMSKI (D^r Marcelli). — *Les crèches diurnes pour les nourrissons*. Varsovie, 1927.
- KRAHELSKA (Halina.) — *Le travail des femmes dans l'industrie contemporaine*. Varsovie, 1932.
— *Protection de la maternité dans les entreprises de l'Etat Polonais*. Varsovie, 1928.
— *Le travail des enfants et des adolescents*. Varsovie, 1928.
— *La protection du travail en Pologne*. Varsovie, 1920.
— *Le facteur humain dans la production*. Varsovie, 1931.
- LANDAU (Ladislas). — *La journée de 8 heures*. Varsovie, 1927.
- LESNIEWSKA (Marie). — *Protection de la mère ouvrière polonaise*. Publication du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale. Varsovie, 1931.
- MINKOWSKA (Anna). — *La famille de chômeurs*. Publication de l'Institut de l'Economie Sociale. Varsovie, 1935.
- PRAGIER (D^r Eugène). — *Les conditions du travail de jeunes ouvriers en Pologne*. Varsovie, 1929.
- RYCHLINSKI (Stanislaw). — *La durée du travail dans l'industrie polonaise*. Varsovie, 1927.
— *Les syndicats professionnels des travailleurs en Pologne*. Varsovie, 1927 (en français).
- SWIATLOWSKI (W.-W.). — *L'ouvrier industriel. L'examen de la santé*

- de l'ouvrier industriel en Pologne et en Ruthénie.* Varsovie, 1889.
- SWIATOPOLK-MIRSKI. — *La protection légale du travail en Pologne.* Thèse Paris, 1929.
- WOYCICKI (Alexandre). — *Histoire des ouvriers industriels en Pologne.* Varsovie, 1929.
- ZAKRZEWSKI (D^r Zygmunt). — *La politique de population de la Pologne et l'état de la protection de la maternité.* Varsovie, 1925.
- ZIELINSKI (D^r Joseph). — *Hygiène du travail.* Varsovie, 1929.
- Commission Centrale des Syndicats Professionnels des Travailleurs en Pologne.* Compte rendu, Varsovie.
- Annuaire des Syndicats Professionnels de Travailleurs en Pologne.* Publication Ministérielle, Varsovie.
- Rapports des Inspecteurs du travail.* Varsovie, 1922-1934.
- Statistique du Travail*, périodique. Varsovie, 1926-1933.
- Annuaire Statistique de la République Polonaise.* Varsovie, 1930.
- Annuaire de Statistique de Royaume de Pologne.* Piotrograd, 1916.
- Journal des Lois de la République Polonaise.* Varsovie, 1920-1935.
- Le Travail et l'Assistance Sociale*, périodique. Varsovie, 1921-1933.
- L'Economiste*, périodique. Poznan, 1920.
- Commission d'Enquêtes*, comptes rendus. Publication du Conseil des Ministres. Varsovie, 1928.
- Bulletin du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale.* Varsovie, 1919.
- Les lois ouvrières et leur application.* Publication du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale. Varsovie, 1920.
- Encyclopédie Polonaise.* Lausanne-Paris, 1919.
- Almanach polonais.* Varsovie, 1926.
- Périodiques.*

II. — BIBLIOGRAPHIE GENERALE

- BANU (D^r G.). — *L'hygiène sociale de l'enfance.* Bruxelles, 1930.
- BEBEL (Auguste). — *La femme dans le passé, le présent et l'avenir.* Paris, 1891.
- BOYER (Emile). — *Des résultats obtenus par la mise en pratique de la loi de 1892 réglementant le travail des femmes et des enfants.* Thèse Paris, 1901.
- FROIS (Marcel). — *La santé et le travail des femmes pendant la guerre.* Paris, 1926.

- GAAG (D^r M.). — *Die Frau in der schweizerischen Industrie*. Zurich-Leipzig, 1928.
- HELD (Jean). — *La réglementation de la journée du travail des femmes dans l'industrie allemande*. Thèse Paris, 1907.
- JAY (Raoul). — *La protection légale des travailleurs*. Paris, 1904.
- LE VAN KIM. — *Féminisme et travail féminin dans les doctrines et faits*. Paris, 1926.
- LEHMANN (Andrée). — *De la réglementation légale du travail féminin*. Thèse Paris, 1924.
- LEICHTER (K.). — *Frauenarbeit und Arbeiterinnenschutz in Oesterreich*. Wien, 1927.
- NICEFORO (Alfredo). — *Les classes pauvres*. Paris, 1905.
- PIC (Paul). — *Traité de législation industrielle. Les lois ouvrières*. Paris, 1912.
- TUGENDREICH (D^r Gustav). — *Die Mutter und Säuglingsfürsorge*. Stuttgart, 1910.
- WOYTYSKI (W.). — *Die Welt in Zahlen*. Berlin, 1926.
- B. I. T. — *Etudes et Documents*, série I. Genève, 1921.
- *Etudes et Documents*, série I, n° 2. Genève, 1931.
- *Conférence internationale du Travail*. Genève, 1921.
- *L'assurance-maladie obligatoire*. Genève, 1927.
- *Informations sociales*. 1924-1929.
- *Série législative*. Genève, 1922-1926, 1928, 1930, 1931.
- Traité entre les puissances alliées et associées et l'Allemagne*. Versailles, 1919.
- Code du Travail*. Paris, 1935.
- Revue Internationale du Travail*, 1922-1929.
- Revue du Travail du Royaume de Belgique*, 1933.
- Périodiques.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
HISTORIQUE	18
1. Ancienne partie russe	18
2. Ancienne partie allemande	20
3. Ancienne partie autrichienne	22

PREMIERE PARTIE

Travail des femmes

CHAPITRE PREMIER. — <i>Durée du travail. — Travail de nuit..</i>	27
1. Durée du travail quotidien	27
2. Travail de nuit	28
3. Sanctions pénales	30
CHAPITRE II. — <i>Hygiène, sécurité et moralité des travailleuses</i>	32
1. Hygiène et sécurité	32
2. Moralité	37
CHAPITRE III. — <i>Protection de la maternité</i>	40
1. Femmes en état de grossesse et femmes en couches..	40
2. Crèches, garderies d'enfants	43
3. La législation polonaise et la Convention de Washington	54

DEUXIEME PARTIE

Travail des adolescents

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'âge d'admission de l'enfant au travail dans l'industrie. — Certificat médical. — Registres.</i>
--

— <i>Affichage</i>	59
1. Dispositions en vigueur	59
2. Les raisons des infractions	63
3. Travaux agricoles	66
4. Registres, affichage	67
 CHAPITRE II. — <i>Durée du travail. — Travail de nuit. —</i> <i>Congé annuel payé</i>	68
1. Durée du travail quotidien	68
2. Repos	71
3. Travail supplémentaire	71
4. La semaine anglaise	73
5. Enseignement supplémentaire	74
6. Travail de nuit	75
7. Congé annuel payé	76
 CHAPITRE III. — <i>Hygiène, sécurité et moralité des jeunes</i> <i>ouvriers et ouvrières</i>	80
1. Hygiène	80
a) Dispositions en vigueur	80
b) Organisation des examens médicaux	80
c) La santé des jeunes ouvriers et ouvrières. — Influence de la profession sur leur santé	82
d) Examens renouvelés	84
e) Les adolescents incapables au travail	87
f) Les conditions du travail dans l'industrie du Livre	87
2. Sécurité, moralité	91
 CHAPITRE IV. — <i>Apprentissage</i>	94
1. Décret du 7 juin 1927	94
2. Contrat d'apprentissage	95
3. Durée de l'apprentissage	97
4. Période d'essai	98
5. Le travail non rétribué et la perception par l'em- ployeur des redevances pour l'apprentissage	99
6. La « fiction » de l'apprentissage	100
7. Continuité de l'apprentissage	104
8. Résiliation du contrat. — Examen de compagnon ..	106

CHAPITRE V. — <i>Enseignement général et professionnel supplémentaire</i>	108
1. Les dispositions en vigueur et leur application	108
2. Les raisons de la non-fréquentation aux écoles supplémentaires	109
3. Les peines	113
CHAPITRE VI. — <i>Limitation du nombre des apprentis et celui des adolescents occupés dans l'industrie et l'artisanat</i>	116

TROISIEME PARTIE

La réglementation du travail des femmes et des adolescents eut-elle des effets sur l'emploi de ces deux catégories d'ouvriers ?

CHAPITRE PREMIER. — <i>La participation des femmes et des adolescents dans l'industrie jusqu'à 1929</i>	121
CHAPITRE II. — <i>Les raisons de l'extension du travail des adolescents</i>	130
1. Les salaires des adolescents	130
2. L'organisation syndicale des adolescents	132
3. Livret de compte	134
CHAPITRE III. — <i>La répartition de la main-d'œuvre pendant les dernières années de la crise</i>	136
1. Diminution de l'emploi des adolescents	136
2. Accroissement du travail des femmes	140
a) Analyse des statistiques	140
b) La mécanisation et la rationalisation du travail	145
c) L'infériorité des salaires	145
d) La faible organisation syndicale	146
CONCLUSION	151
BIBLIOGRAPHIE	157
TABLE DES MATIÈRES	161

